

revue

# SILENCE

Décembre 2021  
n° 505 - 4,80 €

écologie  
alternatives  
non-violence

## Les chantiers de l'habitat léger



Zapatistes, envahissez-nous !

Désobéissance civile pour le climat



## 4 FEMMES SUR 5 NÉGLIGENT LEUR SANTÉ



LASSERPE.

## LE PRIX NOBEL DE MÉDECINE ATTRIBUÉ À 2 SPÉCIALISTES DU TOUCHER

### BIG PHARMA



LASSERPE.

## COP15 : DÉBUT DES DÉBATS EN VIRTUEL



LASSERPE.

## MACRON VEUT MODERNISER LA JUSTICE



LASSERPE.

## Nouveaux points de vente

Chaque mois, de nouveaux lieux proposent la revue à la vente. Voici le nouveau venu du mois :

- ♦ **Maine-et-Loire** : *Librairie Les Nuits Bleues*, 21 rue Maillé, 49100 Angers, [lesnuitsbleues@riseup.net](mailto:lesnuitsbleues@riseup.net)

## Nouveau relais local en Moselle !

Yann Porte, lecteur de *S!lence* et membre de l'association *Motris*, rejoint le réseau des relais locaux de *S!lence* : merci et bienvenue à lui !

Yann Porte de l'association *Motris*, *Mouvement pour une transition intelligente de la société*, 49, boulevard d'Alsace, 57070 Metz, [yann.porte@laposte.net](mailto:yann.porte@laposte.net), tél. : 06 52 92 63 66.

Un article a été publié sur cette association dans le numéro 500 de *S!lence* : "La marée *Motris* déferle sur Metz"

> **Vous aussi, vous pouvez devenir relais local et aider à faire connaître *S!lence* autour de chez vous !** Contactez Marion : [marion.bichet@revuesilence.net](mailto:marion.bichet@revuesilence.net)

## Errata

- ♦ Dans *S!lence* n° 503, la belle photographie de Loyce Hebert, fleuriste de *Loiseau jardinier*, à la page 14, était à mettre au crédit de Virginie Ribaut.
- ♦ Dans l'année 1982 de l'historique de *S!lence* (n° 500), il est écrit que la revue précédente était "Poing noir" : c'est en fait "Point noir" même si le P était remplacé par un poing.
- ♦ Le livre *La restitution*, de Marie-Christine Blandin, signalé dans les pages "livres" du n° 504, a été publié aux éditions *La nage de l'ours*, et non *Les pages de l'ours* comme il était écrit par erreur.



## L'abonnement, c'est maintenant !

*S!lence* existe depuis 1982, et cela fait d'elle la plus ancienne revue écologiste française, indépendante, sans pub.

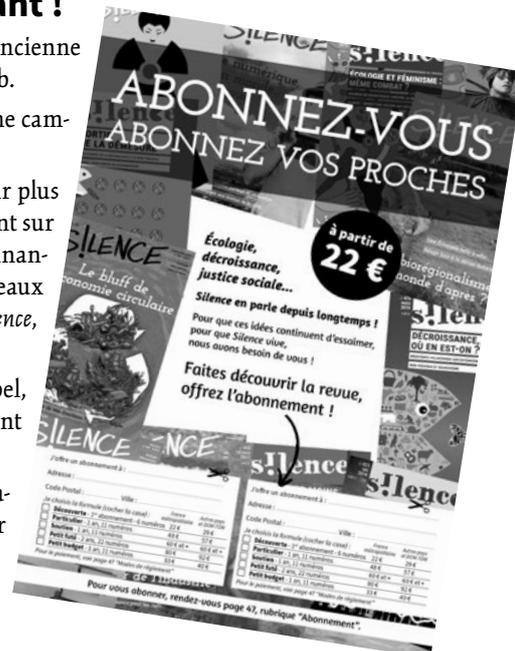
Pour qu'en 2022 *S!lence* continue, l'équipe lance une campagne d'abonnements !

L'abonnement, c'est la formule qui permet de voir plus loin : comme dans une AMAP, c'est un engagement sur le long terme (à partir de 6 mois), qui permet de financer le travail d'aujourd'hui, pour récolter les beaux dossiers de demain ! C'est assurer l'avenir de *S!lence*, qui n'existe que pour et par son lectorat.

Vous trouverez dans ce numéro une page d'appel, avec des formulaires pour offrir l'abonnement autour de vous.

Dans ce numéro de décembre, vous trouverez également un bulletin avec des idées cadeaux pour Noël : tout pour mettre les éditions de *S!lence* sous le sapin !

**Bonne fin d'année à tou-tes !**





Prochain  
numéro

Les low tech,  
du technique au politique

## Association Silence

9 rue Dumenge,  
69317 Lyon Cedex 04

Tél. : 04 78 39 55 33

[www.revuesilence.net](http://www.revuesilence.net)

**Abonnements:** Claire Grenet:  
mardi et jeudi: 10h-12h / 14h-17h

**Dépositaires, stands et gestion:**  
Marion Bichet: mardi et jeudi:  
10h-12h / 14h-17h

**Rédaction:** Guillaume Gamblin et Martha  
Gilson: lundi et mercredi: 10h-12h / 14h-17h

Les infos contenues dans ce numéro ont été  
arrêtées le 27 octobre 2021.

Editeur: Association Silence  
N° de commission paritaire: 0920 D 87026  
N° ISSN: 0756-2640

Date de parution: 4<sup>e</sup> trimestre 2021  
Tirage: 4 000 ex.

Impression: Imprimerie Notre-Dame, 38330 Montbonnot  
Administrateurs: Pascal Antonanzas, Francis Levasseur,  
Pierre Lucarelli, Agnès Ploteny

Directrice de publication: Gaëlle Ronsin  
Comité de rédaction: Martha Gilson, Guillaume Gamblin,  
Danièle Gare, Agnès Ploteny, Nicolas Robin, Gaëlle Ronsin

Pilotes de rubriques: Michel Bernard, Annick Bossu,  
Patrice Bouveret, Frédéric Burnel, Philippe Crassous,  
Gwenael Delanoë, Monique Douillet, Baptiste Giraud,  
Natacha Gondran, Divi Kerneis, Dominique Lalanne, Jean-  
Pierre Lepri, Francis Levasseur, Pascal Martin, Jocelyn  
Peyret, Mimmo Pucciarelli, Nils Svahnström, Pinar Selek,  
Xavier Sérédine

Maquette: Damien Bouveret ([www.free-pao.fr](http://www.free-pao.fr))  
Dessins: Lasserpe, Studiogstock / Freepik

Correctrices: Bernadette Bidaut, Sonia Conchon, Monique  
Douillet, Isabelle Hernandez, Camille Michau, Emmanuelle  
Pingault, Clotilde Rouchouse, Laurence Wuillemin

Photographes: Jonathan Attias, Anne-Sophie Clemençon,  
Jane Dermer, Régis Essono, Martha Gilson, Hameaux Légers,  
Walter Mittelholzer, Anne Paq, M. Prat, P.NK1/fokus21,  
Guillaume de Salvart, Claire Série, Survie, Rainer Theuer

Et pour ce n°: Michel Bernard, Sandra Blondel, Patrice  
Bouveret, Valérie Cabanne, Catherine Chavichvily, Mehdi  
Derradji, Monique Douillet, Cécile Grembert, Gérard Fillion,  
Pascal Hugo, Stéphane Kerckhove, Jocelyn Perret, Maureen  
Prisker, Francis Vergier

Internet: Damien Bouveret, Maud, Victor Poichot  
Archives: Mimmo Pucciarelli.

Les textes sont sous la responsabilité de leurs autrices. Les  
brèves sont des résumés des informations que l'on nous  
communiquent. Textes: sauf mention contraire, la revue  
autorise, sous réserve de citer la source, la copie illimitée à  
usage privé des textes. Les utilisations à usage pédagogique  
sont également autorisées. Tout usage commercial est soumis  
à notre autorisation. Illustrations: Les photos et dessins  
restent la propriété de leurs autrices.

## Partenaires



Coordination Permanente  
des  
MEDIAS LIBRES



## Dossier

### Les chantiers de l'habitat léger

- 05 Choisir l'habitat léger
- 09 S'organiser pour habiter léger
- 13 Une reconnaissance juridique qui n'arrive toujours pas
- 16 Une yourte au milieu des tours



## Chroniques

- 17 40 ans  
dans le rétro :  
1987 : Silence  
se féminise



- 22 Chroniques  
terriennes :  
Au secours,  
Pompidou revient !

- 27 Désarmons :



L'énorme  
empreinte  
environnementale  
des activités  
militaires

## Articles

- 31 Zéro fossile  
Faire avancer  
le désinvestissement  
climatique



- 32 Autogestion  
"Zapatistes,  
envahissez-nous !"
- 34 Non-violence  
Désobéissance civile  
pour le climat

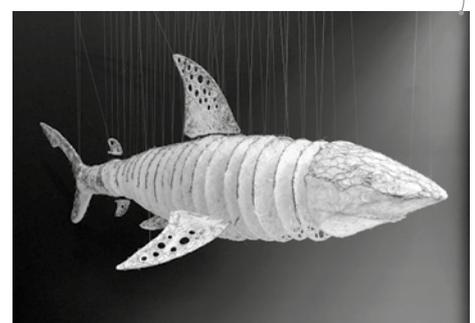
## Brèves

- 17 Alternatives
- 19 Agriculture
- 19 Féminismes
- 20 Climat
- 21 Énergies
- 22 Environnement
- 24 Nucléaire
- 26 Nord-Sud
- 27 Paix & Non-violence
- 28 Société
- 29 Transports
- 29 Santé



- 30 Agenda
- 41 Courrier
- 42 Livres

- 36 Nord/Sud  
Françafrique,  
bière et paradis fiscaux
- 38 Alternative  
Torri Superiore :  
un écovillage  
sur la frontière
- 48 Photographie  
Faire parler  
les filets fantômes



# Vers une nouvelle culture de l'habitat

L'habitat léger transporte une autre culture de l'habitat, un art de vivre. Il y a quelque chose de poétique à penser son habitat réversible, sans fondations, écologique et atypique. À travers l'urbanisme réversible se dessine un autre modèle économique s'appuyant sur l'autonomie et la sobriété. L'habitat léger, quand il est choisi, incarne une remise en cause de la spéculation immobilière. L'habitat léger, quand il est subi, est une marque de précarité qu'il faut combattre. Cette ligne de crête entre deux réalités antinomiques rend caduc tout discours généraliste sur l'habitat léger.

*Silence* consacre ce mois-ci son dossier à ces logements atypiques car, si les cabanes ne datent pas d'hier, il y a un engouement nouveau pour l'habitat léger. Hier précaire, la cabane devient tendance. Elle répond à la fois à l'envie

de vivre en limitant son empreinte environnementale et à une crise du logement de plus en plus exacerbée. Plus profondément, l'habitat léger choisi répond à un désir de sens, de "faire ensemble", pour une société qui ne considérerait pas l'habitat comme une marchandise.

Ce dossier donne particulièrement la voix à quatre associations : *Désobéissance fertile*, *Habitants de logements éphémères ou mobiles (Halem)*, *Habitats libres en Poitou* et *Hameaux légers*, qui incarnent la mobilisation d'aujourd'hui pour une reconnaissance de l'habitat léger. Leur enthousiasme pour ce type de logement, qui peut remettre en cause la propriété privée comme l'artificialisation des sols, est inspirant.

**Martha Gilson**



Jonathan Attias

## Choisir l'habitat léger

**La crise du logement rend l'accès à l'habitat de plus en plus difficile, pendant qu'en parallèle, l'artificialisation des sols accélère dangereusement la destruction des écosystèmes. Face à ce désastre écologique et social, l'habitat léger fait son chemin.**

*"La légèreté de l'habitat, ce n'est pas une référence à son poids mais, en premier lieu, à son empreinte écologique. Puis une référence au poids économique pour la personne qui choisit ce mode d'habitat, car il demande peu d'investissement financier et peu d'entretien. Enfin, la légèreté parle de la réversibilité de l'habitat, de sa mobilité".* Paul Lacoste, membre du conseil d'animation d'Halem, donne d'emblée une définition globale de l'habitat léger. Et effectivement, celui-ci ne se résume pas, loin s'en faut, à un habitacle.

### La diversité des habitats légers

Qu'est-ce qu'un habitat léger ? Une cabane dans une ZAD, une roulotte sur une aire réservée aux gens du voyage ? Qui y habite ? Les *New Traveller's*, ces voyageu·ses en camion qui se déplacent entre différents événements culturels *underground* ou travaux saisonniers ? Un couple retraité qui loge dans un camping ? Il n'existe pas de réponse toute faite à cette question. Le terme même d'habitat léger ne fait pas consensus : certain·es préfèrent parler d'habitat atypique, mobile, ou encore réversible. C'est ce dernier terme, moins connoté et plus inclusif, qui semble aujourd'hui mobilisé institutionnellement par les associations. Pour *Hameaux légers*, "le terme 'réversible' nous a semblé le plus juste, car tous ces habitats ont en commun le fait de permettre au terrain de retrouver son état initial lorsqu'ils sont déplacés, démontés ou composés". L'association les classe en quatre familles : mobiles (tiny house, caravane, roulotte, voilier, etc.), transportables (mobile home, conteneur aménagé, péniche, etc.), démontables (yourte, tipi, maison nomade, etc.) et biodégradable (KerTerre - dôme de terre



Guillaume de Salvart

*La figue est une invention de Guillaume. Du peuplier déroulé, un mois de chantier et quelques paires de bras pour la création de l'habitat. Pour le toit, des plaques de 3 à 4 mm d'épaisseur sont cousues entre elles. Puis elles s'enroulent et se fixent sur le pare-pluie autour de la structure. La première a vu le jour en 2014.*

et de chanvre -, maison terre-paille, etc.). C'est néanmoins le terme d'habitat léger que nous retrouvons le plus souvent.

### Un "choix" économique pour beaucoup

Il n'y a pas assez de logements sociaux et le prix du foncier a explosé depuis les années 2000. La courbe de Friggitt, qui représente le rapport entre le prix des logements et le revenu par ménage le montre très clairement : entre 1965 et 2000, le logement représentait environ 10 % du budget d'un ménage. Ce pourcentage atteint aujourd'hui environ 30 %, selon l'Insee. Par ailleurs, en France, les 10 % les plus modestes consacrent 42 % de leurs

revenus au logement, soit quatre fois plus que les 10 % les plus aisés (1).

Résultat : en milieu rural, le bâti devient souvent réservé aux résidences secondaires — la campagne

1. "Un manque de logements locatifs, la hausse des prix du bâti comme des loyers, l'étalement urbain et rural avec des pertes énormes de terres agricoles, la spéculation immobilière, l'abandon des cœurs de bourg, la gentrification, etc. Le logement est un problème devenu systémique qui engendre, au niveau national, près de 8 millions de personnes en situation de mal-logement ou de fragilité dans leur logement. Dès lors, positionner un territoire comme une terre d'accueil nécessite d'offrir une variété d'habitat sans pour autant artificialiser les sols (160 ha de surfaces agricoles utiles disparaissent chaque jour) ni vider les centres-bourgs, encore moins favoriser la spéculation, amplifier l'étalement urbain." *Regards croisés sur l'habitat léger/mobile*, RELIER, 2012.

étant perçue comme un espace de loisir, au détriment de l'agriculture et des espèces naturelles —, et il est quasiment impossible pour les personnes les plus modestes d'accéder à la propriété. Dans ce contexte, l'habitat léger se révèle souvent une solution d'appoint, d'urgence, avant d'être pleinement choisi. Construire une cabane se révèle très économique (2), investir dans une yourte ou une caravane coûte moins de 10 000 euros... L'habitat léger permet aussi de repenser le rapport à la propriété : il est plus facile d'en devenir propriétaire (bien qu'on puisse en louer un, se le faire prêter, etc.). Il n'est pas

2. Parfois, cela ne coûte rien si l'on utilise des matériaux de récupération.

forcément nécessaire d'être propriétaire du terrain sur lequel l'habitat est posé, celui-ci pouvant être mobile ou démontable.

### Un choix écologique de plus en plus affirmé

La dimension écologique de ce type d'habitat est de plus en plus mise en avant. Pour les habitant·es de cabanes ou de yourtes, le rapport à la nature est primordial et le choix de l'habitat est aussi important que celui du terrain qui va l'accueillir. "Aujourd'hui, pour construire en dur, il faut artificialiser les sols, il faut bétonner, il faut extraire beaucoup de matières, de sable bitumeux, rappelle Jonathan Attias, un des fondateurs du mouvement *Désobéissance*

## L'hébergement d'urgence et l'habitat léger

Certaines municipalités ont bien compris les avantages de ce type d'habitat pour pallier à moindre frais les carences de l'hébergement d'urgence. Dix-sept tiny houses ont ainsi été installées en 2021 à Villeurbanne (Rhône), pour des femmes seules avec enfants en attente de régularisation. Solution déployée depuis les années 2000 aux Pays-Bas, où des milliers d'étudiant·es vivent dans des containers aménagés. Alors, l'habitat léger, une réponse à la crise du logement ? Pas de façon globale aujourd'hui en tout cas, alors qu'en ville il semblerait plus intéressant de réquisitionner les milliers de logements vacants qui alimentent la spéculation immobilière.



Se loger en habitat léger, c'est forcément vivre sobrement. Les besoins en eau sont consciencieux, le chauffage est réduit grâce à de plus petites surfaces. On vit plus facilement dehors et le rapport à l'environnement proche s'en trouve transformé. Construction de toilettes sèches, douche et four solaires, de multiples procédés low tech accompagnent souvent l'installation en habitat léger.

fertile. Quand on cherche un moyen de légitimer nos activités humaines, lorsqu'on réfléchit à l'habitat, il devient évident de choisir l'habitat léger qui est sobre, intime, fait avec des matériaux écologiques. Il n'a pas d'emprise au sol. Il y a toujours une réversibilité de nos présences. Cette notion d'habitat en dit long sur le rapport que l'on entretient avec d'autres espèces. Quand on est dans de gros habitats en dur, on veut imposer notre présence. Dans l'habitat léger, on va au contraire s'introduire, il y a une notion d'humilité."

### Lutter contre la stigmatisation

Les habitant·es d'habitats légers sont parfois rejeté·es à cause de préjugés et perçu·es comme indésirables. Les gens du voyage, qui habitent en caravane, sont fortement stigmatisés et discriminés. De nombreuses municipalités rechignent à les accueillir ou placent les aires d'accueil en sortie de ville, à côté de déchetteries ou d'installations polluantes. William Acker, juriste issu d'une famille de voyageurs, a publié en 2021 *Où sont les "gens du voyage" ?* (Éditions du Commun), livre dans lequel il étudie la situation géographique des aires dites "d'accueil", quartiers réservés aux gens du voyage — les voyageurs n'ayant pas le droit de stationner ailleurs. Toutes les communes de plus de 5 000 habitant·es ont l'obligation de se doter d'une aire d'accueil, mais seules 3,6 % d'entre

elles en possèdent effectivement une. Ces aires sont généralement de grandes étendues goudronnées et insalubres, dotées d'équipements sanitaires réduits au minimum — parfois même en dessous du minimum —, et leur emplacement témoigne des inégalités environnementales que cette partie de la population subit. Le terme administratif désignant les "gens du voyage" renvoyant en pratique aux populations gitanes ou manouches, William Acker parle de "racisme environnemental" pour désigner ces politiques publiques qui les assignent à des espaces isolés et pollués.

Autre groupe stigmatisé, les habitant·es de cabanes, qui seraient de dangereu·ses zadistes, instables et imprévisibles. La précarité économique supposée engendrerait des comportements inquiétants voire déviants. Ces préjugés accentuent les difficultés à s'installer en habitat léger et poussent parfois ses habitant·es à la discrétion. "Il y a aussi cette dimension légère, donc non pérenne, explique Angéline de Hameaux légers. Il peut y avoir une vision qui considère que les habitants d'habitat léger et d'habitat réversible ne seront pas présents sur le territoire à long terme."

"On ne s'autorise pas à vivre dans ces habitats légers, déplore Guillaume, membre de l'association Habitats libres



La KerTerre est un habitat rond et proche de la nature, façonné à la main avec des matériaux naturels. Elle a été inventée par Évelyne Adam il y a une vingtaine d'années. Les murs, posés sur un soubassement de pierres, sont en chanvre, chaux et sable. Il n'y a donc pas d'ossature.

en Poitou. Notre but est de travailler sur cet imaginaire. Le manque de perspective entraîne le manque d'action." Comme le rappelle de son côté le réseau Relier, "il est important que le développement de l'utilisation de l'habitat léger ne se fasse pas faute de mieux. Il serait bien sûr réducteur de systématiquement stigmatiser un habitat léger comme

étant un habitat précaire. Il est essentiel de tenir compte du fait que le choix de l'habitat d'une personne peut être, sinon le résultat de sa condition économique et de ses liens sociaux, lié à des choix politiques et/ou culturels ou tout simplement lié à l'idée que chacun se fait du confort. En bref, certaines personnes refusent un logement conventionnel et il leur est interdit de vivre leur choix".

## Vivre en yourte

Didier s'est posé sur un terrain à côté de son ami Guillaume, avec sa yourte, en juin 2020, à proximité de Poitiers. Le propriétaire était d'accord et cette installation est la concrétisation d'un changement de vie radical. Artisan, il a l'envie de se tourner vers autre chose, et se lance dans un bilan de compétence. "J'avais un mois que je pouvais faire dans une entreprise, et j'ai découvert La Frénaie [coopérative de construction de yourtes]. Leur projet m'a bien plu, donc je me suis installé là-bas. Pour passer un moment, je me suis occupé du jardin de l'écocamping. Sur le camping, il y avait un vieux mobile home qui était libre et un petit atelier à côté. Je ne connaissais pas du tout le milieu alternatif. C'est leur façon d'envisager le travail qui m'a plu, un travail beaucoup plus coopératif, beaucoup plus d'écoute." Didier a construit sa yourte et, petit à petit, a adopté un autre mode de vie. "Les gens qui habitent en habitat léger, en général, sont beaucoup moins dans la consommation, plus dans la relation. Vivre en habitat léger t'apporte un autre rapport à la nature, et je pense que la nature est primordiale pour comprendre les relations." La proximité d'une maison en dur lui permet le raccordement à l'eau et à l'électricité, "et puis cet espace circulaire, c'est reposant, souligne Didier. Tu peux rester assis à regarder, à méditer. C'est une construction étonnante, très simple, systémique. Tous les éléments travaillent ensemble. L'ossature de la yourte est en bambou, la toile extérieure est une toile de bateau et l'isolation est faite de laine de mouton. Je ne brûle que deux stères de bois par an pour me chauffer !" Projet individuel, la vie en yourte n'est pourtant pas une vie solitaire. "Mon rêve serait d'habiter sur un grand terrain avec d'autres personnes en yourte et de mutualiser des choses, explique Didier, de faire les choses ensemble, tout en ayant chacun son indépendance."

## Qui habite en habitat léger ?

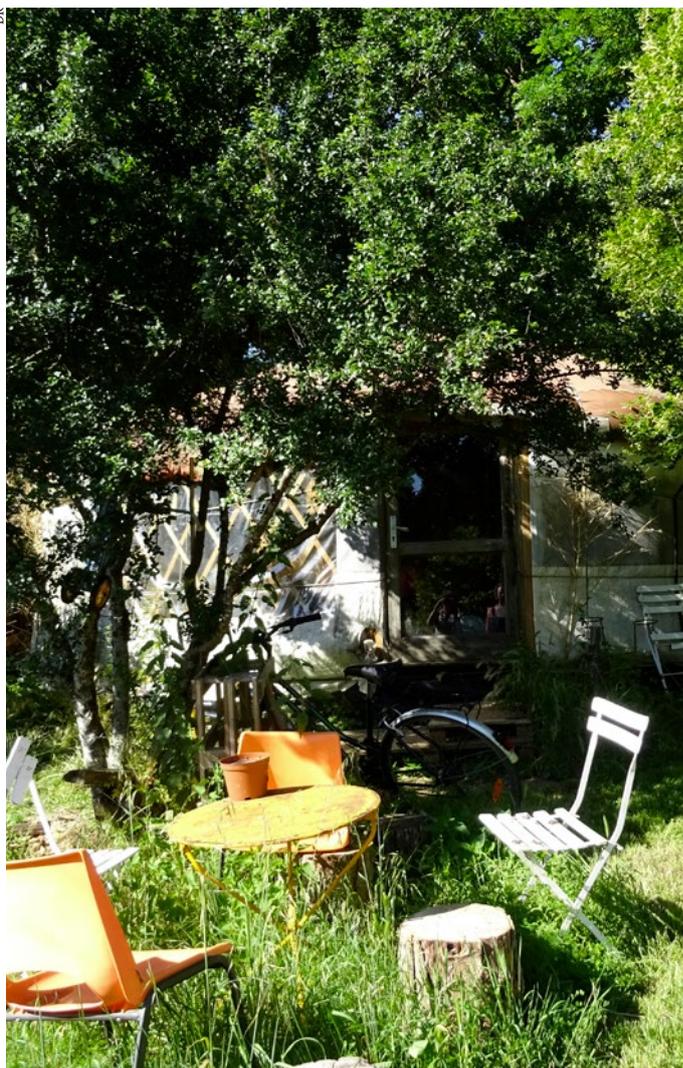
Faute d'une définition claire adoptée par l'Insee, il n'est pas possible de quantifier le nombre de personnes qui résident en habitat léger. La Fondation Abbé Pierre, qui a publié en 2021 son 26<sup>e</sup> rapport annuel sur l'état du mal-logement, dénombre plus de 300 000 personnes sans domicile, à la rue ou dans des hébergements d'urgence, dont 100 000 vivent dans des habitations de fortune ou à l'année en camping (3). La fondation dénombre par ailleurs 208 000 "gens du voyage"

3. En 2010, un rapport d'information parlementaire sur le statut et la réglementation des habitats légers et de loisirs apportait quelques précisions : l'habitat léger et mobile permanent et l'hébergement en camping concerneraient entre 70 000 et 120 000 personnes (étudiants, travailleurs saisonniers, ouvriers de chantiers, demandeurs d'emplois...), tandis que sont dénombrées 250 000 parcelles privées sur lesquelles se pratique le camping, dont 80 % seraient en infraction au code de l'urbanisme et de l'environnement.

Clair Série



DRK



Derrière la diversité et l'hétérogénéité de l'habitat léger, un certain nombre de points communs sont apparus récemment : ce sont des logements petits, ouverts sur l'extérieur, peu chers et n'ayant que peu ou pas d'impact sur l'environnement.

subissant de mauvaises conditions d'habitat. Ces chiffres prennent l'angle du mal-logement et ne permettent pas d'appréhender le mouvement de l'habitat léger choisi. Qui veut habiter léger ? "Une bonne partie des 60 % d'urbains qui veulent quitter la ville !", plaisante Paul Lacoste. L'envie de résider en habitat léger se fait de plus en plus forte, pour des raisons économiques ou écologiques. "Les personnes en tiny house ne sont pas les mêmes que celles qui habitent en yourte, poursuit Paul. Ce sont plutôt de jeunes couples de classe moyenne qui sont attirés par les tiny house : cela coûte quand même 40 000 euros. En yourte, il y a des gens différents, mais c'est un habitat plus fragile, on s'y sent plus vulnérable. Les habitants sont des personnes qui vont se sentir fortes, qui ont plus envie de cette relation avec la nature. La yourte est incomparable, en terme d'osmose avec le terrain."

Le réseau *Relier* a récolté l'avis de Frédéric Liévy, qui est issu d'une famille dite de voyageurs. Il vit avec sa femme et ses six enfants sur un terrain dont ils sont propriétaires depuis quelques années, dans la commune de Frouzins, au sud de Toulouse (Haute-Garonne). Selon lui, "la crise du logement qui s'élargit jusqu'aux classes moyennes provoque l'arrivée de catégories nouvelles de SDF pour qui l'habitat léger peut s'avérer une solution. Ainsi, en France, au petit million de personnes qui vivent en habitat léger, on peut ajouter aux 450 000 'gens du voyage', 250 000 'alternatifs' ayant 'choisi' d'autres modes de vie et 100 000 habitants en camping, plus les quelques milliers de personnes qui, actuellement chaque mois, grossissent le nombre d'individus sans domicile fixe, quittant leur appartement sans forcément passer par l'expulsion, donc par les statistiques officielles. Ici se fait jour l'opportunité de

défendre la reconnaissance d'usages qui tendent à se développer."

Pour Guillaume, au début du renouveau de l'habitat léger, les personnes qui s'impliquaient étaient souvent des diplômé-es en reconversion. "Maintenant, le public s'est diversifié, poursuit-il. Il y a des projets apicoles, de boulangerie, de maraîchage : c'est davantage la défense d'un autre modèle, d'un projet de société vivrier, social."

Alors, précaires, les habitant-es des cabanes ? Ça dépend, et la question du choix est ici déterminante. Guillaume critique tout de même le point de vue de la fondation *Abbé Pierre* qui aurait une approche misérabiliste des personnes résidant dans des habitats légers : "Elle parle de mal-logés. Mais est-ce que quelqu'un qui habite en yourte est mal logé ?" ♦

# S'organiser pour habiter léger

Quatre associations se mobilisent particulièrement aujourd'hui pour promouvoir l'habitat léger. *Désobéissance fertile, Halem, Habitats libres en Poitou et Hameaux Légers*, des approches complémentaires qui réinterrogent notre façon d'habiter.



Le manque de reconnaissance et la complexité de la législation ont poussé des collectifs à se monter autour de l'habitat léger.

## Des habitant·es qui s'organisent

Les gens du voyage ou *travellers* s'organisent ensemble depuis longtemps. La diversification des types d'habitat léger et la revendication de ce mode de vie dans une société sédentaire ont amené plus récemment à une structuration du mouvement. Une première rencontre nationale a été organisée à Saint-Jean-du-Gard, en 2005, afin de promouvoir les droits à l'installation en habitation hors norme, pour fédérer les initiatives. Puis, en 2010, a eu lieu la première rencontre française des usagères de yourtes. "À une époque, c'était un truc d'initiés, se souvient Guillaume, qui a participé à *La Frênaie* et à la création d'*Habitats libres en Poitou*. On avait fabriqué une yourte pour Bussière-Boffy, un village du Limousin qui a été la figure emblématique de la lutte pour l'habitat léger pendant quelques années."

C'est dans ce climat que s'est constituée *Halem*. Née en 2005 dans le camping municipal d'une commune rurale de l'Essonne, l'*Association pour les habitants de logements éphémères et mobiles* est fondée par Joe Sacco avec un collectif d'habitant·es (campeuse à l'année) et de sympathisant·es afin de promouvoir ce mode d'habitat et de défendre les droits de ses habitant·es. *Halem* est sûrement la plus reconnue des associations de défense et de promotion de l'habitat léger (1).

## Au-delà de l'habitat, un projet collectif

Habiter en yourte ou en cabane oblige à se mettre en lien avec des personnes compétentes en matière

de construction, mais amène aussi à rencontrer un territoire. Si certain·es s'installent seul·es, beaucoup d'habitats légers se conjuguent à plusieurs. Dans les alentours de Poitiers, non loin de *Jardinature* — jardin participatif — yourtes, cabane et camion cohabitent sur un terrain prêté par les propriétaires, et leurs habitant·es s'entraident.

L'organisation collective est le centre du projet de l'association *Hameaux légers*. Si tous les écolieux ne sont pas constitués d'habitats légers, l'habitat léger se prête idéalement à la mise en place d'un écolieu. "Il s'agit de penser le projet à long terme et d'avoir la volonté de se lancer dans une démarche collective, précise Angéline, présidente de l'association *Hameaux légers*. Et cela motive tout type d'habitants ! Nous échangeons avec des foyers avec enfants, des jeunes ou encore des personnes plus âgées. Par ailleurs, nous défendons le fait que la propriété du sol soit dissociée de la propriété du bâti. Le collectif d'habitants s'organise en structure juridique (le plus souvent en association) et n'est pas propriétaire du sol. Il louera le terrain à plus ou moins long

1. L'association, qui a toujours fait le pont entre la lutte pour le choix de son habitat et la dénonciation des habitats indignes, fait aussi partie, depuis 2014, de la *Coalition européenne d'action pour le droit à la ville et le droit au logement (CEA)*. Cette coalition regroupe plus de 30 organisations dans toute l'Europe et milite pour le droit au logement, alors que les bulles spéculatives explosent partout en Europe et que des milliers de personnes sont expulsées.

terme via un bail emphytéotique, le plus souvent à une collectivité, ce qui permet d'éviter toute spéculation foncière sur le terrain considéré." En Suisse, l'association Habitat léger porte aussi un projet de hameau léger, *Habo* (2).

### S'intégrer au territoire

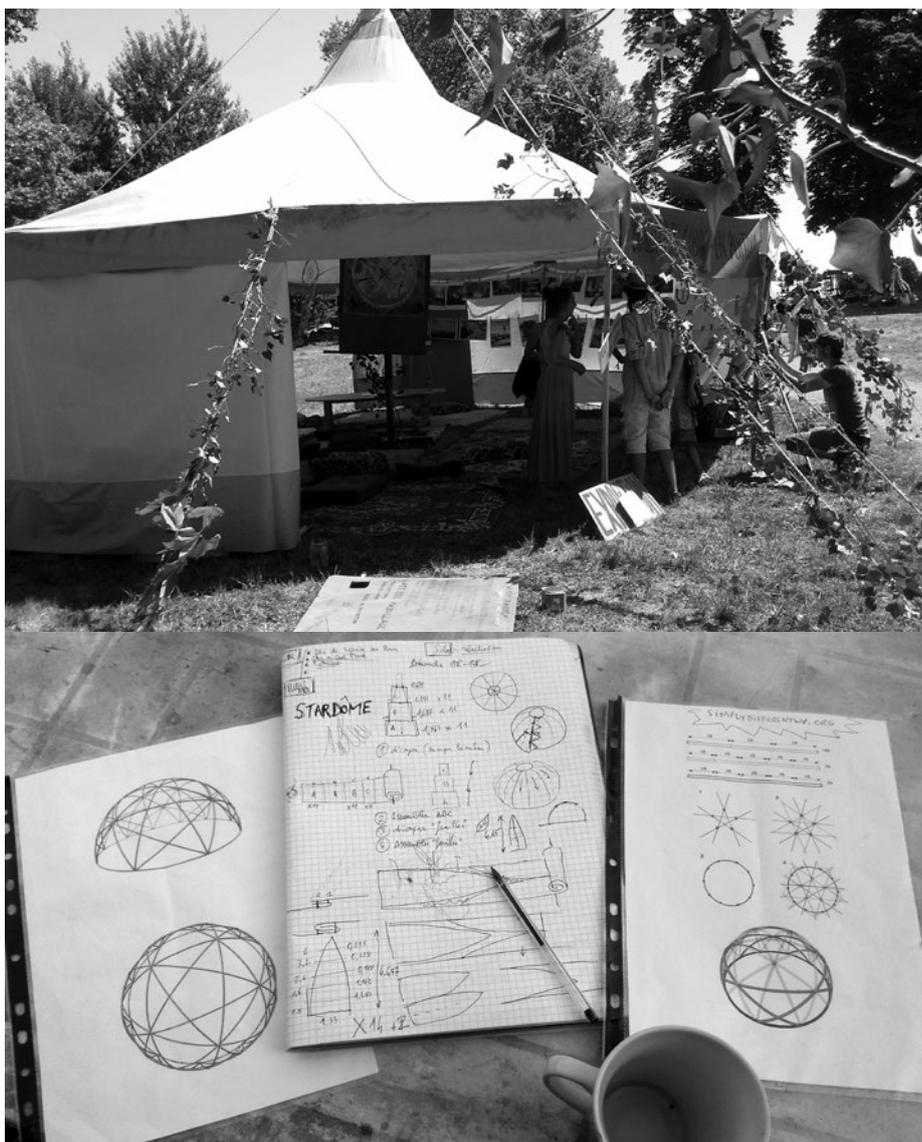
Non conventionnel, l'habitat léger peut être rejeté par les autres habitant·es, soit par crainte que ces habitats altèrent le paysage, soit par crainte d'une déstabilisation de l'équilibre local lié à la sédentarité et des pratiques pré-existantes. D'où l'importance de l'intégration harmonieuse de l'habitat léger sur un terrain, mais aussi à plus grande échelle. "On a à cœur de s'intégrer dans un territoire mais aussi de collaborer avec les élus locaux, explique Jonathan. On est en opposition, contre un système, pas contre des individus. Certaines communes ont des marges de manœuvre sur l'urbanisme, on a envie de travailler avec elles. Le gros problème, c'est que la loi en matière d'urbanisme est tellement mal faite que la meilleure chose que peut faire un maire face à un habitat léger est de fermer les yeux. C'est fou."

### Des stratégies multiples pour un objectif commun

#### ◆ Fournir des outils juridiques

L'habitat léger, un modèle généralisable ? Selon Paul Lacoste, "dans le proche futur, c'est une question qui va se poser. À l'heure actuelle, la métropolisation, l'urbanisation, le consumérisme, forment un énorme bulldozer. On est encore dans des logiques individuelles, à la marge. Mais de plus en plus de personnes y trouvent refuge, et cela peut changer". Et pour que ça bouge, les collectifs fleurissent, avec des objectifs complémentaires. *Halem*, doyenne en la matière, est une mine d'or juridique qui fournit un travail de documentation colossal. L'association est à la fois portée par des militant·es de l'habitat léger, des chercheu·ses, et une histoire riche. Mais, faute de financements, le travail de l'association repose sur l'énergie de bénévoles et reste précaire.

2. *Habo* est née d'une envie d'agir face à l'urgence climatique, l'iniquité sociale et la spéculation immobilière. Après avoir monté le premier forum de l'habitat léger lors du festival de la Terre en 2019, l'association s'est constituée pour promouvoir l'habitat léger en Suisse, au travers de conférences, de guides et de stages.



Les Rencontres intergalactiques de l'habitat léger sont l'occasion d'échanges et de partage.

### Des expériences inspirantes

- Symbole s'il en est de la ZAD de Notre-Dame-des-Landes : la cabane. Le développement et la pérennisation de l'habitat du bocage nantais s'est appuyé sur la construction d'une multitude de cabanes, toutes plus imaginatives les unes que les autres. Habitat léger respectueux de l'environnement et qui peut se construire avec les matériaux trouvables sur place, la cabane a aussi été un levier de résistance et a permis un ancrage sur le territoire. Les expulsions de 2018 reposaient d'ailleurs sur leur destruction.
- Le quartier de la Baraque, à Louvain-la-Neuve (Belgique). Dans les années 1960, contre la destruction du hameau, une trentaine de personnes s'installent dans le quartier dans des habitats légers : des roulottes, des serres, des bus, des dômes et des cabanes sont aménagés collectivement. Depuis 50 ans, une centaine de personnes vivent solidairement dans ce quartier, en habitat léger. Romane Dubrulle, "La Baraque, un quartier alternatif et autogéré", *Silence* n° 473, décembre 2018
- En Allemagne, les *Wagenplatz* sont des espaces collectifs, havres de solidarité au centre des villes. Ces campements de logements mobiles accompagnent souvent des logiques de squats. Depuis la chute du Mur, plusieurs immeubles ont été squattés en Allemagne, et des collectifs pérennisés. À Berlin, plus d'une soixantaine de personnes vivent en caravane ou dans des camions posés dans la cour du *Köpi 137*, centre socioculturel autonome. Des dizaines de *Wagenplatz* existent dans les principales villes allemandes.

### ◆ Mettre en lien propriétaires de terrains et habitant·es

Les collectifs *Désobéissance fertile* et *Habitat libre* en Poitou, tous deux nés de constats individuels, prônent un changement radical de société. Jonathan était auparavant lobbyiste à Paris. "On est partis six mois en van à la rencontre de personnes qui ont construit des écolieux. Tous disaient qu'ils avaient des rêves au départ et qu'ils avaient dû y renoncer parce qu'il fallait se conformer aux lois en matière d'urbanisme. Nous, on s'est dit que les lois ternissaient les utopies, les rêves d'avenir. Car il faut apprendre à vivre radicalement autrement. C'est parce qu'il y aura des avant-gardistes, des rêveurs, des utopistes, qu'ensuite on pourra créer de nouvelles références dans la société." Le mouvement *Désobéissance fertile* est récent et comprend quelques membres actifs. Son but est "de contribuer à ce

### Un mode d'habitat déjà récupéré ?

Depuis quelques années, les articles dans les médias, comme les fabricants de tiny house, se multiplient. La promotion de ce mode d'habitat, qui en occulte d'autres comme les yourtes ou les cabanes, peut poser question. C'est ce type de logement qui est parfois mobilisé par les pouvoirs publics pour répondre à des situations d'urgence. La tiny house, qui coûte plus cher que d'autres habitats légers (de 10 000 à 60 000 euros), est aujourd'hui commercialisée aussi par des multinationales comme *Ikea*. Tendance, la tiny house ? Tant mieux si cela permet de promouvoir plus globalement l'habitat léger, de faire avancer la législation ou de bousculer les imaginaires. Dommage si cela conduit à oublier que l'habitat léger est aussi une critique de la société consumériste et qu'il prend tout son sens quand il est construit avec des matériaux écologiques, si possible récupérés ou trouvés dans un environnement proche. Dommage, encore, si on oublie qu'un habitat léger est aussi un habitat qu'on peut participer à construire, que ce moment de construction permet de transmettre, découvrir ou redécouvrir des savoir-faire.



Des étudiant·es de l'école d'architecture de l'ENSA ont travaillé avec des futures habitant·es d'un éco-hameau pour la création de leur habitat réversible, en lien avec Hameaux Légers.

que les personnes soient autonomes. On produit des docs pédagogiques pour expliquer le fonctionnement des lois, la désobéissance civile. Sur notre site, il y a une plateforme de mise en lien avec une initiative qu'on a lancée, qui s'intitule 'Gardiens des territoires'. On propose aux propriétaires de terrains en France de les mettre à disposition de personnes qui ont des projets de vie". Pour l'instant, on compte peu de retours concrets sur cette démarche, mais le projet est jeune et un tour de France de rencontres entre propriétaires et usagers est prévu pour 2022. En attendant, Jonathan, bon communicant, partage volontiers son mode de vie avec les médias alternatifs qui le contactent. "On vient de s'installer

sur 10 hectares, c'est un laboratoire d'expérimentations, on veut que toutes les formes d'habitat léger coûtent moins de 5 000 euros pour 30 m<sup>2</sup>."

### ◆ Chantiers participatifs

À Saïres, dans la Vienne, les *Rencontres intergalactiques de l'habitat léger* en sont à leur troisième édition. C'est la première organisation de ces réunions qui a lancé la dynamique collective autour d'*Habitats libres en Poitou*. "Il y a eu une rencontre avec la commune libre de Scévollles autour de Monts-sur-Guesnes, explique Guillaume. Ce sont des personnes qui se sont regroupées dans une logique communaliste. La rencontre entre des projets maraîchers et



Guillaume de Salvvert lors du chantier de la yourte pour la résidence Kennedy (lire page 16).



Le collectif du Hameau Léger du Placis, dans les Côtes-d'Armor.

une envie d'un village d'habitats légers a permis de se lancer. On a organisé un camp d'un mois, pour apprendre à construire un habitat léger, et échanger."

"On était quarante dans le camp, poursuit Guillaume. La première année, on a animé un chantier KerTerre, un chantier yourte et on a fait un dôme. En 2020, il y a eu un chantier yourte, un chantier stardome et un peu de terre-paille." C'est aujourd'hui un temps et un espace fort d'échange et de promotion de l'habitat léger.

Habitats libres en Poitou offre en parallèle la possibilité de se former à la construction, porte des chantiers participatifs et est à l'initiative des Rencontres intergalactiques de l'habitat léger. Le collectif anime aussi un atelier en forêt de Scévilles pour fabriquer son habitat léger.

#### ◆ Sensibiliser

Hameaux légers incarne une approche plus professionnelle dans le paysage des collectifs de promotion de l'habitat léger. L'association, au discours moins politisé, est animée par cinq salarié-es. Elle a pour but "de sensibiliser à l'habitat réversible, donc de légitimer ce type d'habitat, que ce soit auprès du grand public ou des institutionnels. L'objectif est ensuite de relier les acteurs locaux entre eux. Nous facilitons le lien ; ensuite, c'est aux personnes de faire monter la mayonnaise, avec ou sans nous, explique Angéline. On a un autre volet : l'accompagnement, soit des collectivités, soit des collectifs

d'habitants qui souhaitent engager un projet de hameau léger." Dernier objectif de l'association : la transmission de savoir-faire, de réseaux, d'outils. Elle a notamment mis en ligne des formations et des outils (3). Cette démarche ne part pas d'expérimentations concrètes et il n'existe pas encore de projets finalisés, mais l'association recense sur son site 26 projets de hameaux légers en construction qui ne sont pas accompagnés par l'association, et 8 accompagnés par Hameaux légers.

En quelques années, le paysage associatif de l'habitat léger s'est coloré et la complémentarité des approches laisse entrevoir un avenir prometteur pour le développement de ce type d'habitat.

"Quand tu es en habitat léger, tu as réglé tes problèmes avec le capitalisme, s'enthousiasme Guillaume. Tu ne peux pas spéculer sur une yourte. C'est un mode de vie radical, qui allie le côté écologie et le côté social. On ne peut pas penser que du jour au lendemain tout le monde va vivre en yourte, mais on doit réfléchir à notre rapport à la propriété. L'habitat a pris une place énorme dans l'économie. Pour moi, s'il y avait une victoire, ce serait que le logement arrête d'être une marchandise, que tu n'aies pas à t'endetter trente ans. L'habitat léger, c'est un passage." ◆

3. L'association a mis sur son site internet en octobre 2021 un cours en ligne sur l'habitat réversible : <https://hameaux-legers.org/mooc-habitat-reversible>

## Habiter léger est-il vraiment plus écolo que l'habitat "en dur" ?

L'habitat léger a une très faible empreinte environnementale mais est éphémère et individuel. Il faut pouvoir y accéder (en voiture ?) et effectuer des raccordements (eau, gaz, électricité, internet, égouts...) qu'il est plus utile de densifier que de disperser. Parmi les habitant-es en habitat léger, combien vivent sans voiture ? Affirmer que l'empreinte écologique d'une yourte (qui ne dure que quelques dizaines d'années) est inférieure à celle d'un immeuble en pierre (durée de vie en centaines d'années) reste à démontrer.

### ➔ Contacts

- ◆ **Désobéissance fertile** : <https://desobeissancefertile.com>
- ◆ **Habitats libres en Poitou** : [habitatslibresenpoitou@gmail.com](mailto:habitatslibresenpoitou@gmail.com), <https://tousauxabris.jimdofree.com>
- ◆ **Halem** : 3 rue de la Huchette, 87000 Limoges, tél. : 06 18 94 75 16, [association@halemfrance.org](mailto:association@halemfrance.org), [www.halemfrance.org](http://www.halemfrance.org)
- ◆ **Hameaux légers** : <https://hameaux-legers.org>
- ◆ En 2020, ces associations se sont regroupées au sein de la *Fédération de l'habitat réversible*, avec des constructeurs d'habitats légers notamment.
- ◆ **Association Relier** : 1 rue Michelet, 12400 Saint-Affrique, [www.reseau-relier.org](http://www.reseau-relier.org)
- ◆ **Association Habitat léger** : [www.habitat-leger.ch](http://www.habitat-leger.ch)

### ➔ Pour aller plus loin

- ◆ "La reconnaissance par la loi n'est pas forcément source de simplification", Bérénice Lemha, *Silence*, n° 432, mars 2015
- ◆ *Guide juridique pour les habitats alternatifs*, Joris Danthon, éd. Atelier fertile, 2020, <https://housingnotprofit.org>
- ◆ *La Désobéissance fertile*, Jonathan Attias, Payot, 2021, 384 p., 18 €
- ◆ "L'habitat léger, choisi et écologique : une alternative freinée par des 'maires shérifs'", Benjamin Sourice, *BastaMag*, 31 décembre 2020
- ◆ "Habitat alternatif : derrière le rêve, la réalité administrative", Enzo Dubesset et Eiman Cazé, *Reporterre*, 26 janvier 2021
- ◆ "Une association pour propager l'habitat léger en Suisse romande", Philippe Huguenin, *Moins !*, n° 50, janvier-février 2021
- ◆ "Les éco-hameaux toujours en proie à l'hostilité des élus", Léa Dang, *Socialter*, n° 45, avril-mai 2021

# Une reconnaissance juridique qui n'arrive toujours pas

Si l'habitat léger peut être une réponse à la précarité économique, il engendre une précarité administrative. Aucune législation claire ne vient accompagner l'installation en habitat léger, qui est freinée par des contraintes démesurées. Quelles stratégies faut-il adopter face à cette inertie ?

S'installer légalement en habitat léger, c'est un chemin de croix administratif et juridique. Les collectifs se sont multipliés en premier lieu pour s'armer juridiquement, et s'entraider.

## Une réglementation dissuasive

Alors que ce type d'habitat était peu réglementé, la loi pour l'accès au logement et pour un urbanisme rénové de 2014 (loi Alur) consacre l'entrée dans le droit commun des résidences mobiles

ou démontables comme résidence principale. L'article 59 rend obligatoire la prise en compte de l'ensemble des modes d'habitat installés de façon permanente dans les documents d'urbanisme. Elle autorise l'installation d'un habitat léger sur un terrain non constructible mais pour trois mois seulement. Au-delà, l'accord de la municipalité devient en théorie indispensable. Dans les plans locaux d'urbanisme (PLU), des espaces sont officiellement

prévus, nommés "secteurs de taille et capacité d'accueil limitée" (Stecal).

La revue *Silence* a consacré son numéro 432 (mars 2015) à une analyse de la loi Alur, alors dite "loi Duflot", qui avait clairement pour ambition de favoriser le plafonnement des loyers et de donner un cadre légal aux expériences alternatives concernant l'habitat et le foncier. Nous montrions alors que la réglementation se faisait de plus en plus complexe, et que la loi Alur



Les fiches techniques "Habitat léger" sont un outil initié par l'association Halem. Partant du constat que la complexité de la législation et l'absence d'informations claires et accessibles à tous dissuadent et fragilisent les usagers d'habitats légers, celle-ci a conçu des fiches pour répondre aux injustices vécues par de nombreuses habitantes d'habitat léger.



La Fédération de l'habitat réversible s'est montée en août 2020 sous l'impulsion d'associations, d'entreprises de construction et de militantes.

n'empêchait pas les remises à la rue et n'améliorait pas forcément la situation des personnes en habitat léger. En effet, obtenir un changement du PLU de la part d'une municipalité s'avère difficile, par peur du conflit avec la population locale, par méconnaissance de l'habitat léger, mais aussi à cause du coût d'une révision du plan. Les seuls maires qui l'ont accepté l'ont fait par conviction. Du côté des "gens du voyage", une législation spécifique encadre les aires d'accueil, qui doivent être proposées par les départements.

Faute d'espaces dédiés, les habitats légers se développent souvent hors du cadre légal. Et, loin de remédier aux manquements de la loi Alur, l'évolution de la législation ces dernières années pousse plutôt à la répression. La loi relative à l'engagement dans la vie locale et la proximité de l'action publique (dite "Engagement et proximité"), adoptée le 27 décembre 2019, renforce le pouvoir local et les possibilités de sanctions en cas de constructions illégales. Les mairies auraient la possibilité de faire payer une astreinte de 500 euros par jour à toute personne installée pour vivre ou survivre sur un terrain privé, dans un abri ou un habitat non conforme aux règles d'urbanisme municipales. Une loi qui a mobilisé les principaux acteurs de l'habitat léger, qui l'ont dénoncée devant l'Assemblée nationale. Elle ne

semble cependant pas être appliquée en pratique.

Pour Paul Lacoste, *"c'est inapproprié de classer de l'habitat léger permanent dans le même mode déclaratif que de l'habitat en dur. C'est même une forme de discrimination de ne pas reconnaître les spécificités de l'habitat léger, notamment la réversibilité. Il serait opportun de mettre en œuvre des possibilités d'expérimentations. Il devrait y avoir une proposition pour permettre une expérimentation sur cinq ans pour recueillir des données, savoir où on en est dans le mode d'usages, ce qu'il faut créer en matière d'outils, de législation, qui soit en adéquation, plus simple, plus accessible. Surtout, cela permettrait de favoriser une meilleure appréhension de ces modes d'habitats, voire une popularisation, une culture commune plus que nécessaire. La loi du 21 avril 2021 sur la simplification des expérimentations est à disposition des collectivités pour cela !"*

### Changer la loi ou désobéir ?

Trois positions se dessinent face à la législation défavorable. Il y a d'un côté l'association *Hameaux légers*, qui défend le choix de rester dans la légalité. Elle se mobilise donc pour sensibiliser et accompagner les municipalités, mais aussi pour faire bouger la loi. Sa force est de miser sur une démarche et un projet collectifs, ce qui lui donne

plus de poids qu'une démarche individuelle pour faire bouger les choses au niveau municipal.

Cette position legaliste n'est pas celle des autres collectifs que nous avons rencontrés. Pour *Halem*, *"il est hors de question de laisser aux aménageurs et aux collectivités la possibilité de nous interdire les espaces dont nous avons besoin pour installer nos habitats"*. C'est dans cette optique que l'association s'est dotée d'un fort arsenal juridique et qu'elle informe sur le droit en proposant un accompagnement en cas de poursuites. Elle prend appui sur l'inconditionnalité et l'opposabilité du droit au logement et à l'hébergement. Toute la défense des habitant·es est fondée sur du droit positif ou de l'interprétation juridique.

Position un peu différente, celle de Guillaume, d'*Habitats libres en Poitou*, qui prône l'installation par le fait : créer du lien avec les propriétaires, le voisinage, puis s'installer en bonne entente sans chercher à prévenir la municipalité ni à obtenir un changement de PLU. Là encore, il s'agit de jouer sur les contours d'une législation floue, de miser sur l'entente locale.

Enfin, le mouvement *Désobéissance fertile*, non seulement s'installe sans forcément demander un changement de PLU, mais le revendique. Le fait de désobéir frontalement devient une

stratégie de visibilité pour, à terme, faire changer des lois jugées injustes.

Comme le dit Guillaume, on peut non pas défendre mais promouvoir l'habitat léger. *"Je me suis rendu compte que dans une société capitaliste, l'intérêt économique prendra toujours le dessus sur l'intérêt écologique, complète Jonathan. Toutes les lois qu'on va vouloir faire passer, tant qu'il y aura de l'autre côté la croissance, l'emploi, elles ne passeront pas."*

Le mouvement *Désobéissance fertile* met en avant l'urgence de développer des droits pour la nature et s'appuie sur la *Déclaration universelle des droits de la Terre Mère*, adoptée en 2010 lors de la Conférence mondiale des peuples contre le changement climatique, à l'initiative des peuples amérindiens qui demandent leur adoption par l'Assemblée générale des Nations unies, pour justifier ses actions. *"On incite les personnes à mettre en place ces droits de la terre, à travailler à ce que notre socle de valeur se calque sur cette déclaration pour faire pression sur la société."*

### L'échange au cœur de l'habitat léger

Tous les collectifs insistent sur la nécessité de s'outiller, de comprendre les lois, de partager ses savoirs. Le travail de documentation juridique de *Halem*, complété par l'investissement de ses bénévoles à travers des permanences juridiques par téléphone, permettent un accompagnement des usagè-res pour tenter d'éviter la judiciarisation de porteu-ses de projets ou d'habitant-es en habitat léger. L'association s'active aussi du côté des municipalités pour les rassurer et les encourager, quand les directions départementales du territoire (DDT) ont tendance à les dissuader. Plus généralement, ce sont des pratiques d'auto-défense juridique qui se développent au sein de l'habitat léger : on échange ses connaissances, ses expériences, ses conseils. Comment bénéficier d'une adresse postale en toute circonstance ? Quelle réglementation faut-il suivre pour vivre en camping à l'année ?

### La nécessité de la mobilisation

*"L'accompagnement du développement de l'habitat léger n'a pas eu lieu, explique Paul Lacoste. Le droit au logement est constitutionnel mais il y a une carence manifeste en France. Il y a énormément de logements inadaptés, du*

## À la discrétion du maire...

Situation paradoxale, les maires ont aujourd'hui à la fois tout pouvoir pour interdire une installation en habitat léger, et aucun pouvoir pour la promouvoir. Un changement de municipalité peut faire capoter un projet. Selon les régions et la densification des habitats, les logements légers sont plus ou moins bien acceptés. *"La lutte contre la cabanisation est plus forte dans les territoires tendus, explique Guillaume. Ça dépend des territoires, dans le Poitou, c'est tranquille. À Orléans, par exemple, c'est plus tendu. Dans le marais poitevin, il y a beaucoup de yourtes car c'est dans cette région que s'est créée en 2007 La Frenaie, association de fabrication de yourtes en autogestion. Il y a eu un avant, et un après."*

C'est l'association *Hameaux légers* qui prône le plus les liens avec les municipalités. L'association s'est d'ailleurs créée en 2017 après la rencontre de deux architectes navals, intéressés par l'habitat démontable, et du maire de la commune de Rocles (Ardèche), Alain Gibert. Celui-ci souhaitait accueillir un éco-hameau d'habitats légers sur un terrain communal pour permettre à de jeunes familles de rejoindre la commune. Il s'agissait aussi de répondre au déclin démographique des zones rurales et de permettre à des personnes à faibles revenus de s'y installer, ce qui a été possible grâce à la mise à disposition de terrains communaux sous bail emphytéotique. Malheureusement, pour Rocles comme pour Saillans, autre municipalité qui projetait un PLU inclusif de l'habitat léger, les dernières élections ont invalidé tous les efforts consacrés à l'émergence de propositions novatrices. *Hameaux légers* porte aujourd'hui un projet d'éco-hameau à Saint-André-des-Eaux, commune de 339 habitant-es des Côtes-d'Armor, et a réussi à obtenir un bail emphytéotique.



*En novembre 2019, plusieurs associations et collectifs ont campé à proximité de l'Assemblée nationale contre le durcissement de la législation autour de l'habitat léger.*

*logement indigne. Alors qu'il y a une possibilité de production sociale de l'habitat par les usagers qui est incroyable ! Les projets d'habitats coopératifs en dur, vu le temps, vu l'investissement, vu le coût, ça prend des décennies. Ça avance mais, comparativement, la mise en œuvre d'un habitat léger est beaucoup plus facile, et ces démarches ont le mérite de poser la question de l'habitat coopératif en habitat léger."*

Au niveau législatif, *"s'il n'y a pas un ministère qui fait des appels à projets, sollicite les collectivités, fait des études, il ne se passe rien, poursuit Paul. Il n'y a aucune formation des cabinets d'études sur le sujet. L'objectif pour faire changer la loi aujourd'hui est d'amener ce débat sur la place publique, pour faire connaître l'habitat léger, faire bouger les imaginaires et obliger à une évolution de la législation afin de permettre un véritable accompagnement".* ♦

› Texte : **Martha Gilson**



# Une yourte au milieu des tours

Porter un projet à la fois écologique et social n'est pas toujours chose aisée. C'est pourtant le pari réussi d'*Habitats libres en Poitou*, qui a animé au printemps 2021 un chantier participatif de construction d'une yourte d'activités au sein de la résidence *Habitat jeunes Kennedy*.

## Un foyer d'éducation populaire

La résidence *Habitat jeunes Kennedy* est implantée depuis plus de 45 ans aux Couronneries, quartier de Poitiers (Vienne) à proximité du centre-ville. Elle loge et accompagne des jeunes de 16 à 30 ans. Portée par l'éducation populaire, elle initie des espaces d'échanges. Ainsi, un travail sur le sexisme est mené depuis plusieurs années, proposant des espaces de création (notamment celle d'une fresque murale) en mixité choisie pour les femmes, avec des temps d'échanges et de réflexions mais aussi des stages d'autodéfense verbale. "Ce sont des lieux de vie, ils ont leur propre bail, ils sont chez eux, nous explique Euryale Barthélémy, animatrice de la résidence. Ils peuvent passer une nuit, trois mois, deux ans. L'idée de base est de s'appuyer sur le collectif pour accéder à une émancipation individuelle. À la différence d'une résidence classique, on s'appuie sur une équipe socio-éducative. On s'appuie sur les envies des jeunes, certains ne viendront jamais participer aux animations, c'est pas grave."

## Un chantier participatif

En 2018, *Habitats libres en Poitou* lance un appel pour trouver un endroit assez grand pour coudre de la toile de yourte. *Habitat jeunes Kennedy*, qui possède de grands espaces, répond favorablement et l'association s'installe une semaine, en échange d'une animation autour de la construction et du montage d'une yourte. "Ça a été magique de voir une yourte dans un quartier prioritaire blindé de tours, de cubes, de barres, s'enthousiasme Euryale.

*C'était une animation ponctuelle mais depuis, on a gardé contact."* Quand elle a su que la résidence, vieillissante, allait être détruite puis reconstruite à côté, Euryale a décroché son téléphone. Le foyer Kennedy va perdre pendant un temps 700 m<sup>2</sup> de locaux collectifs, le temps de la rénovation. Quel espace offrir, dans ce laps de temps, aux locataires pour se réunir ? "On a proposé la construction d'une yourte et on a cherché des financements. On aurait pu juste l'acheter, mais on aurait perdu beaucoup de l'intérêt du projet." Car le projet a été accepté et la yourte, qui abrite les activités des résident·es depuis juillet 2021, a été construite dans la résidence. "L'idée, c'était qu'elle soit construite dans les locaux et que le chantier soit ouvert tous les après-midi aux résidents, aux personnes du quartier, aux partenaires, etc." Deux bénévoles d'*Habitats libres en Poitou* ont répondu présent et proposé chaque jour, à qui le souhaitait, pour une demi-heure ou plus, de mettre la main à la toile, ou de raboter du bois. "Ce ne sont pas juste des prestataires, précise Euryale, ils sont dans le partage, la transmission de choses. Les murs ont été envahis de dessins et de plans, ça vit." Le chantier a duré deux mois et la mayonnaise a pris. On trouve des résident·es cousant la laine de mouton pour l'isolation à côté d'une partenaire rabotant la porte d'entrée. Enfin, fin juin 2021, la yourte de 50 m<sup>2</sup> et 8 m de diamètre a été montée devant *Habitat jeunes Kennedy*, lors d'une journée festive, accompagnée d'une criée publique autour de la question : "Habiter, pour moi, c'est quoi ?"

Depuis, le lieu est investi. Résident·es ou associations peuvent en demander l'usage. Dès l'ouverture, c'est l'AG de l'association *Poitou habitat jeunes* qui se tient dans la yourte, puis les ateliers se sont enchaînés, soirées jeux avec l'association *Zéplindejeux*, réunions de collectifs, ateliers bricolage, etc.

## Ouvrir à l'habitat léger

Faire connaître l'habitat léger en quartier populaire n'a rien d'anodin. "Ici, on travaille la jeunesse et l'hébergement, explique Euryale. On a constaté que l'accès à la propriété est une envie forte chez les jeunes. Mais ici, plus de 50 % des résidents touchent moins de 900 euros (seuil de pauvreté). Faire miroiter des choses qui, dans la réalité, ne sont pas possibles, ce n'est pas ma façon de travailler. L'idée de l'habitat léger est aussi : est-ce que l'habitat léger peut être une réponse à la précarité des jeunes ?" Euryale, qui s'est elle-même installée en yourte en juin 2021, sait que l'habitat léger ne sera pas la réponse pour toutes. "C'est pas inné, on ne peut pas dire, comme ça, 'ben toi tu peux te payer une yourte donc tu peux choisir ce type de logement'. Il y a beaucoup d'imaginaires à travailler. Ce soir, j'ai invité tous les salariés à l'apéro dans ma yourte, mes collègues sont curieux. Il y a une pédagogie à faire pour rassurer."

Aujourd'hui, la yourte participe à faire vivre un quartier et des envies. "Il y a aussi que c'est beau, une yourte, j'ai l'impression de vivre dans un ventre", s'amuse Euryale. Espérons que cette yourte sera une des ressources du quartier pour longtemps. ♦

## 40 ans dans le rétro

### 1987

## Silence se féminise

Après 5 ans d'existence, si la revue *Silence* soutient les luttes, elle met aussi l'accent sur les alternatives.

**A**lors que le surgénérateur de Malville a été mis en route en 1986, la revue *Superfolix*, le magazine des comités *Malville*, décide de s'arrêter et d'apporter son soutien économique à *Silence*. Les numéros font maintenant 28 pages, soit une dizaine d'articles par numéro. Sous le titre *Vécu*, chaque numéro présente une expérience alternative.

Le n°88 présente le premier gros article féministe : une liste de femmes à Hambourg a fait plus de 10 % des voix et remporte 13 sièges au parlement régional.

Dans le n°90, Ibrahim Carbonare commence une rubrique *Insecticide* qui, mois après mois, dénonce les pratiques de groupes sectaires. L'occasion de revenir sur *Ecooviv*, les "Indiens" présentés dans le numéro 37, dont les pratiques étaient plus que douteuses.

L'année 1987 est marquée par la décision du gouvernement de chercher un site d'enfouissement des déchets nucléaires. Des manifestations, voire des révoltes, éclatent un peu partout, que *Silence* relaie.

À partir du n°91, un nouveau dessinateur va faire couvertures et nombre de dessins intérieurs pendant plusieurs années : Altho, domicilié en Bretagne. Il est aussi l'un des dessinateurs de la revue *Alternatives Non-violentes*. Dans ce numéro, pour la première fois un article parle de l'espéranto. Il y a aussi un horoscope délirant qui pour chaque signe conclut qu'il faut s'abonner à la revue.

### Le premier livre

Cette année-là, *Silence* publie son premier livre : *Le soleil à votre table* en grande partie financé par son auteur, Roger Bernard. Un livre qui explique l'intérêt de la cuisson solaire. Tiré à 2 000 exemplaires, les trois quarts seront vendus... avant d'être repris sous

une autre forme avec les éditions *Jouvence*.

Dans le n°93 commence une rubrique santé, signée Cathélène, en fait Catherine et Hélène, impliquées dans le *Réseau-Santé*, une association voisine de nos locaux où des patient-es se prennent en main et lient santé et questions sociales. Autant la *Maison de l'écologie* et *Silence* sont alors "masculin", autant le *Réseau Santé* est "féminin" : le rapprochement des deux va nous être très bénéfique.

### Dérision

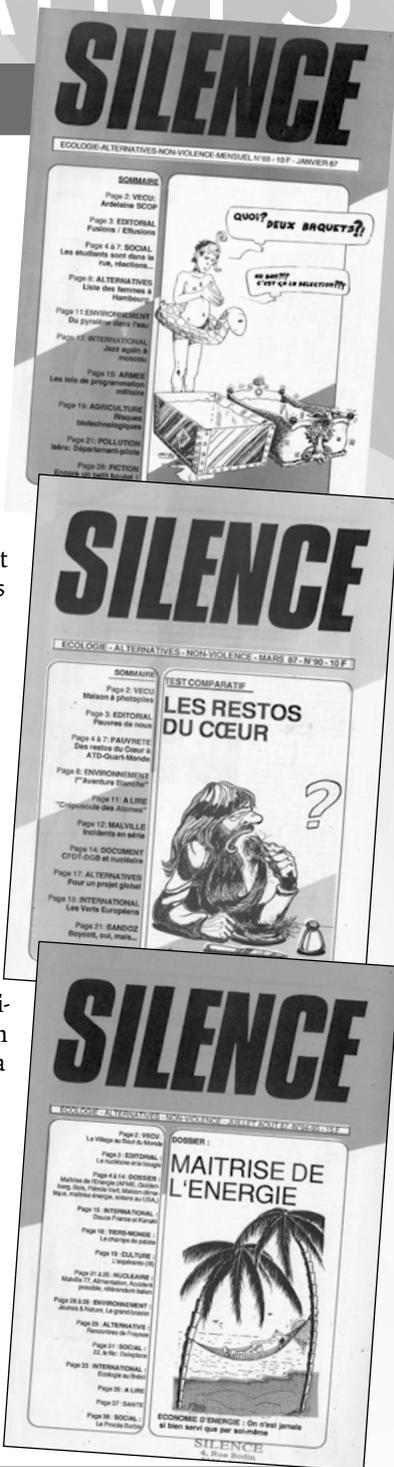
La dernière page du n°94-95 est une publicité payante : pour l'AFME, ancien nom de l'ADEME. Le numéro d'été est précisément sur la maîtrise de l'énergie. La publicité prend plus de place, mais essentiellement pour des échanges avec des fêtes et des salons écolos contre un stand gratuit et avec d'autres revues.

Dans le n°96, l'ours change : au lieu d'aligner les noms, des fonctions sont précisées, mais avec pas mal de dérision. Au fil des mois, chaque ours est construit sur un thème : le cinéma, la religion, le cirque... À partir du n°97, un feuilleton décalé amène de la dérision dans les pages de la revue.

La révolte gronde en Nouvelle-Calédonie après un référendum sur l'indépendance fait dans des conditions qui ne pouvaient que déboucher sur un refus de celle-ci. Plusieurs articles dans la revue accompagnent la naissance de comités de soutien aux Kanak. En mai 1988, une prise d'otage dégénère (25 mort-es), des leaders sont assassiné-es. *Silence* participe à la contre-information.

Michel Bernard

Chaque mois, Michel Bernard retrace l'histoire de la revue *Silence*, année après année.



## Gard

### Echovert, un lieu pour cultiver l'autonomie

Ce lieu de vie alternatif s'est construit au fil des besoins de la famille qui vivait sur place. Il regroupe sur 2 hectares une activité d'élevage, un fournil, une maison éco-rénovée, la coopérative autogérée de produits bio et locaux *La Saladelle* et une salle de classe en pédagogie *Montessori*. L'association *Alter'Eco* organise sur le lieu des stages et animations autour de l'apprentissage de l'autonomie. Elle diffuse en libre accès des fiches techniques, des manuels de construction d'outils pour l'autonomie ainsi que le manuel *Vivre et faire ensemble* qui aborde les questions d'organisation collective. Elle a mis en place un cuiseur solaire parabolique, des éoliennes Pigott, un chauffe-eau



solaire, la phyto-épuration, des toilettes sèches, une serre bioclimatique, un séchoir solaire à inertie, etc. Des stages sont organisés sur place

autour du jardin sans labour, de l'auto-construction d'un cuiseur solaire, de la préparation d'un projet d'éco-construction, etc. Suite à l'apparition du Covid-19, l'association a adressé un courrier à toutes les communes du Var pour leur proposer 12 pistes de résilience à mettre en place (protection des terres ayant un fort potentiel agronomique, des ressources en eau, installation de paysannes en circuit court, création de zones de protection des abeilles, de tiers-lieux, de marchés gratuits, etc.).

◆ *Echovert, lieu-dit "Le moulin des prêtres", Chemin des canaux, 30600 Vauvert, www.altereco30.com*

## Prix Nobel alternatifs 2021

Chaque année depuis 1980, le *Right Livelihood Award*, connu mondialement comme le "Prix Nobel alternatif", est décerné dans le cadre du parlement suédois. En 2021 il a récompensé :



◆ **Marthe Wandou**, juriste, militante engagée autour des questions de genre et de paix au Cameroun. Elle lutte depuis les années 1990 contre les violences sexuelles faites aux enfants et pour la prise en charge de celles et ceux qui en sont victimes. Elle a fondé *l'Aldepa*, une association qui a pris en charge 50 000 jeunes filles dans une approche globale. Son action a fait reculer la pratique du mariage précoce, a permis à des familles d'engager des procès et a permis de soutenir les populations victimes des exactions du groupe *Boko Haram* dans le nord du pays.



◆ **Vladimir Sliviyak**, défenseur de l'environnement en Russie. Membre de l'organisation *Ecodefense*, qui a réussi à interrompre des projets en lien avec l'exploitation de carburants fossiles, l'utilisation de l'énergie nucléaire et du charbon, et le transfert de déchets radioactifs depuis l'étranger, en mettant en lien les communautés touchées par ces projets avec le reste du pays.



◆ **Freda Huson**, membre du peuple *Wet'suwet'en* au Canada et défenseuse des communautés autochtones. Elle joue un grand rôle dans la contestation du gazoduc *Coastal Gas Link* censé transporter du gaz de schiste à travers la Colombie-Britannique, qui a pu être retardé, mais pas empêché. Elle a également une influence sur le nouveau culturel visant à se réappropriar la culture, la terre et les droits autochtones.



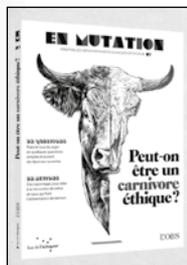
◆ **Legal Initiative for Forest and Environment (LIFE)**, organisation de défense de l'environnement par le droit fondée en 2005 en Inde. À travers des procès, elle fait entendre les voix des populations vulnérables face aux intérêts des puissants dans des projets de déforestation, etc. Elle fait reconnaître par la justice la nécessité de l'accord de la communauté locale pour que certains projets voient le jour.

## MEDIAS :

◆ **Replica**, n°1, été 2021, 10 €, *Les Médias de Pampérigouste*, 1 place Alexandre Laissac, 34 000 Montpellier, [contact@lamuledupape.com](mailto:contact@lamuledupape.com). Cette belle revue de 120 pages couleurs est issue du média internet *La Mule du Pape*, né pendant le mouvement des Gilets jaunes. Enquêtes, et reportages de terrain, sur des sujet divers : Gilets jaunes mutilé-s, la révolte chilienne, saccage des jeux olympiques ou encore la lutte contre "l'invasion éolienne". L'équipe de rédaction précise que "produire une revue papier nous permet de varier nos supports, de sortir de la dépendance au numérique et du bon vouloir des algorithmes des réseaux sociaux".



◆ **En mutation**, *Débattre des métamorphoses écologiques et sociales*, n°1, octobre 2021, 19 €. Rue de l'échiquier, 12 rue du Moulin Joly, 75011 Paris. Cette nouvelle revue se lance avec un dossier autour de la question : "Peut-on être un carnivore éthique ?". Entre enjeux écologiques, souffrance animale, la revue fait dialoguer chercheuses et militant-es.



◆ **Les autres voix de la planète**, **Radio MNE**, *Friche DMC*, Bâtiment 75 "motoco", rue des brodeuses (ex 13 rue de Pfstatt), 68100 Mulhouse. Cette émission diffusée sur les ondes alsaciennes de **Radio MNE** (107,5 FM) et via internet (<https://www.radiomne.com>), animée par notre collaborateur **Jocelyn Peyret**, est entièrement consacrée à la presse papier. Vous y découvrirez de nombreux titres peu connus, des entretiens, des analyses, au fil de plus de 120 interviews.



◆ **L'Âge de faire**, n°166, octobre 2021, 2 €, "Pass sanitaire, le début de quoi ?". **L'Âge de faire**, 17 avenue Balard, 04600 Château-Arnoux-Saint-Auban. Un dossier qui s'attaque frontalement au tournant sécuritaire induit par la mise en place du pass sanitaire. L'obligation cachée vaccinale répond-elle vraiment à une question sanitaire, ou à une dérive sécuritaire ? Quelles places les technologies et le contrôle sont-ils en train de prendre dans nos vies ? Entre témoignages et coups de gueule, une critique salutaire du "quoi qu'il en coûte".



## Travail du bois

### Les ateliers collaboratifs se multiplient

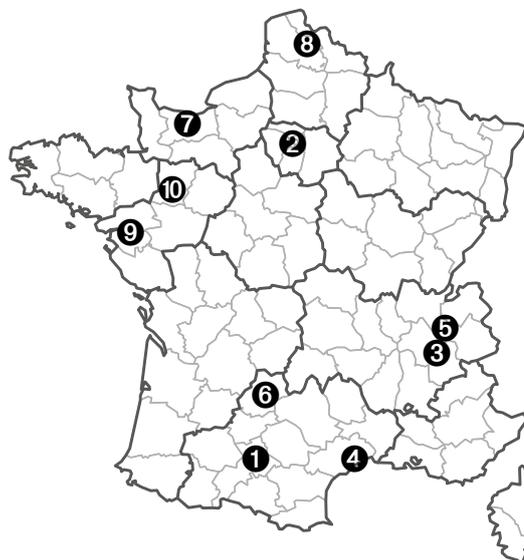
Le principe de ces ateliers est d'offrir un espace et des outils pour permettre de venir y travailler le bois, en adhérant à l'association et en réservant des créneaux horaires, avec un accompagnement technique, en autonomie ou par des formations. Ces ateliers se sont multipliés ces dernières années, en voici quelques-uns :

**1 - Haute-Garonne : L'Atelier des bricoleurs**, 64 rue de Fenouillet, 31200 Toulouse, tél. 09 52 31 96 53, [www.atelier-des-bricoleurs.net](http://www.atelier-des-bricoleurs.net)

**2 - Paris : L'établienne**, 88 boulevard de Picpus, 12ème arrdt, tél. 01 43 46 35 32, [www.letablienne.com](http://www.letablienne.com)

**3 - Isère : Les copeaux d'abord**, 10 rue Henri Lechatelier, 38000 Grenoble, tél. 04 76 49 53 02, [www.lescopeauxdabord.asso.fr](http://www.lescopeauxdabord.asso.fr)

**4 - Hérault : La menuiserie collaborative**, 169 rue Georges Auric, ZAC Tournezy, 34070 Montpellier, <https://menuiserieco.fr>



**5 - Savoie : L'établi**, Le Lou, 168 avenue du Golf, 73420 Drumettaz, [www.e-tabli.fr](http://www.e-tabli.fr)

**6 - Lot, Ami Bois**, Lieu-dit Clavel, 46240 Caniac-du-Causse, <https://amibois.wixsite.com/amibois>

**7 - Calvados, L'Atelier normand**, 4 rue du poirier, 14650 Carpiquet, tél : 02 31 80 28 66, [www.lateliernormand.fr](http://www.lateliernormand.fr)

**8 - Pas-de-Calais, Atelier éducatif de menuiserie**, rue de l'Yser, 62138 Haisnes, tél. 03 21 74 32 68, <http://ateliereducatif.free.fr>

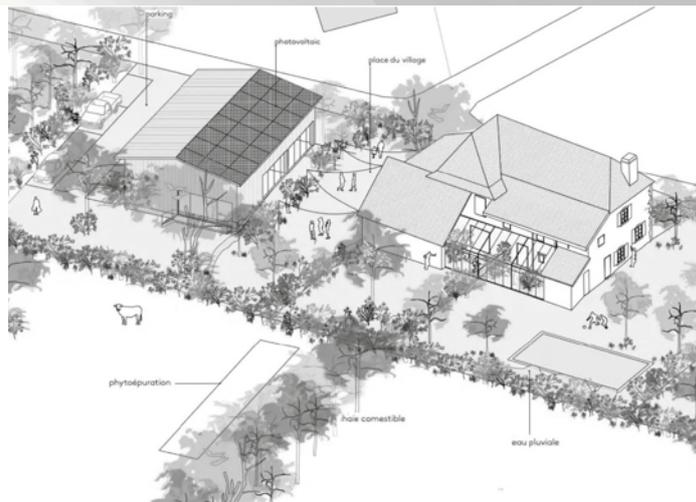
**9 - Loire-Atlantique : L'Atelier menuisier**, 1 rue de la Quératière, 44400 Rezé, <https://atelier-menuisiere.fr>. Un atelier qui a la particularité de s'adresser exclusivement à un public féminin !

**10 - Mayenne : Atelier Mayenne**, Les Grandes Vignes, 53360 Quelaines-Saint-Gault, [www.ateliermayenne.com](http://www.ateliermayenne.com)

Pyrénées-Atlantiques

## ReNouveau paysan : un écohabitat social et paysan

L'association ReNouveau paysan propose d'accompagner des bailleurs sociaux et des collectivités territoriales afin de réhabiliter des fermes pour créer des logements sociaux, qui accueilleraient des paysan-nes, mais pas seulement. Concrètement, grâce à un bail social paysan, l'association propose aux paysan-nes de louer dans un même contrat un logement social, des terres agricoles et des espaces professionnels. Cette solution expérimentale vise à faciliter l'installation agricole. En parallèle, certaines parties du bâti peuvent être louées à des familles éligibles aux logements sociaux et souhaitant vivre à la campagne. La ferme *Mouliaa* est le site expérimental de l'association ReNouveau Paysan. À Espiute, elle se compose d'une maison, d'un hangar et de deux hectares de parcelles agricoles. En mars 2021, le bailleur social public *Office 64 de l'Habitat* a racheté la ferme *Mouliaa* ainsi que ses terres, et, avec l'association, la ferme deviendra ainsi un écohabitat social paysan d'ici fin 2022. Deux paysannes disposeront d'espaces professionnels et des terres, et 6 logements sociaux seront proposés, le tout sur le modèle des habitats participatifs, avec des espaces partagés. Un projet à suivre.



◆ ReNouveau Paysan, 24 Allée Yves Brunaud, 64600 Anglet, [contact@renouveau-paysan.org](mailto:contact@renouveau-paysan.org), <https://www.renouveau-paysan.org/>

# FÉMINISMES

## Collectif féministe contre le viol

Le *Collectif féministe contre le viol* a été créé en 1985 pour réagir contre les viols commis dans des lieux publics de la région parisienne. Le 8 mars 1986, le CFCV a ouvert la permanence téléphonique nationale et gratuite, "Viols-Femmes-Informations" : 0 800 05 95 95. Cette permanence propose aux personnes qui ont subi des violences sexuelles une écoute et des informations. Aujourd'hui, le collectif lutte contre le viol intra-familial ou extra-familial, agit contre toutes les violences et agressions sexuelles et soutient des victimes quel que soit leur sexe, leur âge, leur nationalité, leur religion, leur préférence sexuelle, afin de briser le silence qui entoure ces violences et fait encore trop souvent de la victime une coupable.

◆ <https://cfcv.asso.fr>

## Climat, le poids de la masculinité

Une étude suédoise parue en juillet 2021 dans le *Journal of industrial ecology*, basée sur un panel de célibataires, rappelle que les hommes émettent en moyenne 16 % de plus d'émissions de gaz à effet de serre que les femmes. L'un des facteurs majeurs qui différencie les consommations masculines et féminines, malgré un niveau de dépenses à peu près égal, réside dans l'achat d'essence (ou de diesel) dans les voitures. L'automobile comme signe de virilité a donc un poids réel sur le climat.

## EN BREF !

◆ **Islande : un parlement à majorité de femmes.** Pour la première fois en Europe, après les élections du 26 septembre 2021, un parlement national comprend plus de femmes que d'hommes. C'est en Islande avec 33 femmes sur 63 élu-es.

◆ **Suisse : le mariage pour tous adopté.** Lors d'un référendum le 26 septembre 2021, l'initiative pour le mariage pour tous a reçu l'approbation de 64 % des votant-es.

## 11 CONSEILS POUR ÉVITER LE VIOL EN SOIRÉE

### 1 • SOYEZ RÉALISTE

Saouler une femme, c'est pas une technique de drague, c'est une technique de viol. Ne violez pas.

### 2 • SOYEZ PRÉCIS

Si vous venez en aide à une femme, n'en profitez pas pour la violer ensuite.

### 3 • MÉNAGEZ VOS EFFORTS !

Il ne faut jamais se glisser sous la porte ou escalader la paroi des toilettes, ni bondir d'un coin sombre sur une femme, ni la violer. Si vous êtes dans les toilettes et qu'une femme y entre, ne la violez pas.

### 4 • PRENEZ SOIN DE VOUS !

Si l'alcool fait de vous un violeur, ne vous alcoolisez pas. Ne violez pas.

### 5 • FAITES VOUS UN MÉMO !

Si une personne est endormie ou inconsciente : elle ne désire pas de sexe. Ne violez pas.

### 6 • UTILISEZ LE SYSTÈME POTE !

Si vous n'êtes pas capable de vous empêcher d'agresser des gens, demandez à une amie de rester avec vous pour vous en empêcher. Ne violez pas.

### 7 • FAITES AU PLUS SIMPLE

Pour savoir si une personne désire une relation sexuelle, demandez-lui. Ne violez pas.

### 8 • PORTEZ UN SIFFLET !

Si vous craignez d'agresser quelqu'un « par accident », donnez-le à la personne qui vous accompagne, pour qu'elle puisse appeler à l'aide. Ne violez pas.

### 9 • SOYEZ TRÈS PREMIER DEGRÉ

Si vous payez un verre à une femme, elle comprend que vous lui payez un verre. C'est tout. Ne violez pas.

### 10 • SOYEZ HONNÊTE

Si vous avez l'intention d'avoir des relations sexuelles avec une femme avec qui vous sortez, sans tenir compte de ce qu'elle ressentira à ce propos, dites-lui directement qu'il y a toutes les chances que vous la violiez. Sinon, elle pourrait le prendre comme un signe que vous n'avez pas prévu de la violer, et se sentir accidentellement en sécurité. Ne violez pas.

### 11 • NE VIOLEZ PAS.

Victimes de viol, vous n'y êtes pour rien. Le seul responsable, c'est le violeur. Il n'avait pas le droit, c'est la loi.



COLLECTIF FÉMINISTE  
CONTRE LE VIOL  
VIOLS FEMMES INFORMATIONS

N° national 0 800 05 95 95

APPEL GRATUIT / ANCIENNE / L'UNION 1981



La Mer de glace en 1919 et en 2019

## Les guides de montagne lancent l'alerte

Début septembre 2021, des membres de la *Compagnie des guides de Chamonix* ont rallié Paris à vélo et organisé une conférence à l'Assemblée nationale sur les conséquences du réchauffement climatique en montagne. Daniel Rodriguez, son directeur, évoque dans un entretien avec le journal *L'équipe* du 8 septembre 2021, "une perte de plusieurs dizaines de

mètres par an en épaisseur et plusieurs centaines de mètres en longueur" de la Mer de Glace de Chamonix. "Dans les années 80, le téléphérique arrivait directement au glacier. Aujourd'hui, il faut descendre plus de 450 marches. Année après année, la société d'exploitation ajoute une vingtaine, une trentaine, une quarantaine de marches." Il évoque par ailleurs "les écroulements, les chutes

de pierres qui se généralisent" avec la fonte du permafrost (sols qui se maintenaient au-dessous de 0°). "Sur certaines zones rocheuses, des grandes voies, c'est carrément des pans entiers de la montagne qui peuvent s'effondrer. À partir de maintenant, ça va commencer à tomber dans tous les sens dans le massif du Mont Blanc". Troisième effet, le verdissement des anciens glaciers et

l'arrivée d'une flore et d'une faune méditerranéennes, dans ces zones montagneuses où le réchauffement peut atteindre le double de celui constaté en plaine.

◆ *Compagnie des guides de Chamonix, Maison de la montagne, 190 place de l'Église, F 74400 Chamonix, <https://www.chamonix-guides.com>*

## La voiture émet toujours plus !

Alors que dans de nombreux secteurs les émissions de CO<sub>2</sub> sont en baisse, ce n'est pas encore le cas de la voiture. Si les voitures électriques sont censées faire un peu baisser les émissions, elles ne représentent pour le moment que 5 % des ventes dans le monde (7,5 % en Europe). La baisse n'est que faible, car le poids des véhicules est énorme (d'où une consommation plus importante) et l'approvisionnement en électricité provient pour une part des énergies fossiles.

Or, en parallèle, les SUV, voitures de fort volume, lourdes et fortement consommatrices, se développent rapidement (42 % des ventes en 2020 au niveau mondial).

Résultat : les émissions de gaz à effet de serre de ce secteur augmentent.

Pourtant, la majorité des déplacements en voiture concernent des distances de moins de 5 km, une distance que la plupart des personnes peuvent faire à vélo, éventuellement électrique : un vélo électrique consomme environ 80 fois moins d'électricité qu'une voiture.

## Union européenne : des engagements inatteignables

Le 21 avril 2021, l'Union européenne annonce un accord entre les 27 États membres pour atteindre un objectif de réduction d'au moins 55 % des émissions de gaz à effet de serre d'ici 2030. Or la veille, l'*Agence internationale de l'énergie* a publié un rapport montrant, certes, un repli historique de 5,8 % au niveau mondial en 2020 pour cause de pandémie, mais qui annonce que ce gain risque d'être annulé dès 2021 du fait de la reprise de la croissance économique. Ce rapport montre que malgré le recours aux énergies renouvelables, il n'y a pratiquement pas de diminution des émissions de gaz à effet de serre car l'énergie produite alimente la hausse de consommation au lieu de remplacer les énergies fossiles.

Si l'Union européenne annonce avoir déjà diminué de 20 % ses émissions depuis 1990, c'est uniquement parce que nous avons délocalisé nos industries polluantes. En réintégrant les émissions correspondant à nos importations, nous émettons sensiblement autant qu'en 1990.

Il serait temps de comprendre qu'il n'est pas possible d'avoir une croissance des consommations sans augmentation des pollutions, sans augmentation de la destruction de la planète.

## Le prix de l'énergie s'envole

**D**u 1<sup>er</sup> janvier 2021 au 1<sup>er</sup> octobre 2021, le prix de gros du gaz en Europe a été multiplié par cinq et ce n'est peut-être pas fini. Cela s'est traduit pour le particulier par une série inédite de hausses pour le tarif conventionné de 57 % sur dix mois.

Du côté de l'électricité, les hausses ne sont pas en reste puisqu'une partie de celle-ci est produite par des centrales au gaz. Cela peut avoir des conséquences dramatiques pour les foyers qui ont opté pour les tarifs dits "dynamiques", c'est-à-dire qui évoluent d'heure en heure selon le prix du marché. En Espagne où cette pratique est très répandue, le résultat a été en moyenne un doublement du montant des factures ! Les logements chauffés à l'électricité sont ainsi passés de chers à ruineux.

Les variations de prix de l'électricité peuvent en effet varier énormément selon que l'on est en surproduction ou en sous-production : de 0 € le kilowattheure (il y a même eu des moments où le prix est passé en négatif) lors d'une journée d'été venteuse à des sommets en hiver lorsqu'il n'y a ni soleil ni vent, que les jours sont courts et que des centrales thermiques ou nucléaires sont en panne. En 2021, le prix du kilowattheure a ainsi pu grimper à 3 000 €.

Le gouvernement a prévu des aides pour lisser le prix des consommations : il ne s'agit pas de remise sur les factures, mais d'un étalement sur l'année, en espérant qu'au printemps 2022, après la fin de la période de chauffage, les prix baissent... Ce qui n'est pas garanti, mais ces mesures visent avant tout à passer le cap des élections présidentielles.

### Un effet post confinement ?

Alors pourquoi les prix s'envolent-ils ? La première cause avancée par les économistes est le redémarrage de l'activité industrielle après l'année du Covid-19 : en octobre 2021, nous avons dépassé le niveau de production d'avant mars 2020. Or, le gaz est une source d'énergie de plus en plus utilisée en remplacement du charbon, trop polluant. Et la production de gaz n'arrive pas à suivre. Sur les cinq premiers mois de 2021, la consommation européenne de gaz a augmenté de 15 % par

rapport à 2020, obligeant à entamer les stocks stratégiques. Les stocks européens auraient dû être récupérés pendant l'été, mais cela n'a pas pu être totalement le cas du fait de la hausse de la demande mondiale. Une partie de ce gaz provient de gisements en mer du Nord... Or la production a été en baisse du fait de pannes provenant des difficultés d'entretien liées à la pandémie. La Russie a refusé d'augmenter ses livraisons. Si ces explications sont exactes, on peut penser que la production pourra augmenter par la suite et les prix redescendront.



### Avons-nous atteint le pic de production ?

Mais il y a d'autres hypothèses : le pic de production du pétrole conventionnel a été dépassé en 2008. La baisse de production a été jusqu'à maintenant compensée par l'utilisation de pétroles non conventionnels (gaz de schistes, sables bitumineux...). Or, il est possible que l'on ait déjà passé le pic de production de ces types de pétrole, car les nappes sont peu productives et elles nécessitent de nouveaux puits en permanence. Le gaz serait alors un substitut non seulement au charbon, mais aussi au pétrole. Et là, pas de retour à la normale possible. Cette hypothèse s'appuie sur une observation : les prix du pétrole sont repartis à la hausse : le 30 novembre 2020, il était à 36 \$ le baril, le 5 octobre 2021, il était à plus de 80 \$.

Michel Bernard

## EN BREF !

♦ **États-Unis : plan de transition énergétique.** L'administration Biden a fixé début septembre 2021 les objectifs pour la production d'électricité en 2025 : 37 % solaire (contre 4 % actuellement), 36 % éolien, 12 % nucléaire (20 % actuellement), 5 % hydroélectrique et 2 % pour la biomasse et la géothermie.

## Énergies fossiles dopées aux subventions

Selon le *FMI*, les soutiens directs et indirects aux énergies fossiles ont représenté la somme colossale de 5 900 milliards de dollars en 2020. Les énergies fossiles représentent 80 % des émissions mondiales de CO<sub>2</sub> et contribuent à la pollution de l'air. Pour arriver à la somme de 5 900 milliards de dollars, le *FMI* a pris en compte les 450 milliards de dollars de subventions directes allouées chaque année au secteur, mais aussi l'écart entre le prix marchand des énergies fossiles et leur coût environnemental et social. L'institution estime ainsi que le prix marchand du charbon est au moins 50 % inférieur à son coût réel pour la collectivité, en raison des pollutions engendrées. La suppression de ces soutiens directs et indirects d'ici 2025 pourrait induire une baisse d'un tiers des émissions globales de CO<sub>2</sub> et permettre le respect des engagements climatiques pris à Paris en 2015, affirme le *FMI*. (Source : *Vert.eco*, 7 octobre 2021)



## Chroniques terriennes

### Au secours, Pompidou revient !

Dans une version pirate de *Retour vers le futur*, vous avez peut-être cru entr'apercevoir Georges Pompidou annonçant la relance du nucléaire en France.

**S**ous couvert d'innovations et de plan de relance 2030, sa version 2.0, incarnée par sa pâle copie Emmanuel Macron, a ainsi annoncé vouloir engager notre pays dans une nouvelle impasse nucléaire. L'histoire hoquette, diront certain-es. Jusqu'à la caricature et la nausée ajouteront d'autres ! Dans tous les cas, le comique de répétition ne fait plus guère recette.

#### Un entêtement nucléaire d'une autre époque

Alors même que l'urgence climatique imprime sa marque et nous oblige à agir avec célérité, le chef de l'État investit dans une technologie qui ne peut se révéler qu'un pari aléatoire produisant un éventuel effet dans 15 ou 20 ans. Le même genre de pari engagé il y a près de 20 ans pour l'EPR, 30 ans pour Iter ou 50 ans pour *Superphenix*. Avec à la clef, déconvenue, gaspillage de ressource financière et temps perdu.

Cette stratégie maintes fois réaffirmée d'une nation dont sa grandeur ne pourrait être acquise qu'à la seule condition de s'appuyer sur la technologie nucléaire est avant tout la marque d'un manque criant d'imagination, d'une cécité hors pair et surtout la preuve irréfutable que le lobby nucléaire et le monde politique sont les deux faces d'une même pièce.

Alors même qu'à peine une trentaine de pays recourent au nucléaire pour produire une partie de leur électricité, que la très prudente *Agence Internationale de l'Energie* estime qu'en 2030, moins de 3 % de l'énergie finale consommée sera issue de l'atome, la France s'entête. Pire, notre pays n'est pas encore sorti de son dernier pari perdu avec l'EPR qu'un joueur de poker, recyclé pour l'occasion en chef de l'État, nous engage dans un nouveau jeu à plusieurs milliards d'euros.

#### L'automobile est une illusion dangereuse

D'autant que ce pari est supposément justifié par l'arrivée de la voiture électrique, qui nécessiterait de nouvelles capacités de production électronucléaire. C'est faire bien peu de cas d'une note commise par ERDF intitulée "problématique de gestion de pointe du distributeur pour la recharge des véhicules électriques". Cette note affirme tout de go que "pour 2 millions de véhicules, l'appel de puissance peut dépasser 10% de la puissance de pointe nationale, tandis que la consommation d'électricité sera de l'ordre de 1 % du total". Dit autrement, le nucléaire n'étant pas en capacité à répondre à la demande de pointe, la recharge d'une voiture électrique en période de pointe se fera essentiellement grâce à de l'hydraulique et du charbon allemand... *L'automobile* sera tout à la fois radioactive et climaticide.

Pendant ce temps, notre cocotte-minute planétaire surchauffe. Le gaspillage énergétique est une norme non-écrite et rien ni personne ne semble prêt à adopter des réglementations contraignantes pour réduire notre empreinte énergétique. Des passoires thermiques aux SUV, des publicités énergivores aux extensions d'aéroports et autres contournements routiers, la France fourmille pourtant de projets qui mériteraient d'être revisités ou abandonnés afin de prioriser enfin la sobriété énergétique.

Mais notre Pompidou 2.0 préfère produire plus pour gaspiller plus. Économiser l'énergie nous entraînerait en effet sur les chemins hasardeux de la décroissance, inconcevable pour l'enfant caché des Trente Glorieuses.

Une campagne présidentielle s'engage. Espérons qu'elle permettra enfin d'engager le débat énergétique que notre pays n'a jamais réellement eu.

Stéphane Kerckhove

En partenariat avec : Agir pour l'environnement, 2 rue du Nord, 75018 Paris, [www.agirpourenvironnement.org](http://www.agirpourenvironnement.org).

### Ariège

#### À pas de loutre contre un éco-complexe hôtelier

À Montbel, il y a un lac, qu'on a laissé tranquille jusqu'à présent. Mais voilà que la start-up *Coucou* est arrivée avec un projet d'aménagement sur le lac. D'un milieu forestier, sauvage et en accès libre, le site basculerait sur un milieu urbanisé dans une forêt artificialisée.

Le bâtiment présenté par la start-up serait éco-construit, la piscine écologique, etc. ce qui lui permet de parler d'éco-responsabilité et d'intégration paysagère, tout en



masquant sa démarche de prédation d'espaces naturels préservés d'une suractivité humaine, sous couvert d'"écologie", de "création d'emplois" et "d'impact économique local".

Le collectif *À pas de loutre* s'est donc formé en 2021 pour s'opposer à cet aménagement et pour défendre un

libre accès au lac, sans question de profits.

◆ [apasdeloutre@ecomail.fr](mailto:apasdeloutre@ecomail.fr)

### Biodiversité : de beaux objectifs... à appliquer

Quel bilan tirer du Congrès de l'UICN, *Union internationale pour la conservation de la nature*, qui avait lieu du 3 au 11 septembre 2021 à Marseille ? Ce sommet mondial sur la biodiversité qui réunissait gouvernements, ONG, monde des affaires, scientifiques, peuples autochtones, etc., s'est terminé par le vote de motions ayant l'ambition de rehausser les efforts internationaux de protection du vivant. Les peuples autochtones ont été pour la première fois invités à prendre part aux votes. Leur rôle crucial dans la protection de la biodiversité a été affirmé. Parmi les mesures (non-contraignantes) adoptées : la protection et la restauration de 80% de la forêt amazonienne, la reconnaissance du lien inextricable qui existe entre nature et santé pour éviter l'émergence de futures pandémies, la fin de la pollution plastique dans les océans d'ici 2030, le renoncement à l'exploitation minière des fonds marins ou encore la réduction de l'impact de l'industrie minière sur la biodiversité. Sur cette dernière motion, la France s'est abstenue. Mais que valent ces beaux objectifs s'ils ne sont pas assortis de contraintes ? Tout dépendra de la manière dont les futures COP climat et biodiversité s'en saisiront. Au niveau de la France, les ONG critiquent la mollesse des engagements pris. Aucun engagement chiffré de réduction des pesticides dans l'agriculture n'a été pris, par exemple. La France donne volontiers des leçons au reste du monde en la matière, tout en étant mauvaise élève.

## La destruction de la planète a repris de plus belle

Le "jour du dépassement" est la date à laquelle l'humanité a consommé toutes les ressources que la Terre peut renouveler en un an. Cette date n'a cessé d'avancer au fil des ans. Elle était le 30 décembre en 1970, le 30 septembre en 1996, le 1er août en 2018. En 2020, avec l'arrêt de nombreuses activités dû au Covid-19, ce jour avait pour la première fois reculé au 22 août. En 2021, il est redescendu au 29 juillet (alors

même que de nombreuses activités sont encore ralenties et certains pays largement à l'arrêt). La relance économique se fait sur les mêmes bases destructrices qu'avant. Alors que la conscience mondiale de la menace écologique s'est généralisée, il semble que ce soit le système économique et politique en place qui paralyse la situation, et dont il faut sortir de toute urgence.

## Rivières du Jura en danger

Les rivières des plateaux jurassiens ne sont pas en bonne santé, alerte le collectif *SOS Loue et rivières comtoises*. Si l'épuration des eaux domestiques a bien progressé, d'autres sources de pollution sont en cause : les traitements chimiques du bois liés à la sylviculture, par exemple. Mais aussi et surtout le lisier des vaches montbéliardes épandu sur les prairies pour les enrichir en azote. Sur un sol karstique, ces milliers de litres de matières fécales atteignent rapidement les cours d'eau et les chargent en azote et phosphore, générant le développement des algues et de véritables marées vertes avec leurs effets : colmatage des fonds qui empêchent toute vie, asphyxie, toxines. Un cocktail létal pour de nombreuses espèces. Le collectif organise diverses actions collectives pour dénoncer cet état de fait et proposer des pratiques plus respectueuses des cours d'eau, afin que l'élevage local lié au patrimoine gastronomique n'entre pas en conflit avec la biodiversité locale. Il est possible de devenir "sentinelle des rivières" en photographiant régulièrement un cours d'eau au même endroit, afin d'établir une liste des lieux sensibles.



◆ Collectif *SOS Loue et Rivières Comtoises*, 7 rue Voirin, 25000 Besançon, [www.soslrc.com](http://www.soslrc.com)

## Rhône

## Une victoire contre l'artificialisation des terres agricoles

Le préfet du Rhône avait donné une autorisation d'exploitation pour la construction d'une plateforme logistique de 19 737 m<sup>2</sup> à Sarcey. Pour lutter contre ce projet, Le collectif Quicury, qui regroupe des associations locales militantes contre l'artificialisation des terres agricoles et *France Nature Environnement*, ont déposé deux requêtes contre l'arrêté préfectoral auprès du tribunal administratif. Celui-ci a tranché mi-octobre 2021 : le projet de construction a été invalidé, en se fondant sur des arguments environnementaux. Lutter contre l'artificialisation des terres agricoles consiste à protéger non seulement



des zones où on "fait" de l'agriculture, mais aussi des interstices entre ces zones et certaines terres laissées en friche où la biodiversité s'épanouit. Ce sont notamment les tritons crêtés, sept espèces protégées de reptiles et d'amphibiens, l'oiseau le petit gravelot, etc., qui ont fait pencher la balance en la défaveur du préfet du Rhône. (Source : *Rue89 Lyon*, 12 octobre 2021)

## Seine-Saint-Denis

## Sauvons les jardins d'Aubervilliers



Plus de 10 000 m<sup>2</sup> de jardins ouvriers sont menacés par la construction d'un solarium pour les jeux Olympiques de Paris 2024, une gare du Grand Paris Express et un quartier de bureaux et d'hôtels. Ces jardins ouvriers devenus Jardins à défendre (JAD) sont situés à moins de deux kilomètres de Paris, à Aubervilliers. La JAD d'Aubervilliers a été expulsée le 2 septembre 2021, après deux mois d'occupation. En quelques heures, les cabanes à la



longue histoire ouvrière, les vieux arbres et les terres des jardins ouvriers ont été détruits par les bulldozers. Un collectif de défense est constitué pour continuer à défendre ses terres tant qu'il est encore temps et pour combattre la gentrification et la bétonisation des quartiers populaires. Pour *Sauvons les jardins d'Aubervilliers*, "les Jeux Olympiques, le métro du Grand Paris Express et les opérations de promotions immobilières qui se multiplient, rendent les villes inabordable, gonflent les prix des loyers, et excluent les familles les plus modestes".

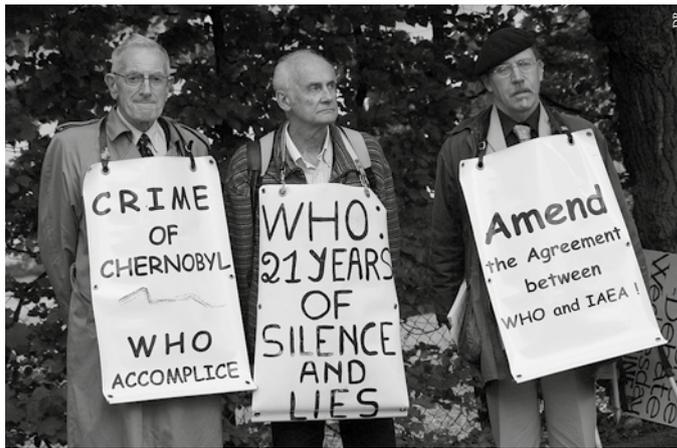
◆ [jardinpasdengin@riseup.net](mailto:jardinpasdengin@riseup.net), <https://www.jardinsaubervilliers.fr>

## Michel Fernex, infatigable combattant antinucléaire et pour la vie

Michel Fernex est mort le 2 octobre 2021 à l'âge de 92 ans. Avec sa femme Solange (écologiste, féministe, opposante de la première heure à la construction de la centrale de Fessenheim, députée européenne de 1989 à 1995), ils étaient deux figures inspirantes qui ont marqué le mouvement écologique en Alsace et en France. Professeur de médecine, membre de l'Association Internationale des Médecins pour la Prévention de la Guerre Nucléaire, il était révolté par le silence de l'OMS au sujet des conséquences de l'accident de Tchernobyl. Avec *IndependentWHO*, il a dénoncé les liens entre cette organisation onusienne et l'Agence internationale de l'énergie atomique.

En 2001, avec le physicien biélorusse Vassili Nesterenko, Michel et Solange fondent l'association *Enfants de Tchernobyl Bélarus*, qui soutient l'institut indépendant *Belrad* pour lui permettre de continuer à venir en aide aux enfants souffrant de pathologies radio-induites. Il se rend au Japon en 2012 pour témoigner du déni étatique suite à la catastrophe de Fukushima. Michel Fernex était aussi un naturaliste, passionné d'observation des animaux et en particulier d'ornithologie.

- ◆ *Enfants de Tchernobyl Belarus*, c/o Yves Lenoir, 58, rue Bobinot, 75013 Paris, <http://enfants-tchernobyl-belarus.org>.
- ◆ Le Réseau Sortir du nucléaire lui consacre une nécrologie détaillée sur son site [www.sortirdunucleaire.org](http://www.sortirdunucleaire.org).



À gauche, Michel Fernex lors d'une vigie devant l'OMS à Genève, en 2007, pour réclamer son indépendance vis-à-vis de l'AIEA.

## Propagande nucléaire

Depuis plusieurs années, nous assistons à une intense campagne en faveur du nucléaire menée par le gouvernement qui veut essayer de sauver sa filière. Cela passe par la répétition incessante que le "nucléaire est une énergie propre" parce qu'elle émet moins de gaz à effet de serre. Mais moins de gaz par rapport à quoi ? Par rapport aux énergies fossiles (pétrole, gaz...), mais au même niveau que les énergies renouvelables (solaire et éolien). Quant à la pollution, les éoliennes et les capteurs solaires ne sont pas encore totalement recyclables, mais pas loin, alors que le nucléaire nous laisse en héritage des déchets à gérer pendant des milliers d'années.

Et cette propagande finit par influencer la population : le nucléaire devient une solution possible pour de plus en plus de gens. Toutefois les sondages indiquent que ce sont les personnes les plus âgées qui sont les plus favorables au nucléaire (celles qui ne seront plus là pour gérer les déchets), alors que les jeunes sont plus réticent-es.

Les opposant-es à l'éolien (c'est souvent lié) seraient de plus en plus nombreux selon certains grands médias. Pourtant, le sondage annuel de l'ADEME de 2021 montre que 73 % des personnes sondées y sont toujours favorables, soit une légère baisse par rapport à 2020 (76 %), mais le même niveau qu'en 2018. Là aussi, ce sont les personnes âgées qui sont les plus réticentes et qui trouvent les éoliennes laides (55 % des plus de 65 ans)... alors que plus on est jeune, plus on les trouve belles (67 % des moins de 35 ans) !

Reste à faire le tri quand le *Syndicat des énergies renouvelables* appelle à ne plus opposer nucléaire et renouvelables, estimant que l'on a besoin des deux (*La Tribune*, 11 octobre 2021). Ce syndicat est animé en particulier par les grands énergéticiens comme EDF... pour qui l'important c'est de produire toujours plus d'électricité et non pas de maîtriser la consommation et de la baisser.

Cette propagande continue a pour but de préparer l'opinion à l'idée qu'il faut construire de nouveaux réacteurs et à décourager les personnes qui voudraient voter pour des candidat-es en faveur de la sortie du nucléaire.

## Des réacteurs de petite taille ? Hors de prix !

Emmanuel Macron semble parti en tournée pour vendre une nouvelle génération de centrales nucléaires : les SMR (*small modular reactor*, petits réacteurs modulaires). Il s'agirait de réacteurs de 10 à 300 MW qui permettraient, selon lui, de disperser les sources de production et de lutter contre les gaz à effet de serre.

Dans une note technique publiée le 14 septembre 2021, Bernard Laponche, ancien ingénieur du nucléaire et consultant international sur la question, rappelle que la taille ne fait rien aux risques liés au nucléaire : il y a toujours autant de déchets toxiques par kWh produit. Il y a toujours le même risque d'accident.

La principale différence avec les réacteurs actuels plus puissants (de 900 à 1 300 MW) serait le prix de revient du kWh qui serait beaucoup plus élevé. Des petits réacteurs militaires existent déjà (propulsion de navires et de sous-marins) mais là le coût importe peu.

Un prototype a déjà vu le jour aux États-Unis : *Nuscale* (60 MW) dont le prix a triplé entre le début du chantier en 2003 et la fin en 2020 pour atteindre 4 200 \$ par kW. Une autre construction *Lingion-1* (125 MW) est en construction en Chine. Dans les deux cas, le prix de l'électricité obtenue est bien plus élevé que pour l'actuel EPR, lequel est déjà largement trop cher par rapport aux éoliennes et au solaire !

MACRON VEUT CRÉER DES "MINI-CENTRALES NUCLÉAIRES"



## EN BREF !

◆ **Déchets nucléaires : enfin une solution !** Jusqu'à maintenant, l'Ukraine se débarrassait de ses déchets radioactifs en Russie et payait pour cela 200 millions de dollars par an. Pour se libérer un peu plus de la Russie, le gouvernement de Kiev a cherché comment stocker ses déchets dans le pays. Et il a trouvé une solution : ce sera dans la zone interdite de Tchernobyl.

◆ **Japon : pas de nouveaux réacteurs.** le 22 avril 2021, le gouvernement a annoncé de nouvelles mesures concernant sa politique énergétique. Pour la première fois, il reconnaît que le prix du solaire est maintenant plus intéressant que celui du nucléaire,

et qu'il n'est donc pas intéressant de construire de nouveaux réacteurs. En revanche, il envisage de prolonger la vie des réacteurs existants (10 sur 54 ont eu une autorisation de redémarrage). Le plan énergétique prévoit une sortie des énergies fossiles en développant les renouvelables, mais aussi en diminuant les consommations d'énergie.

◆ **Japon : les eaux de Fukushima partiront en mer.** Le 24 juin 2021, le gouvernement a donné son feu vert au rejet en mer des stocks d'eaux contaminées. La compagnie TEPCO envisage la construction d'un égout d'un kilomètre à partir de la centrale accidentée, où l'eau sera relâchée

après avoir été diluée dans de l'eau de mer pour rester en-dessous des normes autorisées.

◆ **L'EPR pollue trop avant même de démarrer.** Le 21 septembre 2021, EDF a annoncé un "événement significatif pour l'environnement", suite à une perte de 73,5 kg de fluide frigorigène lors d'une vidange sur le chantier de l'EPR de Flamanville. Ajouté aux autres pertes de 2021, cela fait 172,5 kg, "ce qui explose la limite du droit à polluer fixé à 100 kg par an et par centrale", dénonce le Collectif Anti-Nucléaire Ouest. Chaque kilo de ce produit équivalait à plus d'une tonne d'émission de CO<sub>2</sub>. Plus propre, le nucléaire ?

# ABONNEZ-VOUS ABONNEZ VOS PROCHES

à partir de  
**22 €**

**Écologie,  
décroissance,  
justice sociale...**

**Silence en parle depuis longtemps !**

Pour que ces idées continuent d'essaimer,  
pour que *Silence* vive,  
nous avons besoin de vous !

**Faites découvrir la revue,  
offrez l'abonnement !**

J'offre un abonnement à : .....

Adresse : .....

Code Postal : ..... Ville : .....

Je choisis la formule (cocher la case) :

	France métropolitaine	Autres pays et DOM-TOM
<input type="checkbox"/> <b>Découverte</b> - 1 <sup>er</sup> abonnement - 6 numéros	22 €	29 €
<input type="checkbox"/> <b>Particulier</b> - 1 an, 11 numéros	48 €	57 €
<input type="checkbox"/> <b>Soutien</b> - 1 an, 11 numéros	60 € et +	60 € et +
<input type="checkbox"/> <b>Petit futé</b> - 2 ans, 22 numéros	80 €	92 €
<input type="checkbox"/> <b>Petit budget</b> - 1 an, 11 numéros	33 €	40 €

Pour le paiement, voir page 47 "Modes de règlement"

J'offre un abonnement à : .....

Adresse : .....

Code Postal : ..... Ville : .....

Je choisis la formule (cocher la case) :

	France métropolitaine	Autres pays et DOM-TOM
<input type="checkbox"/> <b>Découverte</b> - 1 <sup>er</sup> abonnement - 6 numéros	22 €	29 €
<input type="checkbox"/> <b>Particulier</b> - 1 an, 11 numéros	48 €	57 €
<input type="checkbox"/> <b>Soutien</b> - 1 an, 11 numéros	60 € et +	60 € et +
<input type="checkbox"/> <b>Petit futé</b> - 2 ans, 22 numéros	80 €	92 €
<input type="checkbox"/> <b>Petit budget</b> - 1 an, 11 numéros	33 €	40 €

Pour le paiement, voir page 47 "Modes de règlement"

**Pour vous abonner, rendez-vous page 47, rubrique "Abonnement".**

## Françafrique

### "Il est fini le temps des colonies !"

Le 8 octobre 2021 à Montpellier se tenait le *Sommet Afrique-France* qui se voulait selon la communication de l'Élysée le prélude à une "refondation" des relations entre la France et ses anciennes colonies...



#### Une opération de communication

La preuve : pas de chefs-d'État invité-es, mais des représentant-es de la société civile et de la jeunesse. Une opération de nettoyage de l'image néocoloniale qu'entretiennent les sales pratiques de la France sur le continent, à coups d'opérations militaires et de soutien aux dictatures en place... Les échanges ont fait l'impasse sur un certain nombre de thèmes cruciaux, dénonce l'organisation *Survie* qui lutte contre la Françafrique : face "à l'interpellation sur le militarisme français, le président s'est à nouveau caché derrière la 'demande' des chefs d'État africains (dont cette fameuse 'jeunesse africaine' voudrait pourtant se débarrasser !), sans évoquer la coopération militaire qui bénéficie à leurs appareils répressifs. La question sur le scandale des politiques anti-migratoires a été balayée, au nom de la 'complexité' du sujet". La demande d'un pardon pour les crimes coloniaux et néocoloniaux est écartée au nom d'une politique de "reconnaissance", etc. Cerise sur le gâteau de l'hypocrisie élyséenne, "la création d'un 'Fonds d'innovation pour la démocratie en Afrique' est annoncée, en contradiction totale avec le soutien effectif à des dictatures comme le Tchad, le Cameroun ou le Congo-Brazzaville. Il sera doté de 10 millions d'euros par an, une bagatelle au regard du milliard de coût annuel lié aux opérations militaires extérieures françaises". Il s'agissait de relégitimer la politique africaine de la France, dans la suite des précédentes "pseudo-ruptures" avec la Françafrique annoncées par les présidents Sarkozy puis Hollande.

#### Un contre-sommet offensif

Au même moment, le contre-sommet organisé par un collectif d'organisations de la société civile à Montpellier constituait un événement national. Il comptait de nombreuses organisations dont des collectifs de sans-papiers et la marche des solidarités qui sont venues le rejoindre le 9 octobre pour une belle manifestation festive et colorée d'environ 1000 personnes. L'événement, qui dura du 6 au 9 octobre, et était hébergé par le lieu associatif *La Carmagnolle*, a accueilli de nombreuses conférences autour du franc CFA, de la présence militaire française en Afrique, des "dérives de l'aide française au développement, entre business et corruption", du panafricanisme, de la pensée décoloniale, des violences policières sur les migrant-es, de "la Méditerranée militarisée", etc., ou encore une "balade décoloniale" dans la ville.

Ce contre-sommet a été lourdement entaché par l'arrestation de huit jeunes sans-papiers. Six d'entre eux sont ressortis après 2 heures de garde à vue, mais avec une OQTF (Obligation de quitter le territoire français) et deux autres ont été incarcérés au Centre de rétention administrative (CRA) de Nîmes. Mais grâce à la forte mobilisation qui a suivi et à l'avocate qui a plaidé, ils sont sortis après cinq jours de détention. À l'heure où ce numéro est bouclé, un nouvel appel est en train d'être signé par les différentes organisations pour demander la levée des OQTF et IRTF (Interdiction de retour sur le territoire français). La preuve s'il en faut du lien profond entre la politique franc-africaine de la France, la militarisation des frontières et le contexte liberticide intérieur à la métropole.

Valérie Cabanne et Guillaume Gamblin

#### Montpellier

#### La Carmagnolle

Un lieu au cœur de la ville, qui accueille un rassemblement public du collectif des "Mutilés pour l'exemple", victimes des violences policières ; une conférence sur l'expérience de *Barcelona en Comu* ; une rencontre entre des *Paysans sans terre* du Brésil et des Gilets jaunes, assure des distributions alimentaires pendant le confinement ; projette le film *S'hab la Zup* issu d'un quartier populaire, etc. C'est *La Carmagnolle*, un espace qui se veut coopératif, alternatif et solidaire. Le lieu fait également office de bar associatif, activité importante pour la convivialité comme pour l'autofinancement. Enfin, un don de 5 € par mois permet d'être coopérat-riche de *La Carmagnolle*, en apportant les ressources nécessaires à sa vie et en participant à toutes les décisions à part égale avec les autres coopérat-rices.

◆ *La Carmagnolle*, 10 rue Haguénat à Montpellier, <https://lacarmagnolle.fr>

*Survie*, 21ter rue Voltaire, 75011 Paris, tél. : 09 53 14 49 74, <https://survie.org>

#### Nouvelle-Calédonie

### Pour le report du référendum sur l'autodétermination

Le référendum sur l'autodétermination de la Nouvelle-Calédonie se fait en 3 étapes successives. *Silence* avait déjà analysé les graves irrégularités qui avaient entaché ce processus, avantagant par de nombreux biais la position du gouvernement français pour un rattachement définitif à la France. En jouant sur le calendrier notamment, la France veut éviter la tenue d'un débat démocratique serein et avantager la force

de propagande pro-rattachement soutenue par des financements importants. Le troisième volet de ce référendum est prévu le 12 décembre 2021, conformément aux demandes des partisans de la Calédonie-Française. La Kanaky est touchée de plein fouet depuis septembre 2021 par le Covid-19, avec une situation aggravée par de nombreux facteurs de comorbidité (obésité, diabète, précarité, etc.). Les restrictions à la

circulation et aux rassemblements liées à la maladie, le deuil de nombreuses familles, ne permettent pas le déroulement normal d'une campagne politique, dénoncent les indépendantistes, qui demandent un report et appellent à la "non-participation" au référendum en cas de maintien de cette date. Alors que le second tour des élections municipales avait été reporté de plusieurs mois par la France en 2020, les

autorités n'envisagent pas un autre report. Pourtant, "sauf à considérer que les vies des Océaniens valent moins que les vies françaises, ou à insulter des familles en deuil, la France doit impérativement repousser la date de ce référendum", conclut l'association *Survie*.

◆ *Survie*, 21 rue Voltaire, 75011 Paris, tél. : 09 53 14 49 74, <https://survie.org>

## Désarmons !

### L'énorme empreinte environnementale des activités militaires

À l'occasion de la COP26 qui s'est déroulée en novembre 2021 en Écosse à Glasgow, des activistes ont lancé une campagne pour demander l'inclusion des activités militaires dans les initiatives prises par les gouvernements pour réduire les émissions de gaz à effet de serre et donc lutter contre le changement climatique.

**C**ar, de l'accord de Kyoto de 1997 à aujourd'hui, en passant par l'accord de Paris de 2015, la réduction des émissions de gaz à effet de serre militaires est laissée à la discrétion de chaque nation au grand bénéfice des militaires et des lobbys industriels d'armement qui les soutiennent.

#### 20 % de la pollution mondiale serait militaire !

Résultat : aucune véritable contrainte ne leur est imposée pour réduire leur empreinte, alors que c'est le cas pour toutes les autres activités humaines. Or, l'activité militaire provoque environ 20 % de la pollution mondiale selon le SIPRI (*Stockholm International Peace Research Institute*), organisme indépendant qui est une référence mondiale en matière d'armement. Et il s'agit seulement d'une estimation.

La campagne doit s'amplifier en France car "le ministère des Armées a aujourd'hui l'empreinte environnementale la plus importante de l'État", comme a reconnu Florence Parly, la ministre des Armées, lors du Congrès mondial de la nature qui s'est déroulé du 3 au 11 septembre 2021 à Marseille.

#### Dépasser l'inaction des armées

Certes, depuis de nombreuses années, l'armée se dit soucieuse du dérèglement climatique. Pour sensibiliser ses troupes, les militaires organisent même chaque année une semaine du développement durable ! De même, à l'initiative du ministère des Armées, des conférences internationales sur le climat et la défense ont permis de faire le constat d'un "consensus général sur l'expression d'une inquiétude partagée concernant l'impact des changements climatiques sur la sécurité internationale susceptible d'aggraver voire de provoquer des crises

intérieures et internationales". À cela s'ajoute la publication d'études, la mise en place de groupes de travail, l'élaboration de plans stratégiques de développement durable, etc.

Le ministère des Armées déploie les grands moyens, mais pour faire quoi ? Réduire son empreinte écologique ? Nenni, ou si peu au regard de son impact. Car la principale préoccupation des armées n'est pas d'apporter leur contribution pour limiter le réchauffement clima-



"COP26 - Désarmement pour notre planète et pour la paix. Passez à l'action sur le changement climatique et la militarisation ! Signez la pétition"

tique — par exemple, en réduisant son activité. Mais prioritairement de se préparer pour faire face aux nouvelles contraintes que cela va entraîner au niveau du matériel, des personnels dans le cadre de leurs interventions : que les chars puissent continuer à avancer, les avions à voler dans un climat dégradé.

Une première étape : inclure cette question dans la problématique environnementale et imposer le calcul de l'empreinte écologique des activités militaires. Une nouvelle campagne à initier par *Silence ? L'Observatoire des armements* est disponible pour y participer.

**Patrice Bouveret**

Pour en savoir plus : <https://actionnetwork.org>, rubrique "Stop Excluding Military Pollution from Climate Agreements".

En partenariat avec : Observatoire des armements, 187 montée de Choulans, 69005 Lyon, [www.obsarm.org](http://www.obsarm.org)

### Israël-Palestine

### N'investissez pas dans la colonisation !

Fin septembre 2021, un rapport publié par 24 organisations palestiniennes et internationales intitulé "Dévoiler les flux financiers dans les colonies israéliennes illégales" met en lumière les relations financières entre les entreprises impliquées dans la colonisation israélienne illégale du Territoire palestinien occupé et les institutions financières européennes. Entre 2018 et 2021, 114 milliards de dollars ont été fournis sous forme de prêts et de souscriptions. En mai 2021, les investisseurs européens détenaient également 141 milliards de dollars d'actions et d'obligations dans ces sociétés. En France, sont pointés du doigt le groupe BPCE (*Banque Populaire et Caisse d'Épargne*) et le Crédit Agricole, qui ont investi respectivement 8 et 7 milliard d'euros dans des compagnies

impliquées dans la colonisation illégale, ainsi que BNP Paribas, qui a octroyé 17 milliards d'euros de crédits à de telles entreprises. Le rapport appelle ces institutions à ne plus soutenir activement cette colonisation qui, rappelons-le, est susceptible d'engager la responsabilité pénale de ses soutiens en vertu du droit international relatif aux crimes de guerre et aux crimes contre l'humanité. En tant que client-es de ces banques, on peut aussi interpeller son ou sa conseillère à ce sujet.

◆ Plus d'information auprès de l'Association France Palestine Solidarité, 21 ter rue Voltaire, 75011 Paris, tél. : 01 43 72 15 79, [www.france-palestine.org](http://www.france-palestine.org)

## Italie : le maire de Riace lourdement condamné



Domenico Lucano

Riace est un village de Calabre (sud de l'Italie) qui a connu un éclairage médiatique mondial au moment de la crise des réfugiés en 2010 quand son maire, Domenico Lucano, a mis en place un système d'accueil des migrants dans sa commune. Plusieurs centaines de personnes ont été ainsi secourues, la commune leur trouvant des logements provisoires et pour certains qui sont restés sur place des emplois.

Mais en 2018, le gouvernement italien passe aux mains d'une coalition très à droite avec Matteo Salvini, leader de la Ligue, parti d'extrême-droite, comme ministre de l'Intérieur. Il ouvre alors une enquête pour détruire l'image du maire de Riace. Celui-ci est inculpé en 2018 (voir *Silence* n°473, décembre 2018) pour "association de malfaiteurs, abus de pouvoir, extorsion et détournements de fonds". Dans les faits, il lui est reproché d'avoir utilisé l'argent d'un programme européen pour confier la gestion des ordures ménagères de la commune à une association d'accueil des migrants, sans appel d'offres.

Le 30 septembre 2021, le tribunal de Locri est allé plus loin que ce que demandait le procureur en le condamnant à 13 ans de réclusion et à rembourser 500 000 euros à l'Union européenne. L'ancien maire a fait appel. Ce jugement a provoqué un immense débat en Italie : la droite trouve cela normal alors que la gauche condamne une police politique et une justice aux ordres du gouvernement, un gouvernement qui fait tout pour rejeter les migrants.



Le panneau à l'entrée du village de Riace.

## Rhône

### Airbnb : première amende pour un propriétaire

Si à Paris les dossiers Airbnb sont jugés depuis quelques années, aucune condamnation n'avait encore eu lieu ailleurs en France, avant la condamnation d'un propriétaire à Lyon en juin 2021. Le tribunal judiciaire de Lyon a condamné à 21 000 euros un propriétaire pour dépassement du nombre de nuitées autorisées (fixées à 120 par an et par meublé de tourisme).

En effet, des milliers d'appartements sont immobilisés dans certaines agglomérations par les propriétaires qui les retirent de la location classique et du parc de logement pour en tirer de juteux

bénéfices grâce aux nuitées réservées avec Airbnb, renforçant ainsi la crise du logement et la flambée des prix.

Par ailleurs, la métropole de Lyon a obtenu le feu vert du ministère du Logement pour lancer, à partir de cette fin d'année 2021, l'expérimentation du dispositif d'encadrement des loyers à Lyon et Villeurbanne pour une durée de cinq ans, comme l'appliquent déjà Paris, Lille et une dizaine de communes franciliennes. La spéculation immobilière est encore loin d'être enrayerée, mais pour une fois, elle n'accélère pas.

## Pyrénées-Atlantiques

### Alda : pour faire entendre nos voix !

Née à l'automne 2020, Alda est une association qui défend les personnes des milieux et quartiers populaires. En basque, Alda signifie "changer". Droits à des revenus et allocations suffisants, à des logements abordables et salubres, à des services publics de qualité, à un égal accès à la santé, à une alimentation saine et locale, à l'éducation, etc. :



L'objectif d'Alda est de permettre

aux gens de retrouver leur pouvoir. Alda utilise des modes d'action non-violents et son fonctionnement repose exclusivement sur l'organisation des citoyennes et citoyens. Concrètement, les bénévoles de l'association passent du temps à connaître les besoins et les demandes des habitantes d'un quartier, pour regrouper les injustices individuelles et mener des actions collectives : il s'agit de recréer de l'organisation collective dans les quartiers. Après une première action en juin 2021 à Bayonne, Alda a occupé fin septembre un logement Airbnb à Biarritz pour dénoncer une "fraude massive" de la plateforme, et l'impact néfaste des meublés de tourisme permanents sur la capacité de logement des populations locales. L'association s'appuie sur des avocats, diffuse un journal gratuitement, et surtout dispose d'un local pour se rencontrer.

◆ Alda, 20 Rue des Cordeliers, 64100 Bayonne, <https://www.alda.eus>

## EN BREF !

◆ **Monsanto sanctionné pour fichier abusif.** Le 28 juillet 2021, la CNIL, *Commission nationale informatique et libertés*, a annoncé avoir délivré une amende de 400 000 € à Monsanto pour ne pas avoir informé les personnes dont elle avait enregistré les données dans un fichier à des fins de lobbying. En 2019 la firme productrice de pesticides et d'OGM avait mis en place un fichier de 200 personnalités

politiques et de la société civile (journalistes, militant·es écologistes, etc.) susceptibles d'influencer le débat ou l'opinion publique sur le renouvellement de l'autorisation du glyphosate en Europe. Elles étaient classées selon leur influence ou encore leur soutien à la firme, avec leurs coordonnées. Suite à plusieurs plaintes, la CNIL a jugé que Monsanto n'avait pas demandé aux personnes concernées

l'autorisation de figurer dans ce fichier.

◆ **Le pass sanitaire porte atteinte au secret médical.** Les salarié·es contraint·es à la présentation d'un pass sanitaire fournissent cette information de santé non pas à la médecine du travail, mais directement à l'employeur. Or, il a été montré que les QR codes peuvent délivrer d'autres informations (PCR

ou schéma vaccinal, nombre de doses nécessaires au schéma vaccinal impliquant d'autres données de santé, etc.). Le *Syndicat de la médecine générale*, parmi d'autres, rappelle que la garantie du secret médical est "un droit inaliénable, une condition essentielle aux soins et un impératif à la non-discrimination dans le monde du travail" et affirme son opposition au pass sanitaire.

## La voiture ne sera jamais propre !

Il y a actuellement plus d'un milliard de voitures en circulation dans le monde, avec une durée de vie moyenne de 15 ans. Une voiture thermique (essence ou diesel) pèse actuellement en moyenne 1 230 kg et cela augmente de 15 kg par an. Une voiture électrique pèse en moyenne 2 200 kg.

On nous affirme que la voiture électrique est la solution pour diminuer nos émissions de gaz à effet de serre. Mais pour fabriquer une seule voiture thermique, il faut en moyenne quinze tonnes de matières premières, soit en quinze ans 15 milliards de tonnes ! Avec l'électrique, c'est encore pire. Les circuits et les batteries contiennent entre 9 à 11 kg de terres rares, et il faut extraire 800 à 1 200 tonnes de minerai brut pour extraire un seul kilo de terres rares. Pour extraire ce minerai, en extraire les terres rares, les transporter, les livrer aux usines, etc., il faut des engins qui fonctionnent tous avec des produits pétroliers. Une bonne partie des milliers de pièces nécessaires à la construction d'une voiture proviennent de la sidérurgie... qui consomme du charbon. Les alliages de plus en plus sophistiqués utilisés dans les voitures nécessitent des opérations de fabrication de plus en plus gourmandes en énergie : l'énergie grise, c'est-à-dire la

consommation d'énergie en amont de l'utilisation d'une voiture est de plus en plus élevée. Une voiture, ce sont aussi des plastiques. Ceux-ci proviennent du pétrole. On compte en moyenne 250 kg de plastiques dans une voiture. Pour que ces voitures soient utilisées, il faut des routes. L'ensemble du réseau mondial est estimé à 36 millions de kilomètres (+ 700 000 km par an) et cela nécessite chaque année 100 millions de tonnes de bitume, un autre produit pétrolier.

La voiture électrique continuera à freiner, à user des pneus et à émettre une partie importante des micro-particules présentes dans l'air.

L'électricité en France provient à 70 % du nucléaire qui est réputé "peu carboné", mais dans le monde, ce n'est pas la même histoire : 66 % de l'électricité provient de sources fossiles (donc indirectement 66 % des voitures électrique émettent autant de CO<sub>2</sub> en amont), les autres proviennent d'autres sources d'énergie (10 % pour le nucléaire, 16 % pour l'hydraulique, 7 % pour les différentes renouvelables) qui toutes posent des questions environnementales.

(Source : *Voitures électriques, retour vers le futur*, Frédéric Moreau, carfree.fr, 12 octobre 2021.)

## Railcoop démarre ses activités

Railcoop est la première Société coopérative d'intérêt collectif de France dédiée au ferroviaire, dans le cadre de l'ouverture à la concurrence des lignes de train qui est en train de se mettre en place. Son ambition est de participer à la transition écologique tout en désenclavant les territoires peu ou mal desservis. La coopérative, qui comprend plus de 9 000 sociétaires, a reçu sa licence d'entreprise ferroviaire fin septembre 2021, et lance son premier service de fret à la mi-novembre 2021 pour une expérimentation d'un an. Une navette quotidienne Viviez-Decazeville-Capdenac-Toulouse-Saint-Jory relie l'Aveyron et le Lot à la plateforme logistique de Toulouse-Saint-Jory. L'idée est que les 16 wagons soulagent quotidiennement les routes de 40 camions. Étape suivante prévue pour décembre 2022 : le lancement du premier train voyageurs entre Bordeaux et Lyon via le Massif central.

♦ Railcoop, 2 avenue d'Aurillac, 46100 Figeac, tél. : 05 65 14 08 22, [www.railcoop.fr](http://www.railcoop.fr)



## EN BREF !

♦ **Les dangers du dioxyde de titane enfin reconnus par l'Europe.** L'Autorité Européenne de Sécurité des Aliments (EFSA) a reconnu officiellement la dangerosité du dioxyde de titane (E171) présent dans de nombreux aliments et médicaments. Il est reconnu comme génotoxique, c'est à dire pouvant endommager l'ADN, ce qui peut conduire à des pathologies de type cancers. En France depuis 2020, cette nanoparticule est interdite dans l'alimentation mais pas dans les médicaments et cosmétiques. Il est donc urgent d'aller plus loin dans son interdiction en France comme en Europe.

♦ **Lourdes sanctions contre des utilisateurs de pesticides interdits dans la Manche.** Le 2 septembre 2021, le tribunal correctionnel de Coutances a condamné des agriculteurs pour détention et utilisation de dichloropropène, un pesticide cancérigène probable, interdit depuis 2018. Les peines de 10 000 à 80 000 € touchent également les intermédiaires de ce véritable trafic de 132 tonnes de pesticides dont presque 100 tonnes ont été épanchées sur des cultures de carottes depuis 2018. La Confédération Paysanne et Générations Futures s'étaient constitués parties civiles.

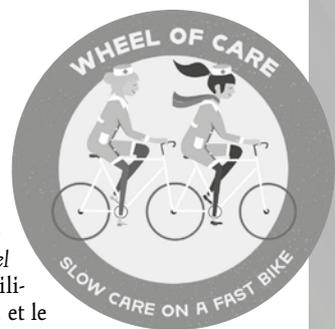
# SANTÉ

## Belgique

### Soigner à vélo

À Bruxelles, des soignant-es défendent le "slow care" (le soin lent), c'est-à-dire prendre le temps pour des soins plus humains... et plus écolos. Des sages-femmes et des infirmières se sont regroupées en 2017 autour de l'association *Wheel of Care* (Roue des soins), qui défend l'utilisation du vélo pour les visites à domicile, et le fait de prendre le temps auprès de chaque patient-e. Le tiers-payant est généralisé, et des cagnottes aident certains parents à s'équiper en matériel de puériculture. Le vélo encourage aussi à s'équiper de manière minimaliste : les sacoches sont pensées pour contenir l'essentiel et dans un esprit de réduction des déchets. Des choix bénéfiques pour l'air de la ville, la santé des patient-es... et des soignant-es !

♦ Contact : [love@wheellofcare.be](mailto:love@wheellofcare.be), tél. : 00 32 2 486 63 43 (Source : L'Âge de faire, octobre 2021, n°166.)



## Énergie



**MEUSE :**  
**BURE : OCCUPATION CONTRE LA POUBELLE NUCLÉAIRE**  
 Les opposant·es à Cigéo, le projet de l'Andra de construction d'un site d'enfouissement de déchets nucléaires en Meuse, occupent depuis deux ans le bois Lejuc sur la commune de Bure et ses alentours, et se retrouvent à la *Maison de la résistance* pour organiser la lutte. Tout soutien est le bienvenu !  
 > [www.bureburebure.info](http://www.bureburebure.info), [sauvonslajforet@riseup.net](mailto:sauvonslajforet@riseup.net), tél. : 03 29 45 41 77.

## Environnement

**GIRONDE :**  
**SILENCE, ON CAUSE !**  
 10 décembre

À Bordeaux. Sur le thème "Faut-il vraiment planter des arbres ?". Plantation de micro-forêts, "compensation écologique", volet "forêt" du plan de relance... Et si on arrêtait d'abord de détruire



des arbres pour les grands (ou petits) projets inutiles, avant d'en planter ? Est-ce que, si on plante, ce n'est pas qu'on s'est planté ?! On discutera de tout ça ensemble, en puisant des infos dans le dernier dossier de *Silence*. À 20h, entrée libre, avec repas à prix libre. Pas de pass sanitaire demandé (jauge limitée).  
 > *Le Samovar*, salon de thé associatif, 18 rue Camille Sauvageau, 33800 Bordeaux, tél. : 07 66 11 23 88

## Fêtes, foires, salons



**HAUTE-SAVOIE :**  
**LE FABULEUX VILLAGE**  
 10 décembre - 8 janvier

À Evian. Loin du père Noël "coca-cola", la ville se transforme en bulle de poésie où rien n'est à vendre, tout est à imaginer. 350 tonnes de bois flotté sont récupérées pour réaliser 600 sculptures. Théâtre, contes, musique, cirque,

manèges-théâtres à propulsion parentale, sont de la partie. Le public pourra aussi s'évader à bord du bateau électrosolaire.  
 > *Office de tourisme*, place porte-d'Allinges, 74000 Evian, tél. : 04 50 75 04 26

## Paix

**ROUEN :**  
**URGENCE CLIMATIQUE : ET MOI ? ET NOUS ?**  
 7 décembre

À partir d'une présentation du dernier rapport du GIEC, ce "café de la non-violence" organisé par le MAN-Normandie (Mouvement pour une Alternative Non-violente) permettra d'explorer les changements réellement possibles, dès aujourd'hui, dès demain, à notre échelle individuelle, dans nos engagements collectifs et dans nos choix politiques.  
 > À la Brasserie Paul, 1 place de la cathédrale, de 19h à 20h30. MAN-Normandie, 10 impasse Gustave Guéville, 76960 Notre-Dame-de-Bondeville, [man.normandie@nonviolence.fr](mailto:man.normandie@nonviolence.fr), [www.nonviolence.fr](http://www.nonviolence.fr)

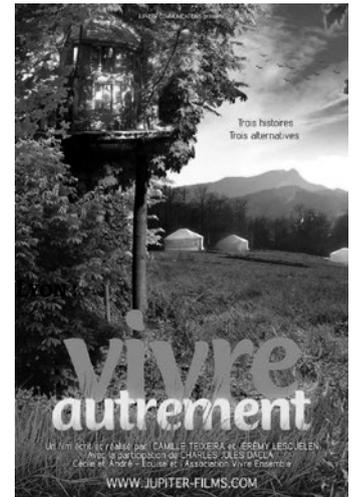
## Politique, société



**LYON :**  
**VISITE DE LA VILLE-MACHINE**  
 29 décembre

Le collectif technocritique *Les Décablés* organise une visite critique de Lyon pour prolonger l'enquête réalisée pour leur brochure "Enquête sur la 'smart city' lyonnaise". C'est le quartier Confluence qui a été choisi pour cette visite, car il est emblématique de la ville-machine. Identifier les dispositifs de la nouvelle économie immatérielle et l'invasion des rues par les appareils connectés, échanger autour des résistances à apporter, sont au programme. Rendez-vous à 17h30 devant la longue station de Velo'v au sud de la gare de Perrache, rue Dugas-Montbel, proche de la place des Archives.  
 > *Les Décablés*, Maison des étudiants, 25 Rue Jaboulay, 69007 Lyon.

## Silence



**LYON :**  
**CINÉ-CLUB**  
 1<sup>er</sup> décembre

Chaque premier mercredi du mois, l'équipe lyonnaise du ciné-club de *Silence*, en partenariat avec l'Aquarium, propose un film suivi d'un débat. Projection du film *Vivre autrement* de Camille Teixeira et Jérémy Lesquelen suivi d'un échange. Trois histoires de vies alternatives, trois façons de changer son quotidien, trois portraits. Un couple, un homme seul, et un collectif, décident de vivre leurs rêves... Accueil à 19h30, possibilité de prendre un verre et petite restauration, début de la séance à 20h30.  
 > *Réservation conseillée par mail* [aquarium.reservations@gmail.com](mailto:aquarium.reservations@gmail.com) ou sur le site : <https://aquarium-cine-cafe.fr>. *Ciné café* L'Aquarium, 10 rue Dumont, 69004 Lyon, tél. : 09 81 96 94 29, [aquarium.cinecafe@gmail.com](mailto:aquarium.cinecafe@gmail.com)

**LYON :**  
**EXPÉDITION DE SILENCE**  
 16-17 décembre

Dans nos locaux. Le jeudi de 9h à 18h, le vendredi de 9h à 12h. Sur inscription et dans le respect des gestes barrières.

Encarts contre stand

# Transrural initiatives

## La revue des territoires ruraux



Une revue bimestrielle...  
 → associative et participative  
 → sans publicité  
 → qui valorise les initiatives locales et invite à l'action

### POUR S'ABONNER

Tél. 01 48 74 52 88  
 Site internet : [www.transrural-initiatives.org](http://www.transrural-initiatives.org)  
 Mail : [transrural@globenet.org](mailto:transrural@globenet.org)



# Faire avancer le désinvestissement climatique

**La campagne de désinvestissement pour le climat est méconnue en France. C'est pourtant un levier important pour freiner la destruction de la planète et transformer les imaginaires, estime Pascal Hugo, membre des Grands-Parents pour le climat.**

Il y a une dizaine d'années, des étudiant·es étasunien·nes ont réalisé que leur université était pleine de contradictions. Elle leur donnait la meilleure formation possible pour leur assurer un bon avenir, mais pendant ce temps elle cherchait la meilleure rentabilité pour ses capitaux. En plaçant ainsi ses actifs dans le charbon ou le gaz de schiste, elle contribuait à détruire leur avenir. Ils et elles ont donc demandé de désinvestir, pour réinvestir dans l'économie durable. Puis les étudiant·es ont fait pression, et cela dans la durée (*sit-in...*), jusqu'à obtenir gain de cause. Cette initiative a fait tache d'huile dans d'autres universités. Devant l'originalité et la pertinence de ces actions, l'association de défense du climat *350.org* a lancé ce mouvement à l'international, tous secteurs confondus (*Fossil Free*) (1).

## Un mouvement encore méconnu en France

Lors de la COP21 en 2015 déjà, de nombreuses structures s'étaient engagées dans le désinvestissement.

Ce mouvement s'était répandu surtout dans le monde anglophone, ainsi que dans le nord de l'Europe. C'est à ce moment que *La Revue Durable*,

revue suisse pour la transition, a publié un dossier (n°55) (2) exposant le mouvement du désinvestissement. Depuis, des progrès ont été faits en Suisse (caisse de pension de la Ville de Lausanne par exemple), mais beaucoup moins en France.

Il est vraiment dommage qu'en France on ne se saisisse pas de ce levier pour contribuer à changer la situation. Il s'agit d'un type d'action à la portée de chacun·e : demandes argumentées, pétitions, marches, *sit-in* ne sont pas des motifs de garde à vue, et encore moins de procès. D'autre part, le désinvestissement peut concerner tous les secteurs de la société (collectivités territoriales, entreprises, congrégations religieuses, assurances, fonds de pension, etc.). Il peut viser des structures nationales, régionales ou locales. Il paraît judicieux au départ de cibler les structures qui contiennent un peu d'éthique dans leur ADN.

## Prioriser l'avenir par rapport à l'argent

La valeur symbolique de ce type d'action est très forte. Le désinvestissement appelle à un changement de l'échelle des valeurs : prioriser l'avenir par rapport à l'argent. C'est l'antithèse même de notre société capitaliste



Zéro fossile : "désinvestissons!"

financiarisée. Si les actions menées dans ce domaine diminuent un peu les émissions de gaz à effet de serre (en cas de réussite), elles contribuent surtout à décoloniser les imaginaires. Et c'est bien le grand enjeu pour changer de cap.

Exemple : un appel au désinvestissement dans l'Église catholique a été lancé par le pape, en tant qu'impératif moral pour les catholiques (3). Il fallait se saisir de cette opportunité. C'est ce qu'a fait *Grands-Parents pour le Climat – France* (4), en publiant une lettre ouverte adressée à la fois à la Conférence des évêques, et à chaque évêque. Elle leur demande d'annoncer leur entrée en désinvestissement.

Dans d'autres pays, les jeunes nous montrent la voie en appelant le fonds de pension de leur ville à désinvestir. Les argumentaires, la réflexion sur le désinvestissement sont bien avancés. Il ne reste plus qu'à passer à l'action. ♦

3. Voir sur <https://laudatosiweek.org> la rubrique "Désinvestissement : l'impératif moral des catholiques".

4. *Grands-parents pour le climat - France* est une association née en 2015. Elle s'engage pour mobiliser la génération des grands-parents par la promotion des écogestes, de l'épargne écologique, de l'éducation des plus jeunes, de l'interpellation des acteurs politiques, économiques et financiers. *Grands-Parents pour le Climat France*, 21 boulevard du Sud-Est, 92000 Nanterre, <http://grandsparentsclimatfrance.fr>

1. Voir <https://350.org> et <https://gofossilfree.org>. Voir aussi *Reclaim finances*, 75 rue Manin, 75019 Paris, <https://reclaimfinance.org>

2. Voir l'onglet "La revue durable" sur le site <https://artisansdelatransition.org>

› Texte : **Sandra Blondel et Pascal Hennequin**

# "Zapatistes, envahissez-nous !"

En octobre 2020, les zapatistes lançaient depuis le Chiapas leur premier communiqué annonçant leur "Voyage pour la vie" sur les cinq continents. Le message de cette "conquête inversée" réalisé à l'occasion des 500 ans de la conquête espagnole, était clair : "Nous dirons que nous n'avons pas été conquis. Que nous sommes toujours en résistance et en rébellion".



Rencontres féministes en mixité choisie à la ZAD et cérémonie de lancement depuis le phare de Notre-Dame-des-Landes de la force aérienne de la ZAD, venant en appui à la force aérienne zapatiste, été 2021.

Le 22 juin 2021, après cinquante jours à bord du navire renommé *La Montagne* en référence aux caravelles de Christophe Colomb, l'Escadron 421 composé de 7 personnes – 4 femmes, 2 hommes et une personne transgenre – posait le premier pas à Vigo et renommait l'Europe : "Slumil K'Axemk'Op" (*Terre insoumise*).

L'Escadron 421 devait être rejoint rapidement par une délégation plus large composée majoritairement de femmes mais qui a été retardée cet été pour différentes raisons liées au contexte sanitaire et à l'administration mexicaine qui a parfois refusé de délivrer des passeports à ces indigènes qu'elle a qualifiés d'"extemporaneos" (= hors temps).

Cette délégation de 177 personnes a fini par partir de Mexico pour arriver à Vienne en Autriche le 14 septembre 2021. Menée par le Sous-Commandant Insurgé Moisés, elle a exprimé que la lutte pour la vie passe concrètement et d'abord par la lutte contre le capitalisme, le patriarcat et les violences faites aux femmes.

Dès lors ont pu commencer les premières rencontres des groupes *Écoute et Paroles* zapatistes avec l'Europe d'en bas à gauche. La délégation s'était répartie en 28 groupes de 5 afin de pouvoir répondre aux plus des 600 invitations reçues de la Laponie à Chypre, du Portugal jusqu'en Sibérie. En France, ces rencontres ont lieu depuis le 12 octobre avec 8 groupes de 5 zapatistes répartis sur tout le territoire.

Chaque collectif invitant a établi son propre programme de rencontres. Par exemple, au sein de la Coordination Nord-Ouest allant de Douarnenez à Moutiers-les Mauxfaits en passant par la ZAD de Notre-Dame-Des-Landes, l'échange s'est fait autour des différentes stratégies de luttes anti-nucléaires, féministes, décoloniales, paysannes, contre les méga-projets, etc, propres à chaque géographie mais aussi sur les différentes manières d'être autonome de ce système mortifère.

La délégation a parcouru le reste de l'Europe jusqu'à début décembre, avant l'arrivée de deux nouvelles vagues zapatistes qui devraient suivre pour continuer à tisser des liens et disséminer le virus de la résistance. ♦

Sandra Blondel et Pascal Hennequin ont fondé il y a bientôt 20 ans *fokus21*, une structure associative qui produit, réalise et diffuse des projets documentaires. Il et elle ont notamment réalisé *Irrintzina, le cri de la génération climat*. Le duo documentaire depuis 9 mois le Voyage pour la vie des zapatistes, depuis son territoire breton jusqu'aux montagnes du Chiapas et différents territoires d'Europe. A découvrir sur grand écran d'ici quelques mois dans le documentaire *Le début du Monde*.

## ➔ En savoir +

- ♦ Le titre de cet article est tiré d'un slogan affiché à la Rollandière, le phare de la ZAD de Notre-Dame-des-Landes.



Arrivée et premiers pas de l'Escadron 421 à Vigo, après 7 semaines de transatlantique à bord de La Montagne et le slogan Despertad (Réveillez-vous !).



Poings levés de l'Escadron 421 lors de la cérémonie d'accueil à Vigo, en Galice, Espagne.



L'Escadron 421, accompagné de plus de 2500 personnes a défilé dans les rues de Madrid le 13 août 2021 jusqu'à la place Christophe Colomb - 500 ans exactement après la prise de la cité de Tenochtitlán (l'actuelle Mexico) par le conquistador Hernan Cortès.



Cérémonie d'accueil par les militantes autrichiennes et internationales à l'aéroport de Vienne, Autriche. La délégation est composée à 80 % de femmes.



La délégation de 177 membres de l'armée zapatiste arrive à l'aéroport de Vienne en Autriche, ordonnée en colonnes.



Première rencontre d'un camp climat installé pour lutter contre une extension autoroutière autour de la ville de Vienne, camp notamment organisé par des militantes d'Extinction Rebellion.

Toutes les photos: F.NKI/fokuszi

› Propos recueillis par : **Guillaume Gamblin**

# Désobéissance civile pour le climat



Arrivée du tour Alternatiba 2018. "Alternatiba et Extinction Rebellion ont des groupes et des activistes qui se consacrent spécifiquement au bien-être des personnes durant l'action mais également quand celle-ci prend fin. Qu'il s'agisse d'attendre les personnes après leur garde à vue, ou de les accueillir dans un lieu afin qu'ils et elles puissent se reposer après, tout est prévu pour que chacune se sente accompagnée dans son engagement. Le bien-être militant est un moyen important pour pérenniser l'engagement."

Charlotte Secco, chercheuse associée à l'Institut de recherche sur la Résolution Non-violente des conflits, a réalisé un mémoire sur "La désobéissance civile dans le cadre des mobilisations pour le climat". Cet article reprend de manière synthétique les points principaux de cette recherche.

**Silence** : Dans votre mémoire vous étudiez particulièrement deux mouvements engagés pour le climat : **Alternatiba** et **Extinction Rebellion**. Ils semblent tous deux avoir des identités et des visées proches. Qu'est-ce qui les rapproche et qu'est-ce qui les distingue, en termes de culture militante, de positionnements, d'objectifs et de stratégies ?

**Charlotte Secco** : L'objectif d'Alternatiba et d'ANV-COP21 (groupe créé pour les actions de désobéissance civile) est très clair : respecter les accords de Paris signés lors de la COP21. Pour atteindre ces objectifs, ils ont fait le choix de l'action non-violente. Le procédé est défini dans leur manuel de présentation (1). Alternatiba fonctionne par cooptation. Le système de prise de décision est donc assez opaque. Pour y

accéder, il faut être considéré-e comme personne de confiance, ce qui garantit la confidentialité des actions, confidentialité nécessaire à leur réussite.

Les objectifs d'Extinction Rebellion sont définis dans leurs 4 revendications (2) et leur stratégie d'action doit respecter 10 principes (3). Ils souhaitent opérer un changement radical de la société afin de respecter toutes les formes du vivant. Le système d'organisation est également plus horizontal. Chacun-e peut avoir accès à la prise de décision. Cette ouverture peut rendre le processus décisionnaire plus complexe et le consensus d'action non-violent plus difficile à respecter.

**Comment ces mouvements et leurs activistes se positionnent-ils par**

**rapport à la non-violence, dans leurs discours et dans leurs pratiques ?**

Le choix de l'action non-violente est apparu comme davantage stratégique qu'idéologique ou philosophique au sein des deux collectifs. Très peu de

## Livret d'accueil Alternatiba et ANV-COP21

"Alternatiba et ANV-COP21 sont deux mouvements citoyens, créés en 2013 et 2015, sous la forme de réseaux décentralisés de groupes locaux autonomes. Les deux mouvements, partiellement jumelés, visent à relever le défi climatique en contribuant à faire émerger un mouvement de masse, à la fois radical et populaire, non-violent et déterminé."

1. Voir le "Livret d'accueil Alternatiba & ANV-COP21", sur [calameo.com](http://calameo.com)

2. Voir "Nos revendications" sur [extinctionrebellion.fr](http://extinctionrebellion.fr)

3. Voir "Nos principes" sur [extinctionrebellion.fr](http://extinctionrebellion.fr)

personnes sont des adeptes convaincu-es de la non-violence.

Cependant, cette modalité d'action est plus inclusive que toute forme d'action violente car chacun-e peut y participer. C'est également un choix stratégique et médiatique qui permet de toucher plus facilement l'opinion publique. Ensuite, c'est un choix réellement politique. Se revendiquer comme non-violent-e, c'est refuser l'usage de la violence et donc dénoncer toutes les formes de violences, symboliques et physiques, dont l'État fait preuve.

S'engager dans ces collectifs signifie devoir respecter le consensus non-violent, que ce soit physiquement ou verbalement, contre qui que ce soit. La détérioration de matériel fait l'objet d'un débat et dépend du consensus de chaque action.

### Quels sont les profils et les trajectoires des personnes qui composent ces deux mouvements ?

Les profils sont assez divers concernant les militant-es, bien qu'il s'agisse d'un public assez jeune (20-35 ans). L'âge moyen des militant-es s'explique notamment par l'utilisation d'outils numériques que maîtrise d'avantage une tranche plus jeune de la population. L'engagement représente également un investissement personnel important qui n'est pas à la portée de tout le monde.

Dans les deux collectifs, on remarque une population importante de "novices", c'est-à-dire de personnes peu ou pas politisées à la base. Beaucoup des personnes rencontrées ont commencé par changer leur comportement en se mettant au zéro déchet et/ou au végétarisme. Cependant, les gestes individuels leurs ont vite paru insuffisants au regard de la situation climatique actuelle. C'est



Action d'Extinction Rebellion le 4 septembre 2020 à Lyon. Pour Charlotte Secco, "De nombreuses étapes de l'engagement dans ces deux mouvements, et par la suite du militantisme, se passent en ligne sur les différents outils de messageries électroniques. En effet, il est indispensable de télécharger *Télégram* chez *Alternatiba* ou de se créer une adresse proton pour pouvoir avoir accès à la base XR. Cet obstacle numérique est réel. L'intégration numérique est l'une des raisons pour laquelle une militante interrogée a pu entrer en contact avec *Alternatiba* et non avec *Extinction Rebellion*. Elle n'a pas compris le fonctionnement de la base tandis que des militants *Alternatiba* lui ont installé *Télégram*."

ainsi que beaucoup d'entre elles et eux sont passé-es à l'action collective.

Il existe aussi une tranche de militant-es plus expérimenté-es qui a déjà un parcours militant important. Ainsi, les deux mouvements proposent énormément de formations (stratégiques et théoriques) afin que chaque personne soit la plus autonome possible dans son militantisme.

### En quoi selon vous le choix de la non-violence est-il lié à la défense de l'écologie ?

Le choix de l'action non-violente et plus précisément de la désobéissance civile semblait tout indiqué pour la défense de l'écologie. En raison de l'état de nécessité défini dans le code

pénal qui stipule que l'on peut engager une action illégale "pour sauvegarder un intérêt supérieur", mais également au nom du principe de précaution qui indique qu'on ne doit pas attendre d'obtenir une certitude scientifique pour entreprendre des changements en cas de dommages irréversibles. La désobéissance civile trouve donc une justification légale. L'état d'urgence climatique amène à contourner la lenteur des démarches législatives trop lentes au regard de la situation climatique (4).

D'un point de vue éthique, l'action non-violente permet également de s'extraire du cercle vicieux de la violence. Les militant-es agissent contre la destruction du vivant et la société néo-libérale qui en est responsable. Cette société est perçue comme violente et il s'agit de ne pas reproduire ses mécanismes afin de ne pas tomber dans les mêmes écueils. ♦

4. Voir Hayes G. et Ollitrault S., "Contester", dans *La désobéissance civile*, Presses de Sciences Po, 2013.

### ➔ En savoir +

- ♦ Alternatiba, <https://alternatiba.eu>
- ♦ Extinction Rebellion, <https://extinctionrebellion.fr>
- ♦ Institut de recherche sur la résolution non-violente des conflits (IRNC), 14 rue des Meuniers, 93100 Montreuil, [www.irnc.org](http://www.irnc.org)

## Les 4 revendications formulées par *Extinction Rebellion* sont :

- La reconnaissance de la gravité et de l'urgence des crises écologiques actuelles et une communication honnête sur le sujet.
- La réduction immédiate des émissions de gaz à effet de serre pour atteindre la neutralité carbone en 2025, grâce à une réduction de la consommation et une descente énergétique planifiée.
- L'arrêt immédiat de la destruction des écosystèmes océaniques et terrestres, à l'origine d'une extinction massive du monde vivant.
- La création d'une assemblée citoyenne chargée de décider des mesures à mettre en place pour atteindre ces objectifs et garante d'une transition juste et équitable.

› Texte : **Mehdi Derradji**,  
chargé de communication et des relations extérieures de l'association *Survie*

# Françafrique, bière et paradis fiscaux



Usine des Brasseries du Cameroun (groupe Castel) à Yaoundé.

**Premier négociant français de vin, propriétaire notamment du groupe *Nicolas, Castel* est aussi - et surtout - un empire françafricain de la bière et des boissons gazeuses. Mais pendant que le groupe *Castel* brasse de l'or, les peuples africains trinquent.**

S'étendant sur plus de 25 pays, bien au-delà du pré carré africain traditionnel de la France, le groupe *Castel* est aussi présent dans le secteur des jus de fruit, des eaux minérales, du sucre et des huiles végétales. C'est au Gabon, à la fin des années 1960, que *Castel* ouvre sa première brasserie. Dans les années 1970 et 1980, le groupe ouvre d'autres brasseries sur le continent, mais c'est véritablement en 1990, lorsqu'il rachète les *Brasseries*

*et glaciers internationales*, que *Castel* s'impose comme le leader des boissons en Afrique francophone. Depuis, fort de ses liens privilégiés avec les chefs d'État africains et les banques qui soutiennent ses investissements, Pierre Castel n'aura de cesse de développer son empire.

### **Pratiques anticoncurrentielles**

Le tournant néo-libéral des années 1980 a été déterminant dans la

trajectoire du groupe *Castel*, mais ce sont principalement les relations de son fondateur et sa pratique assidue de l'évasion fiscale qui assurent la prospérité de la multinationale. Pierre Castel sait en effet s'adjoindre les services de personnalités politiques françaises influentes. Mais il a surtout su entretenir une grande proximité avec les chefs d'État des pays dans lesquels il opère. Ses réseaux incluent en effet de nombreux dictateurs. Cette proximité se

## "La sentinelle" appelle à des réactions immédiates fortes

*The Sentry* (la sentinelle) est une ONG étasunienne dont la mission consiste à enquêter sur l'argent sale généré par la criminalité accompagnant les guerres, en Afrique notamment. Elle est partenaire de la *Clooney Foundation for Justice*. Son rapport, publié le 18 août 2021, porte le titre éloquent de *Culture de la violence : le groupe Castel, géant français du sucre et des boissons, lié au financement de milices armées en République centrafricaine*. Il démontre que Castel, via sa filiale la *SUCAF*, contribue aux pires exactions dans le pays et à la prolongation du conflit armé, depuis plus de six ans, et en toute connaissance de cause. La gravité des faits est telle que *The Sentry* recommande, entre autres, une mobilisation urgente du parquet anti-terroriste français, celle de la Cour Pénale Internationale et celle de la cour spéciale de la République centrafricaine. L'ONG en appelle aussi à tous les conseils d'administration et actionnaires de "l'empire d'affaire de Pierre Castel" pour se saisir d'urgence du dossier.

fléaux), *Survie* place les exigences de transparence et de justice fiscales au cœur de l'action pour contrer le groupe *Castel* et les multinationales sans scrupule. Il s'agit notamment de soumettre ces groupes à l'obligation de publier des rapports d'informations sur leurs activités, pays par pays. Une directive européenne en ce sens est en cours de négociation mais ne devrait évidemment pas se limiter aux pays européens pour être efficace. Il s'agit aussi de rendre publiques et effectivement accessibles les informations sur les propriétaires réels des sociétés.

L'obligation pour les multinationales de payer des impôts pays par pays, en fonction des activités réelles et avec un taux minimal d'imposition effectif est une idée qui fait son chemin. Cependant, face à la lenteur des négociations internationales au sein d'instances telles que le *G20* et l'*OCDE*, des pays du Sud s'efforcent d'obtenir la création d'un organisme fiscal international à l'*ONU*, qui leur donnerait un vrai pouvoir de négociation. ♦

traduit par l'attribution en sa faveur d'entreprises publiques sans appel d'offre comme en Angola en 2005, ou par la mise hors course de concurrents comme au Burkina Faso au début des années 2000. *Castel* ne s'embarrasse pas non plus de scrupules lorsqu'il s'agit de défendre ses intérêts. Ainsi, une de ses filiales centrafricaines a récemment été accusée par une ONG étasunienne de défense des droits humains de financer un groupe armé afin de garantir le bon déroulement de ses activités (voir encadré).

### Évasion fiscale

Si le groupe *Castel* est connu depuis longtemps pour ses pratiques anti-concurrentielles, il l'est tout autant pour son recours assidu à l'évasion fiscale. Un mécanisme complexe de sociétés domiciliées dans des paradis fiscaux permet en effet au groupe de placer ses bénéfices dans des places offshore.

Ainsi, ses principales marques, comme ses centrales d'achat, sont domiciliées dans des pays à la fiscalité accommodante. Les sommes soustraites aux administrations fiscales du continent permettraient le financement de services publics essentiels pour les populations africaines. De plus, en favorisant les échanges commerciaux entre sociétés appartenant au même groupe, ce système d'évasion fiscale facilite les manipulations des prix et les fausses facturations, réduisant d'autant plus l'imposition sur les bénéficiaires dans les pays dans lesquels l'entreprise opère. L'ascension du groupe *Castel* démontre, s'il en était encore besoin, la profondeur des réseaux français ainsi que l'inanité de la théorie du ruissellement.

### Les pistes d'action

En lien avec la *Plateforme Paradis fiscaux et judiciaires* (qui réunit 19 organisations françaises en lutte contre ces

### ➔ En savoir +

- ♦ Association *Survie*, 21ter Rue Voltaire, 75011 Paris, tél. : 09 53 14 49 74, <https://survie.org>
- ♦ "Rapport *Castel*. Une enquête sur les stratégies d'évitement de l'impôt de la multinationale française des boissons", disponible sur <https://survie.org>



› Texte : **Michel Bernard**

› Photos : **Anne-Sophie Clemençon**

# Torri Superiore : un écovillage sur la frontière



C'est dans un ancien hameau médiéval, à quelques kilomètres de la frontière française et de la Méditerranée, que s'est développé un des écovillages les plus dynamiques d'Europe.

## Fiche d'identité

**Localisation :** Torri, hameau de la commune de Vintimille, Italie, frontière avec la France

**Création :** 1989

**Population :** 22 familles en permanence + une activité d'hôtellerie (12 chambres pouvant accueillir 25 personnes)

**Surface des terres :** 2 hectares en propriété + quelques hectares en location

**Surface du foncier :** 162 pièces soit plus de 3 000 m<sup>2</sup>

**Structure juridique :** association pour les résidents, coopérative pour l'hôtellerie (7 salarié-es)



Un seul bâtiment de 162 pièces sur huit niveaux.

Entre le 14<sup>e</sup> et le 18<sup>e</sup> siècle, l'ancien village de Torri, sur la commune de Vintimille, a été construit sous forme d'une forteresse, en un seul bloc d'une centaine de mètres de long, avec un labyrinthe d'escaliers et de ruelles, sur huit niveaux différents. Il comprend 162 pièces et de nombreuses terrasses. Au 18<sup>e</sup> siècle, environ 200 personnes y habitaient. Puis les changements économiques et sociaux ont provoqué le déplacement du village un peu plus bas dans la vallée et l'exode d'une partie de la population.

## Naissance d'un écovillage

Lorsque Christina découvre les lieux à la fin des années 1980, l'ensemble est à l'abandon. La commune ne sait que faire des bâtiments qui menacent

de tomber en ruines et qui ont été plusieurs fois squattés (1).

Elle crée alors l'*Associazione Culturale Torri Superiore* en 1989 pour transformer cet ancien village en écovillage et y accueillir une communauté de résident-es. Le prix d'achat est très faible. Une vingtaine de familles se manifestent et un montage financier est mis en place : l'association gère la moitié des bâtiments, l'autre moitié est divisée en une vingtaine d'appartements que chaque famille achète et restaure. Toutes les familles font partie de l'association qui gère les lieux, et assurent différentes activités collectives : tous les repas sont pris en commun, les personnes de passage peuvent s'y restaurer et une partie hôtellerie est

mise en place. L'association compte également une dizaine de membres extérieures, des personnes qui ont aidées au financement des chantiers.

La charte de l'association précise les principes de base de l'écovillage : faire du durable, développer la coopération, les activités culturelles et sociales, faire de l'agriculture biologique... Il n'y a aucun engagement politique ou religieux. Une assemblée générale se tient deux fois par an et fonctionne à la majorité. Un conseil d'administration se réunit plus souvent pour la gestion générale. Enfin des réunions des résident-es se tiennent chaque lundi pour la gestion de la vie quotidienne. Là, les décisions se prennent au consensus.

Au début, les habitant-es du village les regardaient avec méfiance, mais ensuite les chantiers de reconstruction,

1. Il y a eu des trafics de drogue, une secte satanique, etc.

le développement des potagers, tout le travail effectué, les ont rassurés. L'écovillage a organisé des journées portes ouvertes, a participé à des chantiers communaux notamment pour l'entretien des chemins et très vite, une relation de confiance s'est établie.

### Une situation stable

Le dernier changement de résident remonte à 2009. Au départ, il y avait beaucoup d'enfants, mais aujourd'hui, ils ne sont plus que 5 à vivre encore sur place. La partie hôtelière a servi pendant longtemps à loger les personnes qui venaient aider aux chantiers de reconstruction, mais désormais ces chantiers sont plus limités : l'ensemble du village a été restauré et toutes les pièces sont habitées.

Au fil des années, l'écovillage a loué ou acheté des terres agricoles. Le dernier achat en 2020, a été celui du champ sous les fenêtres de l'immense bâtiment, ce qui a permis d'y installer une zone maraîchère où viennent se servir directement les personnes qui préparent les repas. Le groupe possède plusieurs vergers dont 700 oliviers qui lui permettent d'être autonome en huile, des abricotiers, des avocatiers, du raisin de table, des figuiers... La production de kumquat, un petit agrume, permet d'avoir des fruits au début de l'hiver. Il y a aussi des cerisiers, mais les oiseaux s'y nourrissent avant les humains.

Il y a eu des tentatives d'élevage de chèvres, mais la dispersion des parcelles disponibles nécessite une grande surveillance et cela a été abandonné. Il y a eu aussi une tentative avec des brebis, mais l'élevage pose des problèmes d'éthique : les jeunes mâles doivent être tués et personne ne se sent à l'aise avec cela (3 personnes sont végétariennes, de la viande est proposée

## Vieillesse

Seuls deux appartements sont accessibles sans escalier. L'un des résidents, Massimo, a accueilli un temps sa mère sur place. Mais à un moment, celle-ci ayant du mal à marcher et des problèmes de vue, elle n'a pas pu y rester. Le problème qui s'est posé il y a quelque temps pour les parents, va se poser maintenant pour les résident·es les plus âgé·es.



*Christina, la fondatrice.*

seulement 2 à 3 repas par semaine). Il reste aujourd'hui des poules pour les œufs et deux vieux ânes qui finissent leurs jours tranquillement.

### Ressources énergétiques

Sur le plan énergétique, il y a pas mal de capteurs solaires thermiques installés astucieusement sur les pentes de la montagne, à l'arrière du village, quasiment invisibles, qui fournissent de grandes quantités d'eau chaude. Au début des années 2000, des capteurs photovoltaïques ont commencé à être installés, sur les toits (8 kWc seulement) et cela ne produit qu'un peu de l'électricité consommée. Le collectif a renoncé à installer une pompe à chaleur à cause

du bruit que cela entraîne. Reste donc essentiellement le bois et un peu de gaz. Ce dernier est utilisé en démarrage du chauffage ou lorsque, rarement, il fait très froid.

### Ressources financières

Une partie des personnes résidentes travaillent à l'hôtellerie et à la préparation des repas collectifs (à la vingtaine de personnes résidentes présentes à l'année, il peut s'ajouter jusqu'à une quarantaine de personnes en saison estivale : globalement l'activité hôtelière permet de financer l'ensemble des frais de nourriture de tout le groupe). D'autres ont une activité extérieure comme la tenue d'un



*Sur les toits, des capteurs thermiques.*

La terrasse de l'hôtellerie avec vue sur le village.



## Autres écovillages en Italie

Il existe plus d'une vingtaine de groupes adhérents au réseau des écovillages en Italie : 9 dans les Alpes du Nord, 6 près de la frontière avec la Slovénie, 2 vers Gênes, 3 vers Bologne, 3 vers Florence, 2 vers Pérouse, 2 dans le sud de l'Italie. On peut les retrouver, comme pour les autres pays, sur une carte en ligne : <https://ecovillage.org>

bar alternatif au centre de Vintimille. Certain-es sont devenu-es artisan-es après s'être formé-es durant la restauration du hameau. Leurs savoirs sont recherchés : construction en pierre, ferronnerie et tout ce qui touche aux matériaux naturels et durables. Des personnes font de la formation en permaculture. D'autres en résolution non-violente des conflits (là aussi le lieu a été formateur !). Comme la cuisine collective leur a appris à faire des repas pour de grands nombres, de la restauration à l'extérieur est proposée à la demande pour des groupes, des événements culturels... Toutes les familles paient à l'association une cotisation mensuelle calculée pour couvrir les

frais d'entretien généraux. Cette cotisation est fixée par adulte, les enfants étant considérés comme "bien commun" à l'ensemble de la communauté. En plus de cette cotisation, chacune doit s'engager à faire des choses pour la collectivité. Aux réunions hebdomadaires du lundi soir, un planning circule avec les tâches collectives : jardinage, cuisine, entretien.

### Solidarités

Vintimille est un poste frontière très fréquenté par les migrant-es. De la même manière qu'il existe un fort réseau de solidarité pour l'accueil dans la vallée de la Roya du côté français, un réseau s'est mis en place du côté italien. *Torri Superiore* s'est associé avec la coopérative sociale *SPES Auser* (2). À l'origine, cette coopérative est née en 2011 pour créer des emplois pour des personnes handicapées. Elle a ouvert ainsi des zones de maraîchage, dispose de grandes serres et est soutenue par la commune. Progressivement, l'activité maraîchère a été ouverte aussi à des chômeu-ses. Comme en France, les réfugié-es ne peuvent pas officiellement travailler. Mais ils peuvent aider

aux cultures et repartir avec leur nourriture. Et ils et elles sont nombreuses à venir se nourrir en aidant aux jardins, en attendant un passage de la frontière. Il y a parfois jusqu'à 300 personnes, surtout d'Afrique noire, qui sont en attente sur la commune.

L'écovillage est adhérent du Réseau européen des écovillages. Pendant quatre ans, *Torri Superiore* a assuré le secrétariat de ce réseau et y est aujourd'hui toujours très actif. Christina et Lucilla continuent à assurer le secrétariat pour le réseau italien et se demandent pourquoi il y a si peu de réalisations en France (3).

Nous y avons trouvé une excellente dynamique et Christina nous en a confié la recette : "trop de groupes se penchent sur les problèmes techniques alors que le plus important ce sont les relations humaines". ♦

3. Dans les rencontres européennes, elles ont souvent rencontré *Longo Mai*, les communautés de l'Arche et le Hameau des Buis, mais peu d'autres.

### ➔ Contact

♦ **Torri Superiore**, via Torri Superiore 5, 18039 Ventimiglia, tél : (39) 0184 21 55 04, [info@torri-superiore.org](mailto:info@torri-superiore.org) (il y a une lettre électronique gratuite sur demande en italien ou en anglais)

2. *Spes Auser Aps - Associazione di parenti e amici portatori di handicap, Corso Limone Piemonte 63, 18039 Ventimiglia IM.*



**Carine Guichard**  
Gard

## Merci

Merci pour votre revue qui m'empêche de désespérer. Bravo à toutes celles et ceux qui démontrent que l'on peut vivre autrement dans le respect des autres et de la nature.

**Nadine Guion-Juilleron**  
Ain

Merci de vos travaux. Avec humour je me risquerai à dire "Silence c'est comme le cochon, tout y est bon, utile et familial". Mais étant végétarien, le bon et l'utile sont à entendre sans écho à la tradition. Silence nourrit, informe, analyse, regroupe, synthétise, fait circuler les énergies qui font la vie, apporte de l'eau au moulin des consciences. Derrière Silence, ce sont des individus, qui donnent du sens à leurs vies, en essayant de le partager, de le tisser avec d'autres.

**Bruno Chaumier**  
Espagne

## Alternatives dans Silence

Depuis quelques mois, découvrir la revue dans ma boîte aux lettres ne génère plus d'enthousiasme. A peine reste-t-il un soupçon de curiosité. Que m'arrive-t-il ? Je suis lasse du vocabulaire combatif, du champ lexical employé : celui des luttes, oppositions, résistances... bref du contre.

Mon âme aspire à la légèreté, la joie, l'amour qui donne de l'élan et permet la reliance des humains dans le cœur donc au "pour".

Quand on sait que les mots et les pensées sont créatrices, on se rend compte de l'impact émotionnel de nos lectures, discussions... Si celles-ci me rendent triste, abattue voire apathique comment puis-je rayonner autour de moi positivement ?

Notre époque a besoin d'inspiration, de soutenance, de tournures positives (plutôt que d'employer la négation "ne...pas" qui est systématique en langue française).

L'article publié dans le n° de septembre 2021, intitulé "Que faire de nos sentiments face à la situation écologique ?" vient introduire cette réflexion sur l'Être à travers la conscientisation des émotions et l'accueil de celles-ci.

Une démarche personnelle d'observation de nos états intérieurs est à mon sens indispensable pour ensuite vibrer qualitativement (par l'écrit, la parole, le visuel...) à l'extérieur de soi, dans le monde.

**Viridiana**  
Rhône

## Monnaies locales : le numérique en question



J'ai lu avec intérêt le dossier sur les monnaies locales publié dans le dernier Silence ("Quel développement pour les monnaies locales ?", Silence n°502 p. 32). J'observe toutefois que la question des monnaies locales numériques est à peine évoquée alors qu'il y a là un débat sérieux à ouvrir. Personnellement, j'estime que le nouvel esclavage qui vient, c'est le tout technologie et la digitalisation totale de la société. Est-ce cela que nous voulons ? Les animateurs des monnaies locales sont-ils conscients de cela ? Créer une monnaie locale pour en arriver là, ce n'était pas la peine. Pour ma part, je me contenterai désormais de nos euros...

**Jean-Paul Pellet**  
Allier

## Si j'étais...

Si j'étais sérieux  
j'écrirais pas, là  
mais est-ce que ce monde est sérieux  
si j'étais vivant  
je crierais  
halte au feu  
si j'étais mort  
je dirais  
peut-être  
tant mieux  
je vous laisse la merde  
débrouillez vous  
si j'étais  
entre les deux  
je dirais  
Banzai  
bas les larmes  
faites quelque chose  
ça ne peut qu'être mieux  
si j'étais un enfant  
je demanderais  
pourquoi ?  
mais comme maintenant  
suis vieux  
je dis juste  
comment  
comment  
comment vous pouvez  
laisser faire ça ?  
Que la lutte soit belle !

**Frédéric Vasseur**  
Finistère

## Recycler, réparer

Bonjour ! Le dernier numéro (502, "Le bluff de l'économie circulaire") de la revue m'a fait le plus grand bien ! cela ne signifie pas que les précédents m'ont laissée indifférente ! Mais vous dites ce que je ressentais avec des mots. Je souhaite revenir sur des passages d'articles : le recyclage du verre me pose problème. J'ai demandé à Satoriz, à des producteurs de jus de fruits locaux... s'ils reprenaient les bouteilles. Non ! Mettez les dans les conteneurs ! Certaines Biocoop les prennent, pas toutes. Quel gaspillage ! Bocal, bouteilles pourraient être lavés et réutilisés. Dans les années 50-60 on rapportait tout ça au magasin. (Je ne demande pas de compensation !)

Raccommoder des vêtements, coller des chaussures ça fait rire ou on nous traite d'avares. Comme lorsqu'on débranche des appareils et tout ce qui possède une lumière témoin, avarice et bêtise. Ne plus utiliser son aspirateur, sottise etc.

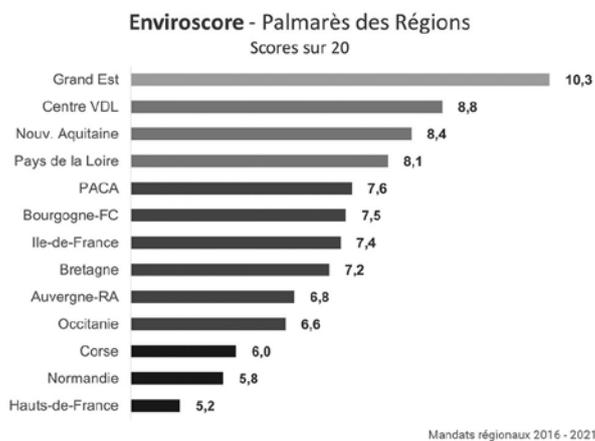
Les gens n'ont pas vraiment pris conscience de l'enjeu énorme sur la planète et sa biodiversité. Consommer, consommer, le crédo actuel. Non, je ne suis pas parfaite encore. Ça va venir. Décroissance ! Intelligence de consommation, des rapports au reste du vivant sinon quel sera l'avenir ? Amitiés à toutes et tous ! J'éteins et débranche mon ordi.

**Nadia Saiz Caceres**  
Haute-Savoie



## Le diable est dans les détails!

L'illustration autour des données *Envirocore* parue p.20 du n°502 de *Silence* me semble être un bon support pour éveiller le regard critique de votre lectorat quant aux manipulations sémantiques qu'on peut faire subir à de simples chiffres neutres.



s'agrandir à droite sur environ 130 mm (soit un peu plus loin que le pli central).

Manipulation ? À mon avis, ce n'est pas dans l'intention de la revue, mais peut-être juste une illustration utilisée telle quelle sans esprit critique. Du coup, voici une question : quelle était l'intention de l'auteur de cette illustration ?

Vaste débat.

Après une courte recherche, j'ai pu constater que ce graphique apparaît à l'identique (en couleurs) sur le site *Envirocore*, c'est donc chez cette organisation (ou son sous-traitant graphique) qu'a été établie cette illustration. Quant à savoir s'il y a une volonté de manipuler l'information, ou simplement la maladresse d'un-e graphiste qui a pensé l'esthétique avant la sémantique, c'est une autre histoire.

En conclusion, gardons l'œil éveillé.

**Loïc Bahu**

Nord

Ici, des barres nous montrent les différences de scores obtenus par les régions. Si on regarde uniquement les chiffres, on voit que la première (Grand Est) obtient un score de 10,3/20 (soit à peine au-dessus de la moyenne), tandis que la dernière (Hauts-de-France) obtient un score de 5,2/20 (soit un peu moins de la moitié du score du premier).

Pourtant, si on ne regarde que les barres, la barre du Grand Est mesure 65 mm de large, soit quasi toute la largeur de la colonne (on peut donc penser que Grand Est aura fait un quasi-sans-faute), et la barre des Hauts-de-France mesure 7 mm (soit presque 10 fois moins que Grand Est).

Ce graphique n'est pas faux en soi, simplement on ne visualise qu'une petite partie des barres. Il faut imaginer que les barres continuent à gauche sur environ 65 mm (soit bien en dehors du journal), et imaginer que l'espace dans lequel elles peuvent évoluer devrait

## Économie circulaire

La revue *Silence* est de plus en plus constructive. (...) Bravo pour votre critique de l'économie circulaire (dossier de septembre 2021). Juste un additif : il me semble qu'un des arguments assez forts est celui de l'entropie. Roger Bernard (dont j'ai suivi les cours) était très clair et convaincant sur l'impossibilité de recycler avec 100 % de rendement mais plutôt des pertes de 10 à 30 % ! (Ceci dû au grand mélange international de tous les composants qu'il faut récupérer, trier, etc.). (...)

**Gabriel Meunier**

Isère

## Nous avons également reçu...

### Essais

■ **La vallée de l'abeille noire**, Yves Élie, éd. Actes Sud, 2021, 191 p., 20 €. Elle a résisté aux ères glaciaires les plus froides, et survécu jusqu'à aujourd'hui. Face aux bouleversements écologiques, l'abeille noire s'est réfugiée dans les Cévennes, où elle a apprivoisé un apiculteur passionné. Il nous raconte son combat pour protéger une espèce endémique et rappelle l'importance de repenser notre rapport au monde sauvage.

■ **Comment une liste citoyenne peut gagner une élection**, Fabienne Grébert, éd. Yves Michel, 2021, 112 p., 9,90 €. La tête de liste d'EELV nous raconte les mois de campagnes qui ont précédé l'élection des listes citoyennes Réveillons Annecy et Annecy respire le 28 juin 2021. Elle y décrit les mécanismes de la construction d'une démocratie participative, de l'émergence du mouvement à la mobilisation citoyenne, jusqu'à la victoire de la mairie d'Annecy.

■ **Le Mouvement**, Thomas C. Holt, éd. La découverte, 2021, 182 p., 18 €. L'historien étasunien livre un autre regard sur l'histoire des luttes afro-américaines à partir des années 1950. Il redonne leur voix aux militant-es anonymes du quotidien, à commencer par sa grand-mère Carrie qui s'assit à l'avant d'un bus, réservé aux blancs-hes.

■ **Le jardin vivrier**, Marie Thévard, éd. Écosociété, 2021, 382 p., 29 €. On

découvre les méthodes d'agriculture vivrière de l'auteure qui écrit depuis son jardin, à Saguenay-Lac-Saint-Jean, au Québec. Richement illustré, le manuel expose les conditions pour atteindre l'autosuffisance alimentaire. La clef selon lui ? Ne jamais travailler le sol et vivre au rythme des saisons.

■ **Pour une société contributive**, Jean Pascal Derumier, éd. LibreSolidaire, 2021, 464 p., 28,90 €. Et si nous missions sur notre intelligence collective pour répondre aux enjeux de la transition ? C'est ce que propose l'auteur dans cet essai scrupuleusement argumenté, où chaque chapitre décortique et réforme avec optimisme nos modèles économiques, systèmes éducatifs, et modes de gouvernance pour réinventer une société unie et collaborative.

■ **Animaux invisibles**, Gabi Martinez, éd. Le Pommier, trad. Eric Reyes Roher, 2021, 308 p., 21 €. Récits de voyages de l'auteur à travers le monde à la recherche d'animaux invisibles : légendaires comme le yéti afghan, ou disparus comme le tigre blanc coréen, ou difficilement observables, comme la danta du Venezuela qui se cache en forêt, ou encore non-considérés comme tels comme la grande barrière de corail australienne. À la fois érigés en symboles nationaux et oubliés ou décimés dans la pratique, ces animaux en disent beaucoup sur les cultures humaines dans leur rapport au reste du vivant.

### Roman

■ **Femme du ciel et des tempêtes**, Wilfried N'Sondé, éd. Actes Sud, 2021, 266 p., 20 €. La découverte d'une momie en Sibérie peut-elle suffire à provoquer l'abandon d'un projet pétrolier ? La momie étant d'origine africaine, cela interroge sur la provenance des populations locales. La mafia russe va alors essayer de détruire la tombe... Mais la reine noire a encore des pouvoirs. Mélange de cultures dans ce roman où se croisent Africains, Russes, Allemands, Français...

■ **De silence et de loup**, Patrice Gain, éd. Albin Michel, 2021, 260 p., 17,90 €. Anna rejoint une expédition scientifique qui doit étudier le réchauffement de la banquise au nord de la Sibérie. Derrière l'histoire d'une aventure qui va partir à vau-l'eau (à vau-glance ?) apparaît progressivement une deuxième histoire qui dénonce la violence des hommes à l'encontre des femmes...

### B. D.

■ **Le choix du chômage**, de Pompidou à Macron, enquête sur les racines de la violence économique, Benoît Colombat et Damien Cuvillier, préface de Ken Loach, éd. Futuropolis, 2021, 288 p.,

26 €. Depuis cinquante ans, le chômage et la précarité augmentent. Depuis tout ce temps, les présidents de la République annoncent que l'emploi est leur priorité. Les deux auteurs multiplient les entretiens pour cerner la question et montrent comment la croissance toujours annonciatrice de création d'emplois provoque surtout une concentration de la richesse dans quelques mains. Malgré un gros travail de présentation, cela ne reste pas facile à lire.

■ **La machine ne ferme jamais les yeux**, Yvan Greenberg, Joe Canlas, Everett Patterson, éd. Delcourt, 144 p., 16 €. Une histoire de la télésurveillance à travers les âges, réalisée autour de la situation aux États-Unis. Intéressant sur le fond, mais la mise en BD n'est pas terrible.

■ **Agughia**, Hugues Micol, éd. Dargaud, 2021, 64 p., 15 €. Dans un futur proche, la Corse est devenue un immense parc de loisirs. Agughia ("anguille" en corse), jeune voleuse, dérobe le sac d'un touriste employé de la multinationale Radius qui contrôle une partie de l'île. Une course-poursuite s'engage, la police étant persuadé qu'il s'agit d'une action d'un groupe écologiste radical. De la SF écologique.

Les livres présentés ici ne sont pas vendus par *Silence*. Vous pouvez les trouver ou les commander dans n'importe quelle librairie.

Préférez quand c'est possible, les librairies indépendantes.

## Essais

### Dites à l'avenir que nous arrivons

#### La (r)évolution des conspirateurs positifs

Mathieu Baudin

Enlevé, stimulant, fourmillant d'observations. Magnifique livre ! Partant de l'idée qu'il y a plus de risques à ne pas bouger qu'à bouger, l'auteur a créé un Institut des futurs souhaitables ouvert à toutes sortes de recherches. Objectif : dégager des perspectives pour l'horizon 2040 en fouillant dans le passé pour transférer des pratiques perdues, en interconnectant les multiples changements dont nous sommes témoins, en questionnant les artistes comme les scientifiques. La germination créative est partout. Cerner les bonnes questions est la première manche, ensuite il s'agit dérouler le récit de nos rêves et de le transformer en actions. Demain sera ce que nous voulons en faire ! MD  
Éd. Alisio, préface J. de Rosnay, postface P. Viveret, 2020, 191 p., 18 €



### Manuel de la grande transition

sous la direction de Cécile Renouard, Rémi Beau, Christophe Goupil, Christian Koenig

Cet ouvrage collectif porté par l'Université de la transition, regroupe de très nombreuses contributions, très bien documentées sur de multiples sujets : climat, écologie, éthique, santé, économie, droit, démocratie, énergie, agriculture, arts, etc. Il montre dans chaque domaine l'évolution des connaissances et la teneur actuelle des débats. C'est d'un niveau de lecture relativement accessible, même si souvent les expressions et schémas en anglais ne sont pas traduits. C'est enveloppé dans des considérations philosophiques complexes. Si l'on prend le temps de le lire, petit morceau par petit morceau, c'est très riche... mais cela ressemble plus à une encyclopédie qu'à un récit. On est loin de l'enthousiasme que peuvent provoquer la lecture d'ouvrages comme le *Manuel de transition* de Rob Hopkins (2012) ou *Petit manuel de résistance contemporaine* de Cyril Dion (2018). Finalement, le côté faussement "neutralité universitaire" rend l'ouvrage un peu trop terne. MB  
Éd. Les liens qui libèrent, 2020, 450 p., 24,50 €



### Manifeste pour une écologie de la différence

Hicham-Stéphane Afeissa

Édité en beauté, ce manifeste propose une rupture avec les raisonnements consistant à mettre en avant les points communs entre les animaux et nous. L'accent sur les ressemblances débouche sur la compassion, puisque nous pouvons comprendre les souffrances animales. Mais la "politique de la pitié", si elle a permis de faire avancer la cause animale, lui nuit aussi en faisant obstacle au politique. Il s'agirait de la remplacer par une écologie de la différence. Plutôt que de viser notre assimilation et la leur dans la grande totalité d'un vivant indifférencié, il faudrait accepter que l'animal soit et reste un étranger radical, une énigme. Cherchant la polémique, l'auteur se montre sévère, tandis que sa proposition d'une éthique de l'altérité reste très théorique. Mais il suscite l'intérêt et la remise en question, choses précieuses. DG  
Éd. Dehors, 2021, 144 p., 15 €



### Cannelle et piment

Agnès Rollet

En 1989, Chimène Sérurier, chilienne, travaille dans un centre social de Vaulx-en-Velin, près de Lyon. Elle y anime un groupe de paroles pour les femmes du quartier. Celles-ci, immigrées, sans diplômes, ne travaillent pas. Elles ont l'idée de proposer régulièrement des repas collectifs où sont invité-es les voisin-es. Ces repas ont beaucoup de succès et on commence à leur en demander pour différentes occasions, d'abord dans le quartier, puis



de plus en plus loin. En 1992, elles se choisissent le nom de *Cannelle et Piment* et développent l'idée de dégager des salaires. Elles mettent dix ans pour se structurer, avoir des contrats de travail, une comptabilité, être aux normes... Elles sont en association, embauchent dans le quartier, sont actives dans les opérations de solidarité. Les trois premiers CDI sont signés en 2001. Elles vont trouver des locaux permettant de cuisiner en grand, s'agrandir plusieurs fois, mais toujours dans le même quartier. Aujourd'hui, ce groupe de femmes, qui se sont formées par la pratique, est connu dans toute la région comme traiteur "cuisine du monde". Une réussite non sans obstacles que raconte avec bonheur ce livre. MB

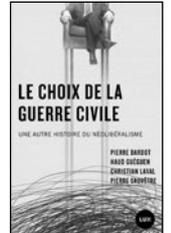
Éd. Repas, 2021, 204 p., 17 €

### Le choix de la guerre civile

#### Une autre histoire du néolibéralisme

Pierre Dardot, Haud Guéguen, Christian Laval, Pierre Sauvêtre

Ce livre très complet relate l'évolution du néolibéralisme, en particulier de la seconde moitié du 20ème siècle jusqu'à nos jours. Les divers courants de celui-ci sont analysés à l'aune des économistes qui les ont inspirés : Hayek, Mises, Lippmann. A leur tour, ceux-ci ont servi de modèle à des régimes politiques certes différents (de la droite dure au centre gauche), mais qui tendent tous vers le même but : détruire plus ou moins violemment les aides sociales, favoriser la concurrence entre les individus et/ou les nations, utiliser l'État pour servir les intérêts de la classe dominante uniquement, c'est-à-dire préserver le marché. Les néolibéraux orientent l'opinion vers la guerre civile, celle des pauvres entre eux, alors qu'il s'agit plutôt d'une lutte de classes. La conclusion, fort constructive, explore les moyens d'échapper à cette "non-alternative". CC  
Éd. Lux éditeurs, 2021, 319 p., 20 €



### La colère et la joie

Patrick Viveret

Nous vivons une époque d'exacerbation des tensions, des intolérances et des discours appelant à la guerre civile. L'auteur part des colères sociales que nous vivons, et qui sont dans une logique de vie, contrairement à la résignation... mais qui peuvent aussi basculer du côté de la haine et de la violence. Pour lui l'enjeu est de "transformer la violence en conflit, l'ennemi en adversaire", pour ne pas sombrer dans la barbarie. Du côté du mouvement social et écologique, il récuse la prétendue "diversité des tactiques" et refuse la dangereuse réduction du débat au seul critère de l'efficacité. Pour engager des dialogues authentiques et constructifs, il propose de partager nos peurs respectives, et de poser des questions comme "qu'est-ce qui vous paraît particulièrement important à prendre en compte dans les positions que vous ne partagez pas ?". GG  
Éd. Utopia, 2021, 138 p., 10 €



### La lune, les laitues et moi

#### Anachroniques d'un maraîcher

Clément Lechartier

Chaque semaine pendant 2 ans, l'auteur écrit un petit texte pour les membres de son Amap au Havre. L'ambition est modeste, mais l'ensemble se lit avec plaisir et intérêt. Partant de sa pratique quotidienne, il expose avec style ses réflexions et émerveillements, son rapport au label bio et aux aides de la PAC, au temps de travail et aux vacances, au machinisme agricole, son sentiment d'être "en installation perpétuelle", les paradoxes de l'utilisation de bâches en plastique lorsqu'on ne retourne plus la terre. Le terme "permaculture" lui "hérise le poil" pour son côté religieux, système ayant réponse à tout. Concernant la place des femmes en agriculture, il constate que "le maraîchage est le plus physique des métiers agricoles, et pourtant, je pense qu'avec l'élevage, c'est le plus féminisé", à l'inverse des céréaliers, qui ont les tracteurs les plus puissants et les plus confortables. GG

Éd. La buse du Tô, 2020, 148 p., 13 €



## Le livre du mois

### Reprendre la terre aux machines

L'Atelier paysan



Comment, face à une catastrophe écologique et sociale des plus alarmantes, se tourner vers une agriculture plus juste et solidaire ? L'Atelier paysan esquisse ici un combat réfléchi, à la hauteur des exigences à atteindre. Pourquoi malgré la prise de conscience et le fleurissement des alternatives paysannes, la course au rendement et aux plus grosses machines ne cesse-t-elle pas de s'emballer ? C'est

que les initiatives individuelles, ne permettront jamais le changement radical nécessaire. Il ne peut se faire que par un combat collectif, de véritables décisions politiques avec une dimension sociale où le droit de se nourrir décentement deviendrait fondamental pour tous. La lutte véritable est bien collective dans *Reprendre la terre aux machines*. Ni ton moralisateur ni blâme des individus, ce livre est bien une fable militante, une invitation à construire ensemble l'autonomie paysanne et alimentaire de demain. CG

Éd. du Seuil, 2021, 288 p., 20 €

### Ventes d'armes, une honte française

Amyeric Elluin, Sébastien Fontenelle

Ce livre ne remet pas en cause les ventes d'armes françaises dans leur ensemble, mais se concentre sur les ventes d'armes de la France aux régimes qui bafouent ouvertement les droits humains, Arabie Saoudite et Égypte en tête. De Mitterrand à Macron, présidences et gouvernements n'ont jamais remis en cause les ventes d'armes à des régimes tyranniques, à rebours parfois des engagements internationaux. Le livre montre en quoi le nécessaire contrôle parlementaire avance bien trop lentement, met en avant le rôle de Jean-Yves Le Drian depuis des décennies, détaille les différents scandales qui ont émaillé la République à ce sujet. Il révèle l'argumentaire affligeant des tenants de cette politique, et les efforts de la société civile pour en finir avec ce cynisme. D'une écriture facile et vivante, il constitue un excellent outil de vulgarisation sur le sujet. GG

Éd. Le passager clandestin, 2021, 192 p., 14 €



### Carnets d'estives

Pierre Madelin

D'emblée on se laisse entraîner par la prose savoureuse de l'auteur lorsqu'il nous raconte ses premiers contacts avec le monde des berg-ères, ses premières expériences et découvertes, avec un regard à la fois enthousiaste et lucide, conscient de ses biais de citoyen. D'anecdotes en déconvenues, il découvre un métier avec ses grâces et ses absurdités, et agrmente son récit de réflexions sur le tourisme, le capitalisme, l'État, l'inévitable question du loup, etc. Plaisir de lecture et intelligence critique sont ici réunies. GG

Éd. Wildproject, 2021, 140 p., 9 €



### Reconstruire sur les ruines du capitalisme S'émanciper par le partage et la coopération

Georges Monbiot

Toutes les sociétés s'appuient sur le récit qu'elles ont fait d'elles-mêmes, de leurs valeurs, de leurs héros, de leurs rêves, de leur justice : Ulysse, Sindbad, Saint-Georges...

Ce sont ces récits simples et efficaces qui touchent notre cerveau émotionnel et nous captivent. Nous les mémorisons, leur cherchons du sens, ils nous donnent l'élan pour agir. Un programme politique chiffré, si pertinent soit-il, n'a pas la puissance d'une histoire. Or, aujourd'hui encore, le récit de notre société est celui du capitalisme. Il est basé sur la réussite individuelle, la compétition, la conquête du pouvoir et de l'argent. Aucun parti ou mouvement ne l'a détrôné. Quelle alternative parviendra à sensibiliser les esprits aux valeurs de coopération, d'altruisme, de solidarité (que nous possédons pourtant en nous) ? Quand reprendrons-nous le contrôle de nos vies afin d'en changer le cours ? L'auteur propose un certain nombre de pistes à notre portée. MD

Éd. Actes Sud, trad. de l'anglais par A. Prat-Giral, 2021, 229 p., 21 €

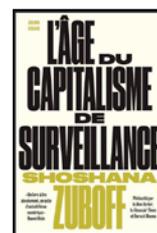


### L'Âge du capitalisme de surveillance

Shoshana Zuboff

Ou comment le capitalisme industriel, déjà coupable du crime d'écocide, se métamorphose en vampire psychique déterminé à précipiter l'humanité dans l'enfer d'un esclavage mental déguisé en paradis digital plus que jamais pavé de bonnes intentions. Il se pourrait bien que dans l'avenir, lorsque l'état de sidération dans lequel le capitalisme de surveillance plonge aujourd'hui l'humanité aura fait long feu, les agissements criminels dénoncés dans cet ouvrage justifient l'ouverture d'une instruction menant à un procès d'envergure planétaire ! GF

Éd. Zulma, trad. Bee Formentelli et Anne-Sylvie Homassel, 2020, 844 p., 26,50 €



### Tu ne tueras plus !

Emile Derré anarchiste, pacifiste, sculpteur

Thierry Guilbert

Nous découvrons un artiste méconnu (1867-1938), homme simple, fidèle à ses idées, libre-penseur. Les nombreuses illustrations du livre permettent de se faire une idée de ses œuvres, mal acceptées durant cette époque guerrière, qui furent soit reléguées dans des faubourgs parisiens soit détruites. Celle de la couverture, particulièrement incomprise, représente, pour un projet de monument aux morts, la réconciliation entre un soldat allemand et un soldat français dans les bras de l'Humanité. Les appendices sur la *Libre Pensée*, l'*Union Pacifiste de France* et la *Fédération Nationale Laïque des Associations des Amis des Monuments pacifistes, républicains et anticléricaux* sont fort utiles pour compléter cette biographie. CC

Les éditions libertaires, 2021, 86 p., 12 €



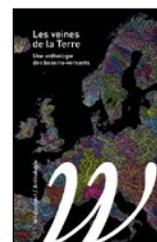
### Les veines de la Terre

Marin Schaffner, Mathias Rollot, François

Guerroué

Cette courte anthologie nous plonge dans la réalité des bassins-versants des cours d'eau. On sillonne entre les témoignages de populations autochtones, de géographes, philosophes ou forest-ières, etc. pour comprendre l'enjeu des écosystèmes qui sont à l'origine de la vie. Le recueil ouvre de nouveaux lits aux luttes sociales et écologiques pour l'accès et la préservation de l'eau. À l'image du biorégionalisme, protéger les veines de la Terre, c'est peut-être réorganiser nos modes de vie autour de ces bassins et imaginer une autre relation interdépendante aux réseaux d'eau, pour nous inscrire dans un nouveau monde, l'hydromonde... MP

Éd. Wildproject, 2021, 152 p., 12 €



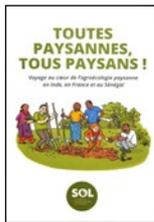
## Bandes dessinées

### Toutes paysannes, tous paysans

Association SOL, dessins Claire Robert

À partir de trois exemples en France, en Inde et au Sénégal, une découverte du potentiel de l'agroécologie paysanne et du travail de l'association SOL, pour des alternatives agroécologiques et solidaires. En France, comment faire son installation quand on n'est pas du milieu paysan ? En Inde, comment revenir à des semences paysannes ; au Sénégal, comment lutter contre la sécheresse en plantant des arbres ? La BD sert de support à des explications plus techniques et de nombreuses pistes pour agir concrètement. FV

Éd. Rue de l'Échiquier, 2021, 76 p., gratuit



### 1984

#### D'après l'œuvre de Georges Orwell

Jean-Christophe Derrien, Rémi Torregrassa

Tombé dans le domaine public en 2021, ce livre culte a été adapté en BD par plusieurs éditeurs. Dans cette version, le scénariste s'est focalisé sur la relation entre Winston et Julia en utilisant les codes du thriller. Nous suivons l'histoire de leur couple comme un élément de rébellion contre le régime, de la rencontre à la chute. Le parti-pris du dessin en noir et blanc renforce l'ambiance pesante. Les éléments de contestations sont, eux, rehaussés de couleurs éclatantes. Il est incroyable que cet ouvrage édité en 1949 soit toujours autant en résonance avec l'actualité. Cette version permettra à tou-tes de se plonger dans ce classique de la littérature. DB

Éd. Soleil, 2021, 120 p., 17,95 €

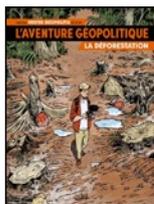


### L'aventure géopolitique : la déforestation

Ludovic Danjou, Adrien Martin

Mise en BD des reportages de Gildas, alias Mister Geopolitix. Ici, des rencontres au Brésil, en Afrique et en Indonésie pour comprendre la question de la déforestation et chercher les solutions possibles alors que globalement, la forêt progresse dans les pays du nord et disparaît dans les pays du sud. Des entretiens avec les paysannes locales, poussées à déforester des parcelles pour y faire de l'élevage, des braconniers d'espèces rares et une initiative pour protéger la forêt des plantations de palmiers à huile de palme. Une des solutions passe par un changement de notre alimentation, avec une baisse importante de la quantité de viande. Un cahier complète la BD avec les principales données au niveau mondial. De la bonne vulgarisation. FV

Éd. Soleil, 2021, 64 p., 15,50 €



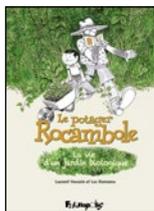
### Le potager Rocamboles

#### La vie d'un jardin biologique

Laurent Houssin et Luc Bienvenu

Luc Bienvenu dispose d'un jardin de 1000 m<sup>2</sup> près de Rennes cultivé de manière intensive en bio. Laurent Houssin l'interroge en BD. On y apprend de très nombreuses astuces pour mieux cultiver ses légumes, le rôle des serres, des rotations des cultures, l'importance d'anticiper, comment se protéger des insectes, des maladies... Il émet aussi des doutes sur l'inutile complexité de la permaculture, les possibilités du végétarisme... Le résultat est bizarre : on découvre une BD au style qui se veut humoristique alors que les propos sont tout ce qu'il y a de plus sérieux, certaines pages sont de vrais cours d'agronomie ! Cela montre au moins la complexité qui existe dans un potager et le potentiel de ce que l'on peut produire... en y passant beaucoup de temps. MB

Éd. Futuropolis, 2021, 180 p., 23 €



## Super-environman

### T2 : le défi déchets

Madaule et Priou

La fille est très écolo et le père veut lui apporter son aide. Mais sans super-pouvoir, c'est très difficile. Arrivée d'un nouvel ennemi : Déchetman, qui, lui, fait le pari de polluer un maximum. Des gags sur une demi-page, souvent très légers. FV

Éd. Bamboo, 2021, 48 p., 11 €



## Romans

### Quality land

Marc-Uwe Kling

Dans un futur proche, l'intelligence artificielle va nous permettre d'optimiser notre vie : les algorithmes permettent de trouver sans erreur possible votre partenaire, votre travail, vos loisirs. Vous recevez vos achats avant même de les avoir commandés. Tout est simple puisque tout ce que l'on vous demande c'est de cliquer avec l'œil pour valider. Avec un humour réjouissant, l'auteur s'amuse à montrer les limites du système quand celui-ci ne peut admettre avoir commis une erreur. Mettant en place un univers où chaque personnage porte comme nom de famille le métier d'un de ses parents, il montre comment se maintiennent ou non les classes sociales. On atteint un niveau d'absurdité qui rend le roman délicieux ! MB

Traduction de l'allemand par Juliette Aubert-Affholder, éd. Actes Sud, 2021, 384 p., 22,80 €



### Pleine terre

Corinne Royer

Un éleveur n'a pas rempli à temps des papiers administratifs. Le début d'un harcèlement qui va l'entraîner, comme beaucoup d'autres, dans un cercle vicieux fatal. Le roman s'attache à sa fuite lors de l'arrivée des forces de l'ordre pour saisir ses biens. Peu à peu l'absurdité de la législation se fait jour, vue à travers les témoignages des ami-es, de la famille et d'un inspecteur sanitaire. Inspiré de la mort de Jérôme Laronze, l'histoire trop fréquente des petits agriculteurs qui ne peuvent suivre des normes adaptées exclusivement aux grandes exploitations. Le récit seul, sans jugement, nous fait comprendre comment peu à peu, nous allons vers une industrialisation agricole de plus en plus poussée au détriment des humains, de la nature et des animaux. MB

Éd. Actes Sud, 2021, 336 p., 21 €



## Musique

### La Commune reflleurira

Collectif

Sous la direction de Corentin Coko, un panel d'une vingtaine d'artistes signe ici un album aux doux airs révolutionnaires. Les textes sont dans leur globalité des poèmes et des chants en lien avec la Commune de 1871. Les accompagnements et autres arrangements musicaux réinterprètent avec quelques sonorités contemporaines ces chansons écrites en leur temps par Louise Michel, Eugène Pottier, Jules Vallès et bien d'autres témoins de ce soulèvement populaire. Album hommage, mais surtout œuvre collective qui devrait nous fournir maints slogans et refrains entraînants pour les prochaines manifestations, à l'instar de l'album des *Motivés* il y a presque 30 ans. JP

Label Irfan 202, 2021, 72 min, 15 €

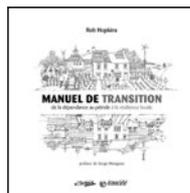




□ **Désobéissance civile ! - format 60x84cm - 7 €\***  
Face à des lois injustes, à des régimes oppressifs ou sourds aux exigences vitales des peuples, la résistance est légitime. De la marche du sel de Gandhi à la lutte des paysans du Larzac, des mouvements antipub et anti-OGM aux campagnes pour le climat d'ANV-COP 21, cette affiche donne également à voir de nombreuses actions moins connues, et la diversité des formes de la désobéissance civile. Autant de sources d'inspiration pour continuer à agir aujourd'hui !

□ **100 dates qui construisent nos luttes féministes aujourd'hui - format 60x84cm - 7 €\***

Un joyeux panorama qui cherche à donner voix à la variété des approches du féminisme, avec un regard résolument subjectif. Loin d'un inventaire historique, ces dates ont été retenues parce qu'elles nous touchent ou nous inspirent. Chacun-e pourra compléter à sa guise en fonction de ses aspirations et sensibilités propres. Réalisée en collaboration avec plusieurs groupes et organisations féministes.



□ **Manuel de transition, 212 p. - 20 €\*\***  
Ce manuel est un peu la "bible de la transition". Rob Hopkins y raconte son parcours, d'abord dans la permaculture, et puis dans ce qui deviendra le concept de transition. Après plusieurs chapitres consacrés au pic pétrolier et à la crise climatique, l'ouvrage s'attache à comprendre la psychologie du changement et à exploiter la vision positive de l'évolution de la société.

□ **L'insolente. Dialogues avec Pinar Selek, 224 p. - 20 €\*\***  
Pinar Selek est une femme aux mille vies. Écrivaine, sociologue, militante... Féministe, écologiste, antimilitariste... Oui, mais bien plus que cela ! Des rues d'Istanbul à son exil en France, ce livre retrace de manière vivante l'incroyable parcours de cette femme à l'énergie contagieuse. Pinar Selek a dénoncé tant le génocide des Arméniennes que la situation faite aux Kurdes et le service militaire, ce qui lui vaut la persécution sans limites de la justice turque. Un récit inspirant !



Frais de port affiches et livres :

\* : 2€ de 1 à 3 ex., 4€ de 4 à 9 ex., offerts à partir de 10 ex.

\*\* : 5€ de 1 à 2 ex., 9€ de 3 à 9 ex., offerts à partir de 10 ex.

## SILENCE, C'EST VOUS AUSSI...

**Venez nous voir les 16 et 17 décembre !**

Vous pouvez venir discuter avec nous lors des expéditions de la revue. Depuis la crise sanitaire du Covid-19, nous avons dû réinventer la manière de vous accueillir lors de cette mise sous pli, pour respecter les gestes barrières. Pour connaître les horaires exacts de l'expédition, et les modalités d'inscription, n'hésitez pas à nous contacter ! **Prochaines expéditions : 20 et 21 janvier, 17 et 18 février, etc.**

**Pour passer une info...**

Les prochaines réunions du comité de rédaction se tiendront à 9 h 30 les **mercredi 24 novembre** (pour le numéro de janvier), **22 décembre** (pour le numéro de février), **26 janvier** (pour le numéro de mars), etc. N'hésitez pas à proposer des articles au comité de rédaction, *Silence* est une revue participative ! Vous pouvez aussi **proposer des informations** destinées aux pages brèves jusqu'au mardi qui suit le comité de rédaction. Pour envoyer des annonces pour le numéro de janvier, vous avez jusqu'au 30 novembre ; puis jusqu'au 4 janvier pour le numéro de janvier, etc. *N'oubliez pas d'indiquer des coordonnées, de préférence avec une adresse postale et pas de numéro de téléphone portable.*

**Silence est une revue participative qui existe aussi grâce à vous. Vous pouvez être au choix (multiple) :**

**Rédacteur :** en écrivant des textes sur les alternatives que vous connaissez autour de chez vous ou que vous avez découvertes en chemin. Vous pouvez soit nous envoyer des informations dessus soit écrire un article avec quelques photos.

**Standacteur :** votre implication dans la visibilité et la diffusion de la revue est essentielle pour l'association. Tenir un stand y contribue ; alors si ça vous tente, à l'occasion d'un événement autour de chez vous (festival, salon, ciné-débat...), contactez l'équipe de *Silence*.

**Relai local :** il s'agit de représenter la revue localement et régulièrement, en tenant des stands, en organisant des débats ou des rencontres, en trouvant de nouveaux dépositaires ou abonné-es... en fonction de vos envies !

**Don'acteur :** *Silence* est une revue sans pub, sans subvention, et cela lui garantit sa liberté de ton. Pour conforter notre indépendance financière et éditoriale, vos soutiens sont les bienvenus. Il est à noter que l'association ne délivre pas de reçus fiscaux.

**Plus d'infos sur : [www.revuesilence.net](http://www.revuesilence.net)**

**rubrique : Comment participer**

**Votre abonnement gratuit ?**

Si vous trouvez cinq nouvelles abonné-es au tarif Découverte, votre abonnement vous est offert pour un an. Envoyez-nous leurs adresses (ainsi que la vôtre) et un chèque de 5 x 22 = 110 € (pour la France).

## Rejoignez un relai local

• **Alsace - Strasbourg.** Georges Yoram Federmann, tél. : 03 88 25 12 30, federmanja@gmail.com

• **Allier.** Jean-Paul Pellet, jeanpaulpellet@orange.fr, tél. : 04 70 49 23 67 (soir).

• **Territoire de Belfort.** Étienne Mangin, etienne.mangin@laposte.net, tél. : 03 84 58 18 84

• **Bretagne.** Alexis Robert, La Guette en Beauvais, 35380 Paimpont, tél. : 02 99 07 87 83

• **Drôme.** Patricia et Michel Aubart, obarm@laposte.net, tél. : 06 84 51 26 30

• **Est-Puy-de-Dôme.** Jean-Marc Pineau, 63300 Thiers, pineau.jeanmarc@wanadoo.fr

• **Gard.** Antonanzas Pascal, 100 bis rue Victor Hugo, 30160 Besseges, mploiko36@gmail.com, tél. : 06 04 03 06 42

• **Gironde.** Groupe Silence 33, Tél. : 06 68 33 32 40, silence33@ouvaton.org

• **Haute-Vienne.** Brigitte Laugier, 25 rue du Petit Fort, 87300 Bellac, brig.bellac@gmail.com, tél. : 05 55 76 31 70

• **Hérault.** Valérie Cabanne, tél. : 06 72 61 33 07, cabvalerie@yahoo.fr ; Elisa Soursac, elisa@mailz.org, 4 impasse des Camélias, 34070 Montpellier, tél. : 09 79 10 81 85

• **Ile de France (Val de Marne, Hauts de Seine et Essonne).** Agenda Collaboratif de la Vallée de la Bièvre, alternatives.valdebievre@gmail.com, <https://agendavalleedelabievre.jimdofree.com/> Céline, tél. : 06 60 54 76 47

• **Loire-Atlantique.** Décroissance 44, tél. : 06 11 78 27 27, Emmanuel Savouret, contact@decroissance44.org

• **Lyon.** Ciné-club écocitoyen, cineclubsilence69@gmail.com, tél. : 09 54 18 33 94

• **Mayenne.** Ingrid de Rom, Les Petits Pins, 53480 Saint-Léger, tél. : 02 43 01 21 03

• **Moselle.** Yann Porte, association Motris, 49 boulevard d'Alsace, 57070 Metz, yann.porte@laposte.net, tél. : 06 52 92 63 66.

• **Nord-Isère.** Céline Bartette, tél. : 06 63 13 42 99, celine.bartette.adaliis@bbox.fr

• **Saône-et-Loire.** Annabelle à Chalon sur Saône, tél. : 03 85 93 57 54, silence71@orange.fr

• **Seine-et-Marne.** Association Bio vivre en Brie, Mairie, Avenue Daniel Simon, 77750 Saint-Cyr-sur-Morin, biovivreennbrie@gmail.com

# NUMÉROS À L'UNITÉ

## Numéros disponibles (4,80 € l'ex.)

- 469 Loire (numéro régional)
- 470 Autogérons les coop' alimentaires !
- 472 Nous vieillirons ensemble !
- 473 La montagne : du calme !
- 474 Côte-d'Or et Yonne (numéro régional)
- 475 Retiens la nuit
- 476 Décroissance, où en est-on ?
- 477 Explorons les alternatives !
- 478 Quand l'écologie s'empare du droit
- 481 Les alternatives : oasis ou leviers ?

- 482 La planète victime de la mode
- 483 Notre-Dame-des-Landes : quel avenir ?
- 484 Vers des villes sans voitures
- 486 Le temps de la désobéissance civile
- 487 Dépasser les discours sur l'effondrement
- 488 Suisse romande (numéro régional)
- 489 Kraftwerk : une utopie réalisée ?
- 491 Jai Jagat : Les Gandhi de grand chemin
- 492 Sortir de l'apiculture intensive
- 493 Bières artisanales en effervescence
- 494 Une écologie Arc-en-ciel
- 496 Le biorégionalisme, le monde d'après ?

- 497 Fukushima : 10 ans, ce n'est qu'un début
- 498 Le numérique, son monde... et nous
- 499 L'écologie du livre
- 500 Écouter, regarder, raconter (6,50 € l'ex.)
- 501 Décoloniser l'écologie
- 502 Le bluff de l'économie circulaire
- 503 Sortir de l'industrie de la fleur
- 504 Faut-il vraiment planter des arbres ?
- 505 Les chantiers de l'habitat léger

**Frais de port numéros**, pour la France comme pour l'étranger :  
3 € pour un ex., 5 € pour 2 et 3 ex., 6 € pour 4 ex. et plus.

# ABONNEMENT

## Abonnement par prélèvement

### Mandat de prélèvement SEPA

#### Type de paiement :

##### Paiement récurrent / répétitif :

- 8 € par trimestre (abonnement petit budget)
- 12 € par trimestre (abonnement normal)
- ..... € par trimestre (abonnement de soutien)

##### Paiement ponctuel :

- ..... € (commande ci-dessous)

**Je peux suspendre mon prélèvement sans aucun frais par simple lettre à la revue Silence.**

En signant ce formulaire de mandat, vous autorisez (A) SILENCE à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte, et (B) votre banque à débiter votre compte conformément aux instructions de SILENCE. Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec elle. Une demande de remboursement doit être présentée dans les 8 semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé.

RUM (sera rempli par Silence) :

**Débiteur** : Nom et prénom : \_\_\_\_\_  
 Adresse : \_\_\_\_\_  
 Code Postal : \_\_\_\_\_ Ville : \_\_\_\_\_ Pays : \_\_\_\_\_

#### Coordonnées du compte bancaire ou postal

IBAN : \_\_\_\_\_  
 BIC : \_\_\_\_\_

**CRÉANCIER :**  
**SILENCE**  
 9, rue Dumenge  
 69317 LYON Cedex 04  
 FRANCE  
 I.C.S. FR82ZZZ545517

**À retourner à Silence**  
 (adresse ci-contre).  
 Joindre obligatoirement  
 un relevé d'identité  
 bancaire (RIB).

Fait à : \_\_\_\_\_ Le : \_\_\_\_\_  
 Signature : \_\_\_\_\_

Vos droits concernant le présent mandat sont expliqués dans un document que vous pouvez obtenir auprès de votre banque.  
**Pour tous renseignements concernant votre prélèvement, adressez-vous à Silence.**

## Autres formules d'abonnement

	France métr.	Autres pays et DOM-TOM
Découverte 1 <sup>er</sup> abonnement, 6 n°	<input type="checkbox"/> 22 €	<input type="checkbox"/> 29 €
Particulier 1 an, 11 n°	<input type="checkbox"/> 48 €	<input type="checkbox"/> 57 €
Bibliothèque, association... 1 an, 11 n°	<input type="checkbox"/> 60 €	<input type="checkbox"/> 68 €
Soutien 1 an, 11 n°	<input type="checkbox"/> 60 € et +	<input type="checkbox"/> 60 € et +
Petit futé 2 ans, 22 n°	<input type="checkbox"/> 80 €	<input type="checkbox"/> 92 €
Petit budget 1 an, 11 n°	<input type="checkbox"/> 33 €	<input type="checkbox"/> 40 €
5 abonnements Découverte offerts + votre abo. 1 an gratuit (cf. conditions page précédente)	<input type="checkbox"/> 110 €	Nous contacter
<b>Groupés à la même adresse : nous contacter</b> (tarif en fonction du nombre d'exemplaires souhaité)		

## Coordonnées

(MERCİ D'ÉCRIRE EN MAJUSCULES)

Prénom & Nom : \_\_\_\_\_  
 Adresse : \_\_\_\_\_  
 Code Postal : \_\_\_\_\_ Ville : \_\_\_\_\_  
 Courriel : \_\_\_\_\_  
 Je désire recevoir la s!berlettre (lettre électronique mensuelle).

# RÈGLEMENT

## Récapitulatif de votre commande

	Prix unitaire	Nombre	Sous-total	Frais de port
Abonnement(s) :				X
Numéro(s) :				
Affiche(s) :	7 €			
Livre(s) :				
<b>Total :</b>				

## Modes de règlement

- > **par chèque** (à l'ordre de Silence),
- > **par virement** : IBAN : FR76 4255 9100 0008 0032 9651 126  
BIC : CCOPFRPPXXX
- > **en ligne sur [www.revuesilence.net](http://www.revuesilence.net)**
- > **ou par prélèvement** en remplissant le mandat ci-dessus

**Pour l'envoi de votre commande, pensez s'il vous plaît, à nous indiquer vos coordonnées ci-dessus !**

# Australie

## Faire parler les filets fantômes



Depuis 2009, un nouveau mouvement artistique, celui des sculptures en *ghostnet*, a éclo en Australie. Les *ghost nets* ou "filets fantôme" sont des rebuts de filets de pêche dérivants perdus ou abandonnés par des chalutiers qui sévissent dans la mer de Timor. Ces filets non-biodégradables sont responsables d'une catastrophe environnementale qui dure depuis de nombreuses années : ils piègent et tuent la faune locale, comme les tortues, les requins, les dugongs, les crocodiles, les baleines, etc. Par ailleurs, ces filets endommagent fonds marins et récifs coralliens.

Face à ce fléau, des artistes australien-nes ont décidé de créer des sculptures à partir de ces débris afin d'alerter le grand public sur les conséquences catastrophiques causées par cette pollution, non seulement sur l'environnement marin mais également sur la culture de ces peuples de la mer.

> Pour en savoir plus sur les œuvres et l'exposition contactez :  
Stéphane Jacob, tél. : +33 6 80 94 80 03, [sj@artsdaustraliae.com](mailto:sj@artsdaustraliae.com),  
[www.artsdaustraliae.com](http://www.artsdaustraliae.com)